

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13526 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 24-LUNDI 25 JUILLET 1988

SERVICES	
Abonnement	120 F
Abonnement de 6 mois	60 F
Abonnement de 3 mois	30 F
Abonnement de 15 jours	10 F
Abonnement de 7 jours	5 F
Abonnement de 3 jours	2 F
Abonnement de 1 jour	1 F
Abonnement de 12 mois	1200 F
Abonnement de 6 mois	600 F
Abonnement de 3 mois	300 F
Abonnement de 15 jours	100 F
Abonnement de 7 jours	50 F
Abonnement de 3 jours	25 F
Abonnement de 1 jour	10 F

L'attaque de... Paris dénonce le « maintien d'accusations contre des victimes françaises »

Paris dénonce le « maintien d'accusations contre des victimes françaises »

Terrorisme... L'Irakien qui embarrassait

L'Irakien qui embarrassait

réfugiés d'Irak... au nucléaire

réfugiés d'Irak... au nucléaire

réfugiés d'Irak... au nucléaire

La Bulgarie à reculons

M. Gorbatchev a reçu cette semaine de mauvaises nouvelles en provenance de Bulgarie : M. Todor Jivkov, qui préside depuis près de trente-cinq ans aux destinées du pays, n'est absolument pas décidé à passer la main en dépit de ses soixante-dix-sept ans et du désir de Moscou de voir arriver au pouvoir à Sofia une équipe plus sensible aux charmes de la « perestroïka » et de la « glasnost ». Pis : non content de s'accrocher au pouvoir avec ses vieux complices de l'ère stalinienne, M. Jivkov s'est permis de limoger, il y a quelques jours, le réformiste modéré qui avait les faveurs du Kremlin.

M. Chudomir Alexandrov passait, depuis deux ans, pour le successeur probable de l'actuel secrétaire général. Véritable numéro deux du régime, il était, à cinquante-deux ans, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, chargé des cadres. Tous ces titres n'ont pas suffi à le protéger de la rancœur d'un Jivkov qui n'avait sans doute pas apprécié d'entendre, au début de l'année, M. Alexandrov évoquer la nécessité de « couper les branches mortes » du parti.

M. Alexandrov avait également attiré l'attention des observateurs en critiquant la fausse reconstruction à laquelle se livre la Bulgarie depuis plus d'un an et qui a abouti, selon les secteurs, soit à maintenir le « statu quo », soit à accroître le chaos. Enfin, il passait pour être favorable aux timides efforts de libéralisation consentis par M. Stojan Michailov, chargé de l'idéologie et de la culture, lui aussi chassé de son poste à l'issue de la réunion du comité central de mercredi.

La liste des limogés de la semaine comprend d'autres hommes, tous partisans d'un agglomération d'une société sclérosée. Parmi ceux-ci, signalons encore M. Staniko Todorov, président de l'Assemblée, qui a été prié de quitter le bureau politique, et M. Svedin Roussev, un peintre fort respecté, qui a été exclu du comité central.

Cette purge fait suite à d'autres limogages dont ont été victimes écrivains, intellectuels, universitaires, journalistes. Le crime de tous ces responsables ? Avoir entretenu la Bulgarie sur une vision moins figée des choses et de l'histoire, avoir mis en avant des problèmes d'environnement et de pollution industrielle - qui atteignent dans les pays socialistes une ampleur que l'on soupçonne rarement en Occident. Le tout, bien sûr, se faisant sous couvert du modèle soviétique : Tchernobyl était mis en avant, ainsi que les articles critiques de la presse soviétique.

C'était trop pour M. Jivkov, qui n'en revient toujours pas de trouver tant de poisons dans la presse du « grand frère » ou dans les émissions télévisées en provenance de Moscou - et dont son peuple est traditionnellement abravé.

Pourparlers à New-York, mission de l'ONU sur le terrain

Iran-Irak : nouveaux pas vers un cessez-le-feu

En dépit de la poursuite des combats sur le front, à l'initiative de l'Irak, certains signes laissent enfin entrevoir, le vendredi 22 juillet, la perspective d'une mise en vigueur du cessez-le-feu. Téhéran et Bagdad ayant notamment accepté des pourparlers dès lundi à New-York, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

Bagdad a annoncé avoir lancé, vendredi, des attaques sur l'ensemble du front afin de chasser les Iraniens des quelques positions qu'ils tenaient encore en Irak.

De son côté, Téhéran a appelé tous ceux ayant suivi un entraînement militaire à retourner au front.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, n'en a pas moins fait progresser le processus devant aboutir à un arrêt des combats. L'Irak et l'Iran ont, en effet, accepté de déléguer à New-York leur ministre des affaires étrangères pour y discuter de l'application d'un cessez-le-feu, parallèlement à l'envoi, dans les deux pays, d'une mission technique de l'ONU.

(Lire page 4 nos informations et l'article de FRANÇOISE CROUGNEAU - Espoir et circonspection dans les milieux d'affaires -)

Avec l'autorisation de la Commission de Bruxelles

Paris freine l'importation des téléviseurs japonais

La Commission européenne vient d'autoriser la France à interdire l'importation de 300 000 téléviseurs japonais en provenance d'autres pays de la Communauté. Cette décision intervient alors que les firmes japonaises, dans la perspective du grand marché européen de 1993, multiplient les implantations dans la CEE pour renforcer leurs positions industrielles et commerciales.

Les importateurs de postes de télévision souhaitent vendre 330 000 appareils japonais dans l'Hexagone. La mesure communautaire leur interdit d'en écouler plus de 30 000 d'ici à fin février 1989.

Prise en vertu de l'article 115 du traité de Rome, cette décision est à tout le moins une mesure destinée à protéger en partie l'industrie française. En effet, si le marché des téléviseurs a connu en 1987 dans l'Hexagone un fort essor, passant de 2,7 millions en 1986 à 2,959 millions de postes vendus, ce sont les constructeurs étrangers qui en ont profité.

Les importations de pays non membres de la CEE, transitant ou non par celle-ci, ont fait un bond, de 429 000 à 732 000 unités, conquérant ainsi un quart des ventes (contre 16 % précédemment).

CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 13.)

Nouvelle-Calédonie : le RPCR approuve l'accord de Matignon



Libre nos informations page 5

Neuf ans avant la rétrocession à la Chine

Hongkong perd ses « cerveaux »

Hongkong, la colonie britannique, doit passer sous l'administration de la République populaire de Chine en 1997. En dépit des assurances de Pékin, la fuite des cerveaux a commencé.

HONGKONG de notre envoyé spécial -

Dans cette agence de voyage, naguère efficace, tout est devenu un problème. A commencer par la communication. Les employés parlent mal l'anglais. Ceux qui

étaient là auparavant ? « Paris, explique la dernière recrue de l'ancienne équipe. - Pour un meilleur travail ? - Non, pour émigrer. » L'« hémorragie des cerveaux » est le grand thème des conversations dans la colonie et la plus grave hypothèque qui pèse sur l'avenir de Hongkong comme centre de services après son retour sous l'administration chinoise en 1997. Longtemps, les autorités britanniques et les hommes de Pékin ont nié le phénomène et les risques qu'il comportait, affirmant que le problème était grossi par la presse. Ce n'est plus le cas

aujourd'hui, même si, de part et d'autre, on s'efforce de ne pas être alarmiste.

En fin de semaine, le *South China Morning Post*, l'un des deux grands quotidiens en anglais de Hongkong, contient un supplément de petites annonces de cent soixante pages, dont la grande majorité sont consacrées aux offres d'emplois ! Toutes les professions sont touchées : cadres, informaticiens, ingénieurs, professions libérales. Bref, tous ceux qui ont une qualification suffisante pour se reclasser à l'étranger sont des émigrés en puissance.

Bien sûr, il n'y aura plus assez de pharmaciens (300 sur 680 disposent de passeports étrangers et s'apprêtent à partir). Dans une grande banque internationale, la rotation des cadres a atteint 30 % depuis le début de l'année, et le chef du programme d'information hésite à se lancer dans un plan de dix-huit mois, car il craint d'être « lâché » par certains membres de son équipe en cours de route, et il n'est pas sûr de trouver des remplaçants.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 4.)

Rétrospective Fernand Léger à la Fondation Maeght

La couleur militante

Déployée dans toutes les salles de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence, une grande rétrospective Léger. Sans doute la plus belle exposition de l'été français.

« Quand je vois un tableau de Léger, je suis bien content », déclare Apollinaire en 1913, dans ses *Peintures cubistes*. Et nous donc, face aux quatre-vingt-dix tableaux et soixante dessins réunis à la Fondation Maeght ! Qui nous permettent de suivre d'un bout à l'autre, de 1905 à 1955, la marche de l'œuvre de cet illustre Normand ; et de constater que sa mécanique picturale très perfectionnée fonctionne toujours à plein régime.

On l'avait un peu oublié, nos musées n'ayant pas fait trop d'efforts, ces derniers temps, pour nous le rappeler, comme s'il n'y avait plus rien à dire à propos de Léger, plus rien à découvrir, plus rien à signaler qui n'ait déjà été dit, découvert ou signalé. Ce qui n'est pas vrai, bien sûr. A preuve les idées un peu curieuses que l'on se fait souvent de sa peinture en la ramenant à une

quantité industrielle d'images d'hommes-robots et de femmes aux têtes bêtes, chauves et rondes comme la lune, qu'auraient suivies bientôt quelques parties de piquet-queue entre pylône et arbre quasi mort, celles-ci faisant l'apologie de la société mécanicienne, celles-là participant d'un univers populiste, du genre : paix et loisirs aux hommes de bonne volonté.

Léger qui, certes, avait des idées de gauche, et ne s'en est jamais caché, bien au contraire, n'était pas peintre à mélanger les genres, ni les choses de la peinture et de la vie, et tenait les unes à l'écart des autres. Peintre, il était réaliste - à savoir qu'il ne concevait pas son travail autrement qu'en termes de formes et de couleurs contrastées. Homme, il était idéaliste et rêvait d'un monde heureux et fraternel. Peintre, il militait pour la liberté de la peinture, homme, il militait pour la liberté de l'homme. Le mieux, c'est qu'il ait fait en sorte que dans ses tableaux les idées du peintre et de l'homme se recoupaient et que cela se voie,

sans que l'on puisse parler de peinture militante ou engagée.

L'œuvre est pleine de ressources, dynamique sous des dehors souvent statiques, chaleureuse sous le couvert de la froideur, aussi proche que distante, moderne et classique tout à la fois, témoin d'une quête de valeurs permanentes et d'un souci d'avancer en conformité avec son temps : les temps modernes, dont la beauté portuse de grands espoirs mérite une peinture *ad hoc*, belle, forte, précise, qui fonctionne comme une belle machine solide, bien conçue, capable de durer.

GENEVÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 9.)

Festival d'Avignon

La route indienne de Catherine Clément ; « la Vie mode d'emploi » et « W », de Georges Perec. Page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 t. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 14 cr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

M 0146 - 0725 0 - 6 00 F

3790146006000 07250

SOLD RODI

Dates

Il y a cinquante ans

La bataille de l'Ebre

Le 25 juillet 1938 — deux ans et une semaine plus tôt, le général Franco avait soulevé les garnisons de l'armée d'Afrique au Maroc et celles des Canaries — débute la bataille de l'Ebre, qui va, après un épilébatoire succès des forces gouvernementales, marquer le commencement de la fin de la II^e République espagnole.

Dernière offensive de l'armée républicaine ; elle lance ses meilleures troupes dans le vain espoir que les démocraties vont comprendre le sens de sa lutte face à Hitler, qui, lentement mais sûrement, grignote la Tchécoslovaquie après l'Autriche. Cette bataille a pour but de repousser les troupes franquistes et ses alliés allemands et italiens sur l'autre rive du fleuve qui sépare la Catalogne du Levant.

Au camp de presse des correspondants de guerre où je me trouve depuis une semaine, le silence de l'état-major nous laisse prévoir qu'un événement nouveau se prépare. Dans la nuit du 24 au 25 juillet, je suis autorisé à prendre place dans un convoi de ravitaillement de la 14^e brigade internationale, la « Marseillaise » (francophone), rattachée à la 45^e division internationale. La nuit est lourde, silencieuse, et les bombes de la « Garibaldi » (italienne) nous ouvrent la route. Pour leururr l'ennemi, l'état-major républicain a autorisé quelques-uns des envoyés spéciaux à se joindre aux éléments qu'il a dirigés plus au nord, dans la poche de Gandesa, pour têter le terrain.

A l'aube du 25, la « Marseillaise » et des éléments de la « Garibaldi » réussissent à passer sur la rive droite face à Camprodon, entre Tortosa et Amposta, à la pointe du delta du grand fleuve. Ce sont les troupes de choc « André Marty » qui ont réussi l'opération à bord de barcasses vite repérées par les nationalistes ; ils déclenchent aussitôt un tir de barrage avec les pièces de 77 et de 155 de la légion allemande Condor et du corps de troupes des volontaires italiens (CIV). Les dégâts infligés aux brigades obligent ces dernières à retirer leurs forces de choc, qui laissent des nombreux cadavres sur la rive opposée mais parviennent à ramener leurs blessés. Une nouvelle tentative est repoussée par les nids de mitrailleuses des Marocains. Seuls quelques héros ont réussi l'exploit de franchir le fleuve à la nage et s'accrochent sur la rive opposée, dans une situation plus que précaire. Les premiers avions italiens apparaissent pour mitrailler le terrain devant une DCA républicaine paralysée par le manque de munitions.

Avec quelques confrères britanniques, j'ai pu remonter vers Gandesa, qui reste la plaque tournante de la manœuvre. Là, nous voyons des éléments plus importants déjà en place : des pontons, une cinquantaine de chalands ainsi que des éléments de passerelles. Les Polonais et les Slaves de la 13^e brigade internationale, partis d'Asco, doivent déboucher les défenses adverses au nord-ouest de Gandesa, tandis que les 11^e et 15^e BI attaqueront plus au sud. L'état-major républicain a de bonnes cartes en main : ses troupes tiennent les hauteurs et Gandesa se trouve au fond de la profonde vallée de l'Ebre. Le but est de refermer les deux mâchoires de l'état avec les forces purement espagnoles des 27^e et 46^e divisions par le nord et le sud.

Les républicains victimes de leur aviation

Les événements vont, pour l'instant, conforter l'optimisme qui règne dans le camp gouvernemental. Aux yeux du chef du gouvernement de Barcelone, les puissances démocratiques, comme la France et la Grande-Bretagne par exemple, ne peuvent plus longtemps rester indifférentes devant les insolents succès de Hitler en Europe centrale. Le docteur Negrin, président du Conseil, espère qu'un conflit qui n'écartera qu'un an plus tard peut permettre à la république espagnole de recevoir des secours, puisqu'elle sera dans le camp des démocraties contre le nazisme et le fascisme. Qui pourrait ou oserait croire que bientôt les accords de Munich, et, plus tard, le pacte germano-soviétique, vont laisser le chef du III^e Reich seul maître de la situation ?

Parmi les combattants, qui se battent avec le même courage dans un camp comme dans l'autre, ces raisons de géostratégie n'ont aucun écho. Pour les uns, il s'agit de faire renaitre une Espagne « une, grande, libre » ; pour les autres, d'empêcher le fascisme de passer. L'Union soviétique garde quelques mois ses distances. L'aide s'est relâchée, comme si Staline, déjà, essayait de reconquérir Hitler pour se partager la Pologne. Quel homme du front, sur un bord ou sur l'autre de l'Ebre, pourrait envisager ce cas de figure alors que la rébellion de Franco se présente comme une croisade antisoviétique ?

Pour l'instant, les républicains, notamment ceux de la 13^e brigade internationale ne pensent qu'à cette bataille dans laquelle ils sont engagés. Ils viennent de s'emparer d'une

importante position d'artillerie ennemie, dont les canons sont aussitôt retournés contre leurs anciens propriétaires. Plusieurs centaines de franquistes sont prisonniers dans le cimetière de Gandesa, occupé au cours d'un bref assaut. Des groupes de commandos ont même réussi à atteindre le cœur de la ville, mais ils vont y rencontrer une vive opposition. Ce n'est cependant pas cette résistance qui va les obliger à évacuer la ville mais bien leur propre aviation, qui, se trompant d'objectif, effectue des tirs d'appui en rasotiers et mitraille les « internationaux » privés de liaisons radio.



ROUFF

étaient courageusement montés en ligne : les anarchistes de la FAI-CNT (1), dont l'indiscipline et la folle témérité n'étaient pas les plus grandes qualités. Il est vrai que les conseillers soviétiques eux-mêmes ne cherchent qu'une occasion de se replier sur Barcelone, Moscou leur ayant donné l'ordre formel de ne pas se laisser prendre.

Débandade vers la Catalogne

J'ai réussi à atteindre le PC du général Walter, qui, dans cette débandade généralisée, fait exception : gardant tout son sang-froid, il a établi son état-major au plus près du feu, à Alcaniz. Par ses « sonnettes » placées aux bons endroits, il sait l'arrivée imminente des « tanquettes » italiennes, à Alcaniz à cinquante kilomètres de son poste de commandement. Il doit donc revenir à Caspe où il reçoit un renfort inespéré : les premiers échelons de combat de la « Marseillaise » (la 14^e BI), laquelle, aux ordres du Français Marcel Sagnier, a réussi, par des routes imaginables, à quitter ses bivouacs de l'Escorial, au nord-ouest de Madrid ; mais ses effectifs, hélas, sont tombés de dix mille à trois mille hommes.

Maintenant, ce sont les dernières brigades internationales (regroupées dans la 35^e division et une partie de la 45^e, qui revient d'Estrémadure), auxquelles sont ajoutés les « fonds de tiroirs » de la base d'instruction des BI d'Albacete, qui vont devoir s'établir sur une ligne de résistance entre l'Aragon et la Catalogne. Mais le front craque sous l'irrésistible poussée des éléments blindés italiens, allemands, et les divisions franquistes déboulent vers la côte des Orangers par le col de Miró et Moralla. Arthur London, dont nous avons pu admirer le courage, et qui deviendra, après la seconde guerre mondiale, minis-

tre du gouvernement tchécoslovaque avant de connaître les persécutions staliniennes, écrit dans son livre *Espagne* : « Dans ma brigade, la 13^e, qui comptait mille cinq cents combattants, quatre-vingt-deux seulement se présentèrent un matin, à la distribution de café... »

Les dernières cartouches

Nous savons que, désormais, la bataille de l'Ebre arrive à son terme et qu'elle va sonner le glas de la République espagnole. Elle avait débuté le 25 juillet, mais, trois semaines auparavant, le Comité de non-intervention avait accepté la proposition britannique pour

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-37-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-51

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méras (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bouve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Veret.
Correspondant en chef : Claude Salen.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Microfilms et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-39-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BRÉSIL	RUSSIE	AUTRES PAYS
3 mois	254 F	299 F	504 F	617 F
6 mois	472 F	563 F	922 F	1 137 F
9 mois	654 F	769 F	1 264 F	1 552 F
1 an	1 200 F	1 380 F	2 100 F	2 530 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENVOYER CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

CORRESPONDANCE

L'Eglise russe et le pouvoir
A la suite de l'article de Claudio Ingerflom sur le millénaire du baptême de la Russie (le Monde daté 5-6 juin), M. Olivier Clément, professeur à l'Institut de théologie orthodoxe Saint-Serge, nous communique les observations suivantes :

- 1) Les « signes inversés » donnés par les « fols en Christ » ne sont tels que par rapport à la pesanteur et à l'hypocrisie de « ce monde ». Ils sont par contre tout à fait conformes à l'esprit des Béatitudes. Jamais, que je sache, les « fols » n'ont jeté des pierres sur les églises. On rapporte du seul Basile le Bienheureux qu'il jetait des pierres sur les maisons des bien-pensants et venait celles de

prostinées. Certes, l'hagiographie remet les choses « à l'endroit » avec des histoires de démons et d'anges, mais tout le contexte prouve qu'il s'agit là de gestes de non-conformisme évangélique.

- 2) Loin qu'il y ait identification d'Ivan le Terrible et des « fols », ceux-ci l'ont durement dénoncé et combattu, réussissant notamment à l'empêcher de mettre à sac la ville de Pskov. D'une manière générale, ils démasquaient les injustices des puissants, à tel point qu'un voyageur anglais, Fletcher, a pu les comparer aux « pamphlétaire » de son pays.
- 3) A la fin de sa vie, en effet, Ivan IV rédigea une longue prière

qu'il signa *Quoed*, ce qui signifie « monstre ». Mais c'est au moment où, déchiré de remords, il tentait de faire pénitence. Le texte est adressé à l'« Ange terrible », saint Michel. C'est un cri de désespoir et de supplication.

4) Outre les « fols en Christ », le primat de l'Eglise russe, le métropolitain Philippe, au nom du devoir d'intercession et de protection des faibles qui était traditionnellement celui de l'Eglise, a courageusement affronté le Terrible, soulignant « l'absence de toute loi » sous le règne de celui-ci. Finalement, il fut emprisonné puis exécuté sur l'ordre du souverain. En 1652, le tsar Alexis Mikhaïlovitch fit apporter à Moscou

les reliques de Philippe, alors canonisé, et, au nom de son prédécesseur Ivan IV, fit humblement pénitence et demanda pardon à l'évêque martyr.

Au moment où l'Eglise russe célèbre son millénaire, il fallait rappeler ces faits pour souligner qu'elle n'a pas toujours été « un instrument au service du prince », pas plus que les milliers de martyrs du vingtième siècle, morts dans le silence terrible de l'Occident, n'ont été au service de Staline. Il y avait, parmi ces martyrs, des dizaines d'évêques. Cela vaut bien la servilité de quelques autres.

Boulgakov et le problème juif

M. Nikita Strouve, professeur à l'université de Paris-X-Nanterre, estime que sa pensée a été déformée « par omission » dans le compte rendu que nous avons publié de son intervention sur « le problème juif dans la vision théologique de Serge Boulgakov », au colloque de Genève sur le millénaire de l'évangélisation de la Russie (le Monde du 21 juin).

J'opposais, écrit-il, le mouvement de 1921, consigné dans son journal intime non destiné à la publication, à sa dénonciation vigoureuse du racisme nazi et de la persécution des juifs dans plusieurs études qui datent de 1941 et 1942.

Les deux

Le président de la République a annoncé qu'il se rendra en Espagne pour assister à la célébration du centenaire de la naissance de Gaudí. Il s'agit d'un voyage d'État qui aura lieu en septembre prochain. Le président sera accompagné de sa femme et de ses enfants. Le voyage durera deux semaines et sera l'occasion pour le président de rencontrer le roi d'Espagne et de discuter avec lui de la coopération entre les deux pays.

Le gouvernement espagnol a annoncé qu'il va augmenter les dépenses militaires de 10% à partir de l'année prochaine. Cette décision est motivée par le fait que l'Espagne est toujours considérée comme un pays à risque par les grandes puissances. Le ministre de la Défense a déclaré que cette augmentation permettra à l'armée espagnole de mieux se préparer à toute éventualité.

La présidence

Athènes envisage av d'un espace

Grèce assure, depuis le début de la présidence de la République, que le premier semestre de l'année prochaine sera consacré à la France. Le président de la République a déclaré qu'il se rendra en France pour assister à la célébration du centenaire de la naissance de Gaudí. Il s'agit d'un voyage d'État qui aura lieu en septembre prochain. Le président sera accompagné de sa femme et de ses enfants. Le voyage durera deux semaines et sera l'occasion pour le président de rencontrer le roi d'Espagne et de discuter avec lui de la coopération entre les deux pays.

En Allemagne de l'Ouest

Mise en place d'une « conférence nationale sur l'Europe »

Le chancelier fédéral a annoncé qu'il se rendra en Espagne pour assister à la célébration du centenaire de la naissance de Gaudí. Il s'agit d'un voyage d'État qui aura lieu en septembre prochain. Le chancelier sera accompagné de sa femme et de ses enfants. Le voyage durera deux semaines et sera l'occasion pour le chancelier de rencontrer le roi d'Espagne et de discuter avec lui de la coopération entre les deux pays.

Proche-Orient

En dépit de nouveaux combats à la frontière entre l'Iran et l'Irak L'ONU a progressé dans ses efforts pour l'application d'un cessez-le-feu

Alors que Bagdad a affirmé, vendredi 22 juillet, avoir réoccupé, grâce à une série d'offensives, les dernières portions de son territoire qui étaient encore occupées par les forces iraniennes, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a progressé dans ses efforts en vue d'instaurer un cessez-le-feu, obtenant enfin que les deux belligérants acceptent ses dernières propositions.

Répondant à l'invitation de M. Perez de Cuellar, Téhéran et Bagdad ont officiellement accepté d'envoyer au début de la semaine leurs ministères respectifs des affaires étrangères pour discuter de la mise en œuvre de la résolution 598 du Conseil de sécurité. Les dirigeants de Bagdad ont, en outre, donné enfin leur feu vert à la venue en Irak d'une mission technique de l'ONU chargée d'étudier les modalités techniques du cessez-le-feu.

Cette mission, qui sera dirigée par le général Martin Vades (Norvège), est attendue dimanche à 1 heure (heure locale) à Téhéran. Elle séjournera trois jours en Iran avant de se rendre en Irak. Pendant quarante-huit heures, les dirigeants irakiens ont réservé leur réponse sur la venue de la mission technique en insistant sur la nécessité de « négociations directes » à l'échelon ministériel entre l'Iran et l'Irak à New-York, sous l'égide de M. Perez de Cuellar.

Pour obtenir gain de cause, ils avaient accru leur pression militaire

sur Téhéran en déclenchant une série d'offensives en territoire iranien, allant même jusqu'à utiliser, au nouveau, selon Téhéran, des armes chimiques contre les populations civiles de trois villages. Ces attaques auraient fait au moins quatre-vingts morts et six cents blessés. Téhéran a décidé de porter plainte contre l'Irak devant le Conseil de sécurité à la suite de ces attaques, selon un membre de la mission iranienne à l'ONU.

Pressions discrètes

Les exigences irakiennes menaçaient de torpiller les efforts de paix de M. Perez de Cuellar avant même qu'il ait obtenu l'instauration d'un cessez-le-feu, première étape d'un règlement négocié. Après d'intenses consultations avec les membres du Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar avait annoncé, pour tenter de remettre les négociations sur les rails, qu'il invitait les deux gouvernements à lui envoyer leur ministre des affaires étrangères, « le plus tôt possible », pour discuter avec lui de la mise en œuvre de la résolution 598. Les réponses positives des deux gouvernements sont parvenues officiellement à l'ONU quelques heures plus tard, et le secrétaire général les a communiquées aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne), venus, vendredi en milieu d'après-midi, « lui exprimer leur solidarité dans cette phase particulièrement difficile », selon les

motifs de leur porte-parole, l'ambassadeur britannique Sir Crispin Tickell.

Sir Crispin s'est félicité que ce qui ressemblait à « un lien dangereux » introduit par Bagdad (acceptation de la venue de la commission technique contre le principe de négociations directes) « ait été brisé ». Il a implicitement reconnu que des pressions discrètes avaient été exercées sur Bagdad pour amener le régime de M. Saddam Hussein à plus de souplesse. « De nombreux pays ont fait des déclarations, a-t-il dit. Il y a eu un très fort volume d'activités diplomatiques à Bagdad et Téhéran... Les implications ne sont pas tombées dans les oreilles de sourds à Bagdad ou Téhéran », a-t-il ajouté.

A Bagdad, un porte-parole officiel, commentant la venue de M. Tarek Aziz à l'ONU, a cependant continué à insister sur la nécessité de discussions directes entre l'Irak et l'Iran. Interrogé à ce sujet, M. Perez de Cuellar a souligné qu'il avait demandé aux deux ministères des affaires étrangères de venir « s'entretenir avec le secrétaire général », une manière de dire qu'il n'espérait pas à ce stade que deux gouvernements se penchaient officiellement à l'ONU quelques heures plus tard, et le secrétaire général les a communiqués aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne), venus, vendredi en milieu d'après-midi, « lui exprimer leur solidarité dans cette phase particulièrement difficile », selon les

refus iraniens de toute « pré-condition », il a en revanche affirmé que l'Irak était « prêt à accepter toutes les requêtes du secrétaire général de l'ONU dans la mise en œuvre de la résolution 598 ».

An cours de la même conférence de presse, M. Mahallati a déclaré qu'il espérait que tous les pays capables d'exercer leur influence sur Bagdad, en particulier ses principaux fournisseurs d'armes et les Etats-Unis, feraient pression sur le président Saddam Hussein pour obtenir qu'il cesse de faire obstacle à un règlement.

Série d'offensives

Sur le terrain, les Irakiens ont indiqué avoir déclenché une série d'offensives tout le long du front afin de récupérer les dernières positions encore tenues par l'armée iranienne en Irak, ce qu'ils ont affirmé avoir mené à bien vendredi en fin de journée. Pour leur part, les Irakiens ont déclaré avoir repoussé ses attaques, mettant hors de combat quelque sept mille soldats irakiens. Un porte-parole de Bagdad a démenti ce bilan.

L'état-major irakien a précisé dans un communiqué que l'opération la plus importante avait été menée sur un front de 170 kilomètres et avait permis la libération de la localité de Samana et d'une partie de celle de Saïf-Saad (au nord-est de Bagdad). La localité de Saïf-Saad est un carrefour logistique important pour le mouvement des unités irakiennes. Ces offensives, a ajouté le communiqué, sont destinées « à détruire la force de défense » et « à faire le plus grand nombre de prisonniers irakiens » pour équilibrer le nombre des détenus de part et d'autre.

L'état-major irakien a encore indiqué que, au cours de certaines opérations, l'armée irakienne avait franchi la frontière internationale pour combattre en territoire iranien. A la suite de ces attaques, Radio-Téhéran a estimé que l'Irak n'appartenait à « envahir l'Irak » et, après, samedi, tous les Irakiens valides à gagner le front.

D'autre part, un porte-parole de l'ONU à Genève a annoncé l'envoi, ce week-end, en Irak puis en Iran, d'une mission ayant pour tâche d'enquêter sur la situation des prisonniers de guerre dans les deux pays. — (AFP.)

Espoir et circonspection dans les milieux d'affaires

Espoir et circonspection, l'ambiguïté des sentiments des milieux d'affaires internationaux domine alors que les spécialistes tentent de calculer le coût de huit ans de conflit irano-irakien. Un des plus longs et des plus sanglants depuis la seconde guerre mondiale. Une sorte d'inventaire dressé par un Prévert démontaque. La seule « guerre des pétroliers » aura fait quatre cent vingt morts — en majorité asiatiques — sur les cinq cent quarante-six blessés civils asiatiques, coûtant environ 2 milliards de dollars (soit 13 milliards de francs) aux compagnies d'assurances dont plus de 1 milliard au seul marché londonien, avance la Lyond's. Et derrière les décombres, les souffrances des civils et les victimes irakiennes ou iraniennes — plus d'un million, selon un bilan très provisoire, — les statistiques alignent déjà leurs additions.

Selon les calculs, la destruction des infrastructures, des industries, des hôpitaux et du surcoût en armes de la guerre représentent environ 170 milliards de dollars pour les cinquante et un millions d'Iraniens, entre 30 et 87 milliards pour les quinze millions d'Irakiens. Si, comme l'*Economist Intelligence Unit*, on ajoute les pertes indirectes sous forme de manque à gagner pétrolier, industriel ou agricole, on arrive à des chiffres encore plus impressionnants : près de 216 milliards de dollars sur huit ans pour l'Iran, 193 milliards pour l'Irak. De quoi faire frémir tous les exportateurs de bâtiment et travaux publics, d'usines ou d'équipements pétroliers de la planète, en mal de contrats.

Apparemment peu sensibles à l'enjeu purement stratégique, du moins d'un événement des hostilités, les Sud-Coréens en ont apporté la première illustration. Réunis, dès le mardi 19 juillet, les responsables des conglomérats Hyundai et Samsung se sont déclarés prêts à répondre à toute demande de reconstruction émanant de Téhéran ou de Bagdad. Selon leur propre évaluation, quelque 6 milliards de dollars de contrats par an seront en jeu au cours des cinq années à venir. En dépit de quelques débats avec les Irakiens, payeurs pour le moins irréguliers, la nouvelle puissance montante des nouveaux pays industriels d'Asie est prête à prendre tous les risques financiers pour conforter une position qui n'a fait que se confirmer au fil des dernières années, chez les deux belligérants du Golfe.

S'ils font, eux aussi, leurs comptes, les pays industriels se montrent beaucoup plus prudents et le mot « temps » revient tel un leitmotiv dans leurs réactions. Car il faudra beaucoup de temps pour que l'Iran et l'Irak organisent une économie de paix sur les ruines d'une économie de guerre, pour que les passions politiques s'apaisent face aux impératifs de la reconstruction, pour que s'apurent les contentieux accu-

mulés au gré de la révolution iranienne et de la guerre du Golfe. La situation économique des deux pays ne manque pas de points communs : une démesure entre les besoins des années à venir et des moyens financiers hypothéqués ou dérisoires, un potentiel pétrolier ou marchand prometteur.

Pour l'instant discrets, les dirigeants français pourraient formuler un souhait équivalent sur l'imbrico politico-juridique d'Eurofid. Tout en conservant sa participation dans ce consortium européen, l'Iran avait décidé, lors de la révolution islamique, d'abandonner le programme nucléaire lancé sous le régime du chah et conforté par un prêt de 1 milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique. Près de dix ans de rebondissement ont permis de trouver un début d'entente, la France versant deux acomptes totalisant 700 millions de francs à l'Iran. Mais la pétrolière et les producteurs sont loin d'être éteints, même si la reprise de relations diplomatiques entre les deux pays, le 15 juin, offre une nouvelle chance d'aboutir.

Prudence française

Ce lourd contentieux explique à lui seul la prudence dont Paris fait actuellement preuve. L'embargo pétrolier imposé sur l'Iran, l'été dernier, n'a toujours pas été levé. Tout comme les Etats-Unis, qui étudient actuellement la question, la France entend avancer à pas comptés. Le potentiel iranien n'est certes pas sous-estimé. Le maintien, voire l'accroissement, d'un petit flux d'exportations — 356 millions de francs durant les quatre premiers mois de 1988 — permettrait de déchaîner ou aggraver indirectement les tensions entre la Suisse, l'Allemagne ou l'Italie, attentent de la volonté de Paris de ne pas manquer un sursaut de l'Iran. Avant de rouvrir les robinets des crédits garantis et d'envisager d'importants contrats, nombre d'incertitudes devront être levées. La volonté de ne pas froisser le monde arabe n'accélérera guère ce processus qui s'annonce plus rapide avec l'Irak.

Constant, le soutien militaire à Bagdad devrait permettre à la France de toucher quelques dividendes civils et, peut-être, de rattraper les parts de marché que les Japonais, les Italiens et, plus récemment, les Sud-Coréens se sont arrogées. Mais, comme l'espoir d'une paix durable dans le Golfe, celle reste hypothétique. L'Irak surendetté et l'Iran exsangue suscitent déjà bien des convoitises et attirent une rude concurrence entre fournisseurs potentiels. La course aux contrats civils, si elle remplace celle des ventes d'armes, ne se mettra pourtant que très progressivement en place.

« vu » : celui de voir reprendre — et aboutir — les négociations entre les Iraniens et le groupe Mitsui sur le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, entamé en 1973 et interrompu six ans plus tard sans compensation financière pour les entreprises et les banques japonaises.

Pour l'instant discrets, les dirigeants français pourraient formuler un souhait équivalent sur l'imbrico politico-juridique d'Eurofid. Tout en conservant sa participation dans ce consortium européen, l'Iran avait décidé, lors de la révolution islamique, d'abandonner le programme nucléaire lancé sous le régime du chah et conforté par un prêt de 1 milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique. Près de dix ans de rebondissement ont permis de trouver un début d'entente, la France versant deux acomptes totalisant 700 millions de francs à l'Iran. Mais la pétrolière et les producteurs sont loin d'être éteints, même si la reprise de relations diplomatiques entre les deux pays, le 15 juin, offre une nouvelle chance d'aboutir.

« vu » : celui de voir reprendre — et aboutir — les négociations entre les Iraniens et le groupe Mitsui sur le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, entamé en 1973 et interrompu six ans plus tard sans compensation financière pour les entreprises et les banques japonaises.

Pour l'instant discrets, les dirigeants français pourraient formuler un souhait équivalent sur l'imbrico politico-juridique d'Eurofid. Tout en conservant sa participation dans ce consortium européen, l'Iran avait décidé, lors de la révolution islamique, d'abandonner le programme nucléaire lancé sous le régime du chah et conforté par un prêt de 1 milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique. Près de dix ans de rebondissement ont permis de trouver un début d'entente, la France versant deux acomptes totalisant 700 millions de francs à l'Iran. Mais la pétrolière et les producteurs sont loin d'être éteints, même si la reprise de relations diplomatiques entre les deux pays, le 15 juin, offre une nouvelle chance d'aboutir.

Afrique

ANGOLA

Les affrontements auraient cessé depuis la signature de l'accord de New-York

L'Afrique du Sud s'attend que l'accord de principe qu'elle a signé le mercredi 20 juillet avec Cuba et le Namibie en vue d'un règlement négocié des conflits angolais et namibien se traduise dans l'immédiat par l'arrêt des combats. De fait, aucun engagement n'a été signalé sur la frontière entre l'Angola et la Namibie, territoire occupé par l'Afrique du Sud, depuis la réunion, la semaine dernière à New-York, entre Sud-Africains, Angolais, Cubains et Américains.

Un porte-parole du ministère sud-africain des affaires étrangères a fait observer que « ton » des remarques de son ministre, M. « Fik » Botha, faites lors de l'annonce officielle de l'acceptation par son pays de l'accord de New-York, confirmait l'interprétation selon laquelle l'adoption de ce texte devrait coïncider avec le début d'application d'un cessez-le-feu « implicite ».

La dernière bataille entre troupes sud-africaines et troupes cubaines à la frontière de l'Angola et de la Namibie remonte à fin juin. Elle avait été livrée près du barrage de Caluque, faisant au moins douze morts du côté sud-africain. Depuis septembre 1987, début de la précédente grande bataille entre Cubano-Angolais et Sud-Africains, celle de Cuicuanavale, Pretoria a annoncé la mort de soixante-sept de ses soldats blancs et celle de treize soldats noirs namibiens. Selon l'Angola, l'Afrique du Sud aurait perdu, durant cette même période, cent cinquante soldats blancs et trois cents soldats noirs.

Les observateurs soulignent que l'accord de New-York devrait mettre une sourdine aux activités militaires de trois mouvements de guérilla : l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), appuyée par l'Afrique du Sud et les Etats-Unis, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest-africain (SWAPO) et, à plus long terme, le Congrès national africain (ANC), qui dispose de plusieurs bases d'entraînement en Angola.

De son côté, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Afonso Van Dunem, a insisté sur le fait que son gouvernement n'avait admis aucun « lien » entre l'indépendance de la Namibie et le retrait d'Angola des troupes cubaines, considéré comme un « acte souverain » des deux Etats. « L'Angola a adopté une position plus flexible sur le retrait des troupes cubaines, afin de faciliter un accord, mais cela ne signifie pas qu'elle a accepté un lien », a précisé le ministre. « En conséquence, leur éventuel retrait serait le résultat d'une action bilatérale », a-t-il conclu. — (AFP.)

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur de Cuba

A la suite du « Bulletin de l'époque » consacré à l'accord de New-York sur l'Angola et la Namibie et intitulé « Déjà région (le Monde du 15 juillet) », M. Fernando Flores Ibarra, ambassadeur cubain à Paris, nous écrit notamment :

Lorsque Cuba a amorcé sa collaboration militaire avec l'Angola, il s'est agi d'une décision souveraine, sans consulter et sans compromettre aucun pays. Le fait d'avoir bénéficié, plus tard, de l'appui soviétique à notre action est uniquement dû au fait que l'URSS s'est solidarisée avec celle-ci. (...)

Si, pour la première fois dans l'histoire du conflit, Pretoria a accepté de négocier avec l'Angola, c'est en raison de l'offensive développée par les forces angolaises cubaines et de la SWAPO depuis la fin de l'année dernière, qui ont repoussé les envahisseurs sud-africains du territoire angolais. L'actuel renforcement des positions angolaises ouvre les possibilités réelles d'une paix juste dans la région et d'une défaite de l'apartheid.

● **LIBYE** : liaison maritime avec la Tunisie. — Une ligne maritime régulière reliera, à partir de dimanche 24 juillet, les ports libyens de Tripoli, Benghazi et Misrata à la ville de Sfax, capitale du Sud tunisien, selon un communiqué de la Compagnie générale de navigation libyenne. — (AFP.)

Asie

Neuf ans avant la rétrocession à la Chine

Hongkong perd ses « cerveaux »

(Suite de la première page.)

Même le Hongkong and Shanghai Bank, le symbole de Hongkong comme centre financier, a vu 3 % de son personnel émigrer l'année dernière.

Il suffit de se rendre dans une petite rue, Shelter street, pour constater l'ampleur du phénomène. Entre un marchand de tapis et un magasin d'équipements de sport se trouve le bâtiment qui abrite la Royal Hongkong Police. On y voit des familles entières faisant la queue au guichet des demandes d'extrait de casier judiciaire : 52 000 ont été délivrés l'année dernière, soit 50 % de plus qu'en 1986. Les autorités de Hongkong ne recensent pas les émigrations, c'est là l'un des meilleurs indicateurs des départs : beaucoup de ceux qui exigent la présentation d'un extrait de casier judiciaire vierge avant d'accorder un visa de résidence.

Officiellement, en 1987, 27 000 habitants de Hongkong ont émigré, essentiellement en Australie et au Canada. Mais on estime qu'au cours des neuf années qui restent avant la reprise en main par la Chine, près de 10 % de la population auront quitté le territoire, au rythme de 50 000 personnes par an. Et pas n'importe qui : l'élite de cette classe moyenne qui a fait, en partie, la prospérité de Hongkong comme centre névralgique de services. Selon une enquête d'un institut de gestion (Institute of Personal Management), réalisée sur un échantillon d'entreprises du secteur tertiaire, 78 % des émigrants ont entre 26 et 39 ans. Cette enquête montre, en outre, que seulement 10 % comptent revenir, comme le dit un homme d'affaires jeune résident désormais à Sydney, « pour faire de l'argent et aussi longtemps que Hongkong sera OK ».

Selon une autre enquête de Survey Research Hongkong, 165 000 sur les 1,5 million de familles que compte la colonie disposent de papiers leur permettant d'émigrer et 38 % des cadres et membres des pro-

cessions libérales se déclarent prêts à quitter le territoire dans les années à venir. L'Australie accordera à 800 visas cette année (le double du nombre de 1986), tandis que le Canada en a accordé 22 000 en 1987. Sans doute pourra-t-on remplacer les émigrés, mais il y aura une inévitable perte de l'expérience acquise, de professionnalisme. Conscient du risque, le Bank of East Asia est en train d'ouvrir une filiale au Canada... afin de permettre à certains de ses cadres d'acquiescer la nationalité canadienne et ainsi, en les rassurant, de les garder.

Les « passeports babies »

Soucieux de ne pas récupérer une coupe vide, une sorte de Tanger du lendemain de la grande époque de la zone internationale, Pékin commence à s'émouvoir de l'exode. Même s'il cherche à rassurer par des déclarations sur le « capitalisme moderne comme grande contribution à la civilisation humaine » qui, il y a dix ans, l'aurait conduit tout droit au nettoyage des latrines après une auto-critique en règle, M. Xia Jian, directeur de l'agence Chine nouvelle et ambassadeur officiel de la Chine à Hongkong, ne parvient guère à convaincre la génération des trente à quarante ans, dont les parents ont voté avec leurs pieds en 1949 et pas la suite.

Les récents événements du Tibet et la manière dont la Chine y a exercé sa souveraineté après lui avoir promis en 1951 l'« autonomie » (comme à Hongkong par l'accord sino-britannique de 1984) incitent à réflexion.

Les situations sont certes très différentes, mais les termes des deux accords sont si semblables qu'ils inquiètent plus qu'ils ne rassurent. Rares sont, en tout cas, les jeunes couples éduqués qui tiennent à faire prendre à leurs enfants le risque d'un retour sous la tutelle chinoise. Certains, aisés, s'arrangent pour

Le RPCR app...

Le Rassemblement pour la République (RPCR) a approuvé, samedi 23 juillet, au Mont-Liban, le projet de loi portant sur la réforme de la banque de Syrie, l'ouverture des banques de Noussera, l'acceptation des propositions de réforme de la banque de Syrie, l'acceptation de l'avenant institutionnel concernant l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais.

L'obsession de Ro...

Il a été dit que M. François Mitterrand était fatigué par leurs tergiversations. Le 14 juillet, il a dit qu'il ne pouvait pas attendre plus longtemps pour que les choses se résolvent. M. Mitterrand a dit :

Dans l'immédiat, le projet de loi portant sur la réforme de la banque de Syrie, l'ouverture des banques de Noussera, l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais.

Le maintien en détention...

Le maintien en détention... Le nombre d'accusations de la cour d'appel de Paris a été porté, le 21 juillet, à un record : 111. Le nombre d'accusations de la cour d'appel de Paris a été porté, le 21 juillet, à un record : 111.

M. Nungesser demande le...

M. Nungesser demande le... M. Roland Nungesser, député RPR de Valenciennes, a demandé, dans une question écrite au Premier ministre, de retarder le rétablissement de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais et l'acceptation de l'avenant institutionnel de l'Etat libanais.

Les affrontements auraient cessé puis la signature de l'accord de New...

Afrique de l'ouest... Les affrontements auraient cessé puis la signature de l'accord de New...

RESPONDANCE

Une lettre

Le directeur de l'ouvrage... Une lettre...

Asie

La retraite

La retraite... Les dépenses...

Les passages

Subsist

Subsist... Les passages... Les dépenses...

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Le RPCR approuve à l'unanimité l'accord de Matignon

Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) a approuvé, le samedi 23 juillet, au Mont-Dore, commune de la banlieue de Nouméa, l'accord de Matignon et les propositions du gouvernement concernant l'avenir institutionnel du Caillou.

L'autre député RPR, M. Maurice Nenou, qui a participé aux négociations de juin à Paris, s'est fait le porte-parole de la « brosse » pour déclarer « avec force » que l'avenir de l'accord dépend du rétablissement de l'ordre public.

« unaniment » le texte, qu'ils en avaient « compris le fond » et qu'ils avaient « perçu de la part de certains dirigeants du FLNKS la même volonté de paix, le même désir de retrouver l'équilibre en Nouvelle-Calédonie ».

POINT DE VUE

Les chrétiens et le centre

par Georges Hourdin (*)

Le président de la République cherche le centre. C'est une institution qu'il est difficile de trouver dans un parti politique quand ses députés sont élus au scrutin majoritaire à deux tours.

« L'Eglise actuelle condamne le libéralisme économique mais demande que soient préservées les notions d'initiative et de responsabilité. Elle condamne également le matérialisme marxiste qui nie la réalité surhumaine, mais elle demande de donner la priorité aux pauvres, à toutes les formes d'exclusion et de malheur. Elle affirme que les hommes sont égaux et frères en dépit de leurs différences. Il existe, dit Jean-Paul II, entre toutes les nations, qu'elles soient industrialisées ou en voie de développement, une très rigoureuse interdépendance. Nous devons donc, individuellement ou collectivement, consacrer le surplus de nos biens intellectuels ou matériels (quand nous en possédons) à rétablir les équilibres détruits. »

L'obsession de M. Rocard : le « passage à l'acte »...

Il a suffi que M. François Mitterrand, fatigué par leurs tergiversations, leur ferme, le 14 juillet, la porte de l'ouverture pour que les sollicités montrant pleins de sollicitude pour... M. Michel Rocard.

« Quant au rassemblement des « forces de progrès », il espère y parvenir en accordant une priorité absolue dans sa gestion des affaires à ce qu'il appelle lui-même le « passage à l'acte ».

« Si, de quelque côté que ce soit, on veut modifier la philosophie de l'accord, si d'autres dirigeants métropolitains renvoyaient en cause ce qui a été construit avec bonne foi sous l'empire de la générosité », a mis en garde le dirigeant du RPCR, en se prononçant contre toute modification du contenu du texte, on pourrait craindre de « revenir à un état de guerre civile ».

Le superflu et les équilibres

Il existe donc un enseignement social de l'Eglise. Il n'est pas demandé au chrétien de s'engager dans tel ou tel parti précis, il lui est indiqué avec force les grandes lignes de la morale politique dans le monde contemporain.

« Si imparfait que soit ce rappel, il nous apporte toutes les raisons de voter les lois proposées par M. Rocard concernant les nouveaux pauvres et l'impôt sur la fortune. Si ces propositions peinant par rapport à ce que nous croyons, c'est seulement par modestie. »

Au ministère des personnes âgées

M. Philippe Ritter directeur du cabinet de M. Théo Braun

Au ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Philippe Ritter a été nommé directeur du cabinet de M. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées.

M. Ritter fut nommé secrétaire général de ce département en 1969. Sous les gouvernements de M. Raymond Barre, il fut successivement chargé de mission auprès du ministre de la santé et de la famille (de 1978 à 1980), et membre du cabinet du ministre des transports (1980-1981).

PROPOS ET DEBATS

M. Jacques Chirac

Egoïsme M. Jacques Chirac, devant l'Association internationale des maires francophones qu'il préside, a dénoncé à Lyon « l'égoïsme » des pays industrialisés comme les Etats-Unis et le Japon « qui n'assurent pas leurs responsabilités dans la coopération Nord-Sud ».

« Nominations à la présidence de la République. — M. Jean Kahn vient d'être nommé chargé de mission auprès du président de la République. Né le 25 juin 1922 à Paris, M. Kahn a suivi des études supérieures de droit public et de droit privé avant d'entrer au Conseil d'Etat, en qualité d'auditeur, en 1946. Conseiller d'Etat depuis 1972, M. Kahn a été nommé président de sous-section de la section du contentieux de 1974 à 1982. Depuis 1982, il est président de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat. »

M. Alain Decaux

La gauche de Victor Hugo Dans un entretien accordé à Paris-Match, M. Alain Decaux, ministre délégué chargé de la francophonie, a déclaré souhaiter que « l'ouverture se poursuive ». Regrettant à mots couverts le départ de M. Léon Schwarzenberg, il demande aux « politiques de comprendre des gens comme Schwarzenberg, Kouchner, Gilbert et moi-même ». Après des années de dialogue avec les médias, nous sommes habitués à parler sans restriction », il indique qu'il pourrait lui arriver « de tenir un langage qui déplait ». Le ministre estime avoir « une sensibilité de gauche » puisqu'il « adhère aux grandes options de la gauche du dix-neuvième siècle ». Sa gauche « reste celle de Victor Hugo ».

« A l'Hôtel de Ville de Paris M. Valroff succède à M^{me} Bérand. — M. Patrick Valroff a été nommé, vendredi 22 juillet, délégué général à l'action sociale à la mairie de Paris. M. Jacques Chirac a ainsi donné rapidement un successeur à M^{me} Marie-Hélène Bérand, qui avait démissionné peu de temps après sa nomination (le Monde du 22 juillet). »

L'affaire d'Ouvéa

« Aucun de mes clients n'a participé à des sévices » déclare l'avocat de six membres du GIGN

Tenu à l'obligation de réserve, les gendarmes du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), comme les autres militaires ayant participé à l'opération « Victor », ne peuvent répondre publiquement aux témoignages qui les mettent en cause dans l'affaire d'Ouvéa. M. Francis Szpicer, lui, peut parler. Désigné comme avocat par les six membres du GIGN détenus en otages dans la grotte de Gossans — le capitaine Jean-Pierre Picon, le maréchal des logis-chef Jean-Claude Dubois, les gendarmes Bernard Mennier, Jean Pichon, Xavier Leroy et Alain Guilloteau, — qui se sont portés partie civile dans l'instruction menée par M. Jean-Louis Mazières, il réagit vivement aux récentes déclarations de M. Jean-Marie Tjibaou réclamant une « amnistie générale » pour les militants indépendantistes ayant participé à l'attaque de la gendarmerie de Fayaoûé (quatre gendarmes tués) et à la prise d'otages.

« Cela ne peut-être qu'un choix politique, nous a-t-il déclaré. Si le Parlement votait une telle décision, nous nous inclinons. Mais faire pression sur la justice pour qu'elle fasse, en douce, dans l'ombre, le travail des politiques, c'est inadmissible ! Que l'on ne se serve pas des magistrats pour des marchandages qui n'ont rien à voir avec le droit ! On a ainsi vu, récemment, le parquet requérir la mise en liberté de l'un des ravisseurs, qui était armé d'un F.A.M.A.S. Heureusement, les magistrats de la chambre d'accusation ont appliqué la loi, en refusant. De plus, une amnistie doit terminer un conflit, comme ce fut le cas — au bout de combien d'années ! — après la fin de la guerre d'Algérie. Mais là, le conflit est loin d'être terminé. Libérer des gens qui ont eu recours à la violence la plus infamie, c'est encourager la violence dans six mois. N'oublions pas que, sur les quatre morts de Fayaoûé, l'un a été tué alors qu'il était à genoux et l'autre de dos, alors qu'il n'était en rien menaçant. Ils ont été abattus gratuitement ! »

M. Szpicer, qui est aussi l'avocat du commandant Philippe Legorjus, chef du GIGN, estime que les nouveaux témoignages recueillis en Nouvelle-Calédonie par le Comité Pierre-Declercq (le Monde du 21 juillet) font partie d'une « campagne pour monter en épingle les conséquences des actes initiaux des indépendantistes canaques. Ce sont eux qui ont déclaré les hostilités. Ils ne se seraient jamais rendus, c'est clair. Des otages auraient pu être tués si le capitaine Picon n'avait pas été armé dans la grotte pour le protéger. Aujourd'hui, on veut attiser ce qui représente le GIGN, une unité qui, depuis qu'elle est revenue de Nouvelle-Calédonie, a réussi sept opérations, sans morts ni blessés, sans publicité. En Nouvelle-Calédonie, la gendarmerie est la FINUL, la garde de la paix civile. Si elle n'était pas là, les heurts entre communautés aboutiraient à un bain de sang. C'est cette force républicaine d'interposition que l'on veut aujourd'hui désintégrer. »

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité Renseignements : 45-55-91-82 Poste 4138 - 4324

Société

RELIGIONS

La fête de l'Aid-el-Kébir à Marseille

Polémique autour du sacrifice rituel

Les musulmans de France célèbrent, le dimanche 24 juillet, la fête de l'Aid-el-Kébir, au cours de laquelle ils sacrifient rituellement un mouton pour commémorer le sacrifice d'Abraham. Métant en cause le « coût trop élevé » et l'« exploitation commerciale » de l'abattage dans les établissements spécialisés, Cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de Paris, a déclaré, le vendredi 22 juillet,

« qu'« afin d'éviter des abattages clandestins, il serait préférable de faciliter le sacrifice des moutons dans des fermes ou autres lieux d'abattage, placés sous le contrôle de services vétérinaires ». Cette proposition rejoint celle d'un couple de musulmans marseillais qui a déclenché une polémique dans la région.

MARSEILLE

de notre correspondant

Une polémique a éclaté à Marseille entre la direction départementale des services vétérinaires et un couple de bouchers musulmans désireux de mettre à la disposition des

praticiens des installations où les moutons pourraient être sacrifiés selon la tradition coranique. Chaque année, en effet, plus de sept mille musulmans marseillais célèbrent l'Aid-el-Kébir en égorgeant rituellement un mouton enduit de henné et orné de rubans, la tête tournée vers la Mecque. Et chaque année, à la même époque, les ser-

vices vétérinaires sont sur les dents pour débousser les abattages clandestins, facteurs de propagation de maladies infectieuses, et notamment de la terrible hydatidose transmise à l'homme par le chien ayant dévoré des abats de moutons contaminés par ce parasite.

Bénéficiant d'un certain laxisme de la part des abatteurs, beaucoup de musulmans, risquant de 2 500 à 5 000 F d'amende et la saisie de la bête abattue, effectuent un sacrifice familial. En outre, on assiste non moins traditionnellement à une flambée des prix des moutons vendus « sous le manteau » qui se paient 1 300 F, soit le double du cours habituel.

D'où l'idée de M. et M^{me} Mustapha Slimani, propriétaires des Halles méditerranéennes de viandes, de proposer, pour 600 F, dans leur ferme des Pennes-Mirabeau, commune au nord de Marseille, un mouton pouvant être sacrifié sur place, dans un cadre agréable, par le père de famille, venu choisir lui-même la bête.

Mais la direction des services vétérinaires tempête : « C'est contraire aux normes de protection de la santé publique. L'animal sacrifié doit être estampillé par des inspecteurs sanitaires à l'abattoir même, la carcasse étant alors considérée comme propre à la consommation ».

Argument qui fait sourire M. Slimani. Celui-ci explique : « Le jour de la fête quand sept mille moutons défilent à l'abattoir, un sur dix, pas plus, est estampillé. Et encore sans contrôle et au moment où l'animal est chargé dans la voiture ».

M. Slimani affirme avoir reçu l'appui de la Mosquée de Paris et du maire des Pennes-Mirabeau, M. Victor Mellan : « Nous ne ferons pas de bénéfice, assure-t-il. Cette ferme, nous la mettons à la disposition des musulmans pratiquants pour que disparaissent ces procédés aberrants qui consistent à sacrifier les moutons dans les arrière-cours d'immeubles. Le Coran indique que l'on doit choisir soigneusement la bête, et il y a tout un rituel de l'abattage. Comment le respecter dans un abattoir où les sacrifices se font à la chaîne ? »

Mais l'affaire se complique, car l'un des musulmans qui lui proposent de vendre l'abattoir, selon le rite, n'est pas d'accord avec l'initiative de son confrère.

JEAN CONTRUCCI.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Une bonne surprise

Deuxième succès français dans le Tour. Vingt et un jours après Jérôme Simon, vainqueur à Strasbourg, Thierry Marie a remporté, le vendredi 22 juillet, la vingtième étape Clermont-Ferrand-Chalon-sur-Saône.

CHALON-SUR-SAÛNE de notre envoyé spécial

Thémiseuse à la punch. Ou le savait. Il aurait pu se dispenser d'en faire la démonstration supplémentaire en voulant frapper Paul Koechli, manager de l'équipe Weimann-La Suisse, coupable à ses yeux d'avoir boudé la manifestation organisée au départ de Clermont-Ferrand sur l'initiative des directeurs sportifs. Par cette action collective de dix minutes, ceux-ci entendaient protester contre le pouvoir sportif à la suite de l'affaire Delgado.

Une sombre affaire au cours de laquelle les hauts dirigeants du cyclisme chargé, si l'on peut employer

ce mot en pareille circonstance, de trancher un problème délicat, se sont fait remarquer par leur lenteur, leur embarras et leurs contradictions avant de rendre un jugement qui ne donne satisfaction à personne. Delgado est innocenté sans être blanchi. Et le prestige du Tour, celui du sport cycliste également, ne sortent pas intacts de cette fâcheuse bavure.

En attendant que M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, convoque les parties prenantes du cyclisme en une réunion d'information sur le dopage, le vendredi 29 juillet, les organisateurs ont d'ailleurs publié un communiqué dégageant leurs responsabilités.

Quant à Thémiseuse, son agressivité qui ne s'exprime pas seulement sur le vélo, lui a coûté deux minutes de pénalisation. Elle s'ajoute aux dix minutes dont il avait écoupé la veille pour dopage et, dans son cas, il n'y avait, semble-t-il, aucune ambiguïté.

Heureusement, victoire aléatoire et intelligente de Thierry Marie apporte une bouffée d'air frais à ce

Tour de France qui en a bien besoin. Le coureur normand a surpris les routiers sprinters à moins d'un kilomètre de l'arrivée. Il s'agit d'un exploit rare.

Les Français, cependant, restent très en retrait par rapport aux Français qui ont remporté un huitième succès dans le Tour féminin grâce à Valérie Simonnet. Le résultat est important car il devrait permettre à cette championne dynamique d'obtenir sa sélection pour les Jeux olympiques de Séoul.

JACQUES AUGENORE.

LES CLASSEMENTS

Vingtième étape : Clermont-Ferrand-Chalon-sur-Saône (223,3 kilomètres)
1. Marie (Fr.), 6 h 3 min 45 s ;
2. Van Poppel (PB), à 2 s ; 3. Heydenrickx (Belg.), à 2 s.

Classement général. — 1. Delgado (Esp.), 78 h 33 min 36 s ;
2. Kooler (PB), à 4 min 58 s ;
3. Parra (Col.), à 7 min 18 s.

TOUR DE FRANCE FÉMININ

Ouïzième étape : La Clayette-Chalon-sur-Saône (82 kilomètres)
1. Simonnet (Fr.), 2 h 6 min 5 s ;
2. Knol (PB) ; 3. Chiappa (It.).

Classement général. — 1. Lange (Fr.), 21 h 4 min 57 s ; 2. Canins (It.), à 1 min 20 s ; 3. Hepple (Aust.), à 13 min 4 s.

« M. Jospin n'assistera pas à l'arrivée du Tour de France. Le ministre de l'éducation, de la jeunesse et des sports, M. Lionel Jospin, a annoncé, à la suite de l'affaire Delgado qu'il n'assisterait pas, le dimanche 24 juillet, à l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées. « Le sport cycliste est un des sports les plus durs, a-t-il dit, mais cela ne justifie pas les trop grands écarts qui sont pris avec la santé, les règles et la morale ».

TENNIS

Suède-France perturbé par la pluie

La première journée de la demi-finale de la Coupe Davis qui oppose la Suède à la France à Bastad a été perturbée, vendredi 22 juillet, par la pluie. Yannick Noah menait 6-2 et 4-4 dans le deuxième set lorsque le match a été interrompu. La rencontre a repris samedi à 11 heures. Après un long marathon de plus d'une heure, Mats Wilander s'adjugeait le deuxième set 13-11. Dans l'autre demi-finale disputée en salle à Dortmund, la RFA, menée devant la Yougoslavie par deux victoires à zéro, Becker a battu Zivojinovic, 7-5, 6-2, 6-4 et Jelen s'est imposé devant Priec, 9-7, 9-7, 6-2.

SERGE BOLLOCH.

Les tribulations de M^{lle} Lu

CHALON-SUR-SAÛNE de notre envoyé spécial

Loïn du Tour masculin, à l'abri de ses parrains envahissants et de ses nombreux, passe la course des femmes. Elles étaient quatre-vingts à prendre le départ à Strasbourg de la cinquième édition de cette épreuve qui, par petites étapes, les conduit à Paris, terme d'une course de 880 kilomètres. Des sportives venues de onze pays puisées, elles ont fait une certaine époque de la Grande Boucle, ce Tour se dispute par équipes nationales.

En petit comité, loin de la foule des invités et de leurs bruyants hélicoptères, les femmes donnent le maximum, devient un public clairsemé. Mais italiennes, Anglaises ou jeunes Américaines se contentent de faibles encouragements. Elles savent que les spectateurs qui ont fait l'effort de venir se postent sur le bord de la route n'ont d'yeux que pour le maillot jaune de Jennie Longo. Ce n'est la vedette de l'épreuve ; chacun veut apercevoir lorsque le peloton est groupé ses miches brunes qui dépassent du casque.

Parmi ces amateurs qui essaient les commentaires presque aussi vite que certains professionnels masculins, les Chinoises passent souvent inaperçues. Il a fallu la longue échappée de Suyan Lu, lors de l'étape Ruelle-sur-Touvre-Limoges pour que les maillots rouges, enfants de Mao, affirment leur présence et fassent, un instant, oublier le moro-

tonie du duel Maria Canina-Jeanne Longo.

Étonnante petite Lu. A l'arrivée de l'étape, les organisateurs, en mal de distribution de prix, souhaitent récompenser sa performance. Mais la jeune fille de Pékin était introuvable. Peu habituée aux honneurs, Mlle Lu traînait sous la douche car, privilège de leur sexe, ces dames ont droit à des cabines de toilette à proximité de la ligne d'arrivée. Il a fallu dépêcher un motard pour aller quérir la star du jour. Et, tout sourire, la belle Suyan s'est pliée à la cérémonie.

A vingt-trois ans, cette élève de l'université des sports de Pékin découvre la France et les courses par étapes. Après avoir pratiqué badminton et athlétisme, elle se consacre depuis quelques années au cyclisme. Elle fait partie de ces quinze cents sportives lauriers qui ont franchi ce Tour en compagnie de Pékin. L'an dernier, les Jeux asiatiques ont empêché l'équipe chinoise de venir pour la troisième fois sur le Tour. Mais ils ont permis à la jeune Lu de faire la preuve de ses qualités.

« Elle est la meilleure Chinoise dans cette discipline », explique Zhang Guanli, le directeur sportif-interprète de l'équipe. Il a confiance en elle pour les prochains Jeux olympiques et regrette simplement que le dossiériste ait trop peur en descente, ce qui lui prive de réussites dans le Tour.

SERGE BOLLOCH.

Cinq jours après son éviction de Bourg-en-Bresse Raymond Valero arrêté

Raymond Valero, éviction de Bourg-en-Bresse, a été arrêté cinq jours après son éviction de Bourg-en-Bresse. Il a été arrêté par la police de Bourg-en-Bresse. Valero a été arrêté par la police de Bourg-en-Bresse. Valero a été arrêté par la police de Bourg-en-Bresse.

Arrestation à Nice d'un des membres de la brigade de répression

Un des membres de la brigade de répression a été arrêté à Nice. Il a été arrêté par la police de Nice. Le membre de la brigade de répression a été arrêté par la police de Nice.

Le sonneur de Bargemon

TOULON de notre correspondant

Village haut perché, Bargemon n'usurpe pas son épithète de « perle du haut Var ». A ses spécialités culinaires, sa Vierge miraculeuse de Montaigne, son passé alchimique et son église du quatorzième siècle, ce village devra-t-il ajouter, comme argument touristique, ses sornalises dominicales ?

Le village est aujourd'hui partagé entre les défenseurs et les adversaires de Ludovica Theresia, l'antique cloche de l'église. « C'est antérieur, on n'en tend plus les signaux... » Le samedi, la cloche sonne à 17 heures puis un quart d'heure et une demi-heure plus tard... « Et le dimanche ça repart dès 7 heures du matin... J'ai compté jusqu'à huit cents coups », précise le patron d'un restaurant proche du clocher. « Dimanche dernier, nous avons célébré un baptême, le troisième de la paroisse depuis le début de l'année. Il y a eu quelques coups de cloche de plus. C'est ce qui a pu provoquer le mécontentement de quelques villageois », confesse le Père Gillas, serviteur

de la Communauté Saint-Martin, qui s'étonne pourtant de cette tardive réaction : « Voilà quatre ans que les cloches sonnent ainsi... Et autrefois, avec la seconde messe dominicale, il y avait bien plus d'appels aux offices. »

Mauvais coucheurs ? Mauvais dormeurs ? Les résidents n'apprécient pas, toutefois, d'être réveillés avec l'Angelus « surtout en période estivale ». Et comme le Père Gillas porte soutane, certains disent : « C'est inégriste fait ça pour narguer ceux qui ne vont pas à confesse. » L'argument, qui fait perdre son flamme et son urbanité au Père Gillas car il garde en mémoire la « campagne des canzonettes », il y a quatre ans, fait sourire M. André Delpey, secrétaire municipal, maire socialiste de la commune depuis trente-cinq ans, pour qui « il y a peut-être un peu de variation dans la durée et un rien de zèle et d'ardeur de la part du carillonneur... ». Pour le moment aucune plainte n'a été déposée. Le Père Gillas a seulement promis de calmer la fougue du battant.

JOSÉ LENZINI.

HOMMAGE

Sœur Marie-André du Sacré-Cœur et l'émancipation des femmes africaines

Par Robert Comevin

Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

« Les sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique recommandent à vos prières Sœur Marie-André du Sacré-Cœur que le Seigneur a rappelée à lui, à Verrières-le-Buisson, le 28 juin 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année, la soubrette et unanime de sa profession religieuse... »

En cette veille de vacances, cet avis est sans doute passé inaperçu. Pourtant la Sœur Marie-André du Sacré-Cœur a joué un rôle essentiel dans la genèse du décret Mandel, qui a permis aux femmes africaines de se libérer du mari que l'on voulait leur imposer.

Au cours de longs séjours au Soudan (actuel Mali), en Haute-Volta (Burkina-Faso), elle avait connu les difficultés des femmes africaines. Elle en tira le sujet d'une thèse de doctorat en droit : « L'abandon de famille », et un ouvrage intitulé *La Femme noire en Afrique occidentale* (Payot, 1939).

En 1952, elle fut la huitième femme élue à l'Académie des sciences d'outre-mer, aux travaux de laquelle elle participa activement. En janvier dernier, alors qu'étaient relancés les travaux de l'association Pénitier-Messmer pour la réévaluation de l'œuvre française outre-mer, Sœur Marie-André du Sacré-Cœur rappela les conditions dans lesquelles le fameux décret Mandel avait été élaboré :

(1) Sur Louis Marin, se reporter à la notice de J.-A. Rescoux *Hommes et Dames*, tome II, pp. 511-521, Académie des sciences d'outre-mer, 13, rue Laprouze, 75116 Paris.

Naissances

— M. et M^{me} Bruce RAVALL, ont le joie d'annoncer la naissance de leur fils
Pierre Julien.
Paris, le 12 juillet 1988.

— Nous apprenons le décès, survenu dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 juillet 1988, à Mont-de-Marsan (Landes), de
André DUPEYRON.

[Né en 1902, à hy-sur-Saône, André Dupeyron, passionné d'aviation et pilote, a eu l'occasion, en 1938, puis en 1944, de battre le record de vitesse en ligne droite à bord d'un avion de l'époque, un Aglion, puis un Morane-Saulnier-572. Elle devait inspirer le cinéma Jean Gabin, dans le film *Le ciel est à nous*, avant la dernière guerre mondiale, où M. dupeyron fut pilote sur personnel, avec à ses côtés Charles Verlet.

Le 13 mai 1939, André Dupeyron fut, en seconde heure de vol, à bord d'un Aglion, le fils d'Om (en Algérie) au départ de Boulogne (en train), où elle est obligée de se poser alors qu'elle souhaitait atteindre le golfe Persique. Pour cet exploit, elle fut faite chevalier de la Légion d'honneur par le général Danan, alors ministre de l'air. Le 10 mai 1944, André Dupeyron, en tresse-deux, et en la à bord d'un Morane-Saulnier-572, de Mont-de-Marsan (dans les Landes), à celle de Juvet (dans le Rhône), où elle a réussi alors qu'elle se dirigeait vers Karachi, en Palestine. La fin d'avoir parcouru 5 932 kilomètres, lui valut de dépasser le record mondial de distance en ligne droite, obtenu par un pilote soviétique. Mais ce record ne sera pas homologué. Elle est cependant devenue officier de la Légion d'honneur.]

— M. et M^{me} Alain Lafont, M. et M^{me} Hubert Lafont, M. et M^{me} Jean Arthuis, ses enfants, Christine, Blainde, Anne Lafont, Juliette Lafont, Estelle et Guillaume Arthuis, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LAFONT, commandeur du Mérite agricole, survenu le 21 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées dans l'intimité familiale, le mardi 25 juillet, à 9 h 30, en l'église de Francheville-Haut.

Le présent avis tient lieu de faire-part.
234, rue du Commandant-Charcot, 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon, 36, rue Monceau, 75008 Paris.
3, rue René-Hornu, 53200 Châteauneuf-Gordier.

— M^{me} Raymond Meyer, M. et M^{me} Alain Meyer et leurs enfants, M. et M^{me} Flavio Toms, Les familles alliées et parentes, Ses fidèles et nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de
docteur Pierre SAMUEL, survenu le 22 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 25 juillet, à 11 heures, au cimetière Saint-Denis, à Châteauneuf.

Ni fleurs ni couronnes.
32, rue de la Poste, 36000 Châteauneuf, 57, bis, boulevard Exelmans, 75016 Paris, 14, rue de Normandie, 92140 Clamart.

Le Carnet du Monde

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Charles ROÉ d'ALBERT, survenu le 15 juillet 1988, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à Eaubonne.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, suivies de l'inhumation au cimetière de Montdon (Hauts-de-Seine), dans le caveau de famille.
De la part de
M. Yvon Roé d'Albert, son fils, Et de toute la famille.
2, rue Hayemans, 75006 Paris.

— M. Jean Thouard, Annie, Jean-Louis, Catherine, Ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Raymonde THOUARD, survenu le mercredi 20 juillet 1988, en sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité, à Amencourt (Val-d'Oise).

— M^{me} Geneviève Virton Dinouart, son épouse, M. et M^{me} Gabriel Virton, ses parents, M^{me} Yvonne Dinouart, Le docteur Pierre Dinouart Jatteau et son épouse, M. Jean Jatteau, M. et M^{me} Bernard Virton et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Ballardur et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de
Dominique VIRTON, survenu subitement, le 17 juillet 1988, à l'âge de trente-sept ans.

Le service religieux sera célébré le mardi 26 juillet 1988, à 14 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Hippolyte, Paris-14^e.

— M^{me} F. Martin, M. et M^{me} René Chastanay, Jacques Webermann, Et Emmanuelle, ont la tristesse de faire part du décès de
Catherine WEBERMANN, leur petite-fille, fille, épouse et mère, à Paris, le 22 juillet 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.
69006 Lyon, 38000 Grenoble, 75005 Paris.

Communications diverses

FÊTE NATIONALE DU PÉROU

A l'occasion du cent-soixante-septième anniversaire de l'indépendance du Pérou et de la célébration de sa fête nationale, l'Ambassade du Pérou invite tous les ressortissants péruviens en France et les amis du Pérou à assister à l'office qui sera célébré par S.E. l'archiprêtre R.P. Jacques Perrier, en la cathédrale Notre-Dame de Paris, le 28 juillet, à 18 heures.

LE TOUR EN FRANCE
JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 79 F
Abonnés 69 F
Communications diverses 82 F
Renseignements : 42-47-95-03

Société

Cinq jours après son éviction de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse

Raymond Valero arrêté par le SRPJ de Lyon

LYON
de notre bureau régional

Raymond Valero, quarante-trois ans, qui s'était évadé dimanche 17 juillet de la maison d'arrêt de Bourg-en-Bresse (Ain) a été arrêté vendredi 22 juillet par les policiers du SRPJ de Lyon dans le hameau de Cros-Chapel, sur la commune d'Amplepuis (Rhône) à une centaine de kilomètres du lieu de son éviction.

Après cinq jours de cavale, le fugitif, né de frain et d'un chien propre ne paraissait pas particulièrement aux abois. Il n'a opposé aucune résistance lorsque les policiers qui avaient organisé une «plaque» à proximité de la résidence secondaire que possède sa mère, Inconnue - et dans laquelle il a passé une partie de son enfance - l'ont interpellé le long d'une route départementale où il cheminait.

Condamné à la détention à perpétuité assortie d'une mesure de sûreté de dix-huit années pour le viol et le meurtre d'Anne Loras, une lycéenne de Villefontaine (Isère), commis en 1984, Valero s'était évadé en compagnie d'un autre détenu, Hassan Ben Abdelouah, vingt-cinq ans, après avoir frappé deux gardiens à coups de barre de fer. L'un de ces deux fonctionnaires, M. Sébastien Yépez, grièvement blessé à la tête, est toujours dans un état de coma post-traumatique profond et sous assistance respiratoire à l'hôpital neurologique de Lyon et, selon les médecins, «aucun élément ne

permet de prévoir une prochaine amélioration». Pour s'enfuir, les deux détenus s'étaient hissés sur les toits de la prison d'où Ben Abdelouah avait, vraisemblablement, fait une chute mortelle. Plus de vingt-quatre heures après l'agression des surveillants, son corps fut en effet retrouvé dans une cour du palais de justice de Bourg, étouffé à la prison.

Valero et meurtier, Valero n'a aucune attache avec le milieu du banditisme et ne pouvait donc espérer trouver des relais ou des aides parmi les autres. Aussi les policiers considéraient-ils le «caillou comme un fruit mûr» dans un délai relativement bref.

Avant de gagner la région d'Amplepuis, dans l'ouest de Lyon, où il serait arrivé en auto-stop jeudi, Valero, aux argent et sans papiers, avait pourtant momentanément trouvé un point de chute dans l'Ain ou dans l'agglomération lyonnaise.

En apprenant son arrestation, sa mère et son épouse - dont le témoignage avait permis de le confondre lors de l'enquête judiciaire sur le viol et le meurtre de la lycéenne - se sont déclarées soulagées. Son épouse Roselyne craignait des représailles contre elle ou ses enfants.

Placé en garde à vue, Raymond Valero sera présenté dimanche au parquet de Bourg-en-Bresse, où il devrait être inculpé notamment de tentative d'humiliation volontaire et d'évasion avec violence. R.R.

Grâce présidentielle et loi d'amnistie

5 171 détenus ont été remis en liberté

Le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, s'est rendu vendredi 22 juillet «sur le terrain» pour assurer de «son fonctionnement» du dispositif d'assistance aux détenus libérés en vertu du décret de grâce présidentielle ou de la loi d'amnistie.

Selon le garde des Sceaux, 5 171 détenus condamnés ont été libérés depuis le mois de juin : 2 863 ont bénéficié de la grâce présidentielle et 2 308 autres de la loi d'amnistie entrée en vigueur le 21 juillet. Six cents étrangers ont été libérés. Sur les deux cents étrangers passibles de reconduction à la frontière, soixante pourcent, a estimé M. Arpaillange, bénéficieront dans les prochains jours d'un décret individuel de grâce présidentielle.

Le ministre a visité le centre d'orientation Ferrus, service régional d'accueil, d'information et d'orientation des sortants de prison, mis en place par la direction régionale de l'administration pénitentiaire de Paris, dans l'annexe du tribunal de grande instance du quatorzième arrondissement. Ce centre regroupe sous un même toit des services jusque-là disséminés : ANPE, ASSÉDIC, Médecins du monde... (Le Monde du 23 juillet).

M. Arpaillange a manifesté son «enthousiasme» pour ces structures destinées à prévenir la récidive et pour lesquelles l'administration pénitentiaire a dépensé d'un crédit supplémentaire de 2 millions de francs, en association avec les ministères des affaires sociales et de l'emploi, de l'intérieur, de la famille et la solidarité, et avec les secrétariats d'Etat à l'insertion sociale et aux sports. Il a également visité un centre d'hébergement du XV^e arrondissement de cinquante-huit places. «L'Étoile du matin». «Tout font un travail extraordinaire», a apprécié le ministre, tout en regrettant le caractère provisoire des services d'accueil, qui fermeront le 30 septembre.

Le ministre à la Santé

M. Arpaillange a également effectué une brève visite à la prison de la Santé, où deux détenus montés sur le toit, le mercredi 20 juillet, avaient été maîtrisés le matin même par des policiers du RAID. «Je suis venu apporter mon témoignage à cet établissement et au personnel qui le sert, dire l'émotion que j'ai ressentie à la suite des incidents de Bourg-en-Bresse et ma compassion pour la situation tragique du surveillant blessé. Je tiens à leur rendre hommage et à les remercier», s'est-il déclaré dans la cour d'entrée.

Le ministre a annoncé qu'une série de mesures était à l'étude pour renforcer la sécurité des surveillants. Il faut, selon lui, que la police et la gendarmerie soient «mieux informées» de la situation à l'intérieur des établissements et qu'ils puissent intervenir plus facilement dans les cellules en cas d'incident.

ÉDUCATION

Avant Noël

13 000 ordinateurs supplémentaires dans les lycées et collèges

Avant Noël 3 900 lycées et collèges recevront 13 000 ordinateurs. Le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a décidé d'accélérer la modernisation de l'équipement informatique des établissements scolaires. Cette opération est la plus importante depuis le plan «informatique pour tous» lancé en janvier 1985 par M. Laurent Fabius, alors premier ministre, qui dotait les lycées et collèges de 120 000 micro-ordinateurs dont 12 000 professionnels.

Le coût total de cette deuxième vague d'informatique scolaire s'élève à 160 millions de francs. 104 millions de francs, s'ajoutant aux 56 millions prévus au budget 1988, ont été débloqués dans le cadre des 1,2 milliard de francs de crédits attribués par l'Etat au ministère de l'éducation nationale, le 1^{er} juin dernier, pour faire face aux besoins de la rentrée 1988 (Le Monde du 3 juin).

Comme c'était le cas lors de la mise en place du plan «Informatique pour tous», les délais d'entrée en application sont relativement courts puisque à la rentrée 1989 tous les lycées devront être équipés de nouveau matériel. L'objectif de cette opération est de permettre à plusieurs millions d'élèves, quelle que soit leur orientation, de mieux appréhender les technologies nouvelles, de mieux comprendre l'utilisation d'un clavier, de découvrir les traitements de texte, la simulation graphique, les problèmes du tracé par ordinateur.

C'est l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), une entreprise sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale, qui assurera l'installation du matériel. Six constructeurs ont été retenus pour approvisionner les établissements scolaires : les sociétés Bull, Leonard, SMT-Goupil, Forum, Olivetti et Victor. Pour répondre aux nombreuses critiques formulées contre le matériel sélectionné dans le plan «Informatique pour tous», les micro-ordinateurs commandés seront 10 à 20 fois plus puissants qu'auparavant. Pour le ministère de l'éducation nationale, «ce matériel est vraiment du haut de gamme».

1 000 collèges vont pour la première fois être dotés en équipement informatique. Chacun recevra 4 micros professionnels et une imprimante partagée. Les 2 400 collèges entrés en rénovation en 1984, dont l'équipement avait déjà été com-

plété, disposeront, de 2 micros. L'accent a aussi été mis sur la formation des élèves de l'enseignement technologique. Le développement de la bureautique fait partie des priorités, puisque les 52 établissements concernés seront dotés de 3 machines-outils industrielles, de 3 micro-ordinateurs de CAO (Conception assistée par ordinateur) et de 7 micro-ordinateurs pour la programmation des machines. La production bénéficiera aussi de matériel performant de type AT à la mémoire étendue.

L'équipement des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques et technologiques, déjà entamé en 1987, sera poursuivi, avec des micro-ordinateurs avec table traçante pour les préparations en biologie ou à HEC.

Baccalauréat 1988

M. Jospin dément toute consigne d'indulgence

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a le vendredi 22 juillet, vivement réagi à un article publié le matin même dans le Figaro selon lequel les bons résultats au baccalauréat 1988 seraient dus à des consignes d'indulgence émanant du ministère. Dans une lettre ouverte au quotidien de M. Robert Hersant, le ministre écrit : «Aucune consigne d'indulgence n'a bien sûr été donnée aux jurys. Aucun changement n'est intervenu dans les instructions arrêtées en décembre 1986 et rappelées en décembre 1987, relatives à la correction et à la notation des épreuves. Aucune académie n'a reçu quelque indication que ce soit tendant à la fixation d'un seuil minimum de notation dans telle ou telle discipline».

M. Jospin précise : «En outre, l'explication des résultats par l'effet d'un allègement du programme de mathématiques est dénuée de tout fondement. Les adaptations de programmes mises en œuvre ces dernières années ont eu pour seul but d'atténuer certains aspects par trop théoriques au bénéfice d'exercices plus concrets. La progression constatée cette année, qui s'inscrit dans une évolution régulière, concerne d'ailleurs toutes les séries du baccalauréat, ce qui confirme qu'elle est due à des raisons de fond».

Arrestation à Nice d'un braqueur de sex-shop

Les soldes d'été de la brigade de répression du banditisme

L'été est parfois l'époque des inventaires. Au magasin de la brigade de répression du banditisme (BRB) de la police judiciaire parisienne, il y avait entre autres ce minable mais violent braqueur à main armée d'un sex-shop parisien, en souffrance depuis août 1987. Affaire désormais classée, depuis le 21 juillet, après un an d'enquête patiente sous la direction de M. Raymond Mertz, commissaire divisionnaire et chef de la BRB au 36 quai des Orfèvres.

L'histoire commence le jeudi 6 août 1987, vers 15 heures. Le lieu est un sex-shop, la société Institut Esthétique Max, 30 rue des Vinaigriers à Paris (dixième arrondissement), à Paris (dixième arrondissement). Arrivés des inspecteurs. Arrêtés dans la cité homosexuelle on travestie. Près de deux mois plus tôt, quatre hommes y avaient réussi un vol dit «aux faux policiers», au cours duquel ils avaient dérobé 140 000 francs.

Le 9 août donc, les mêmes se présentent à nouveau au magasin. Erreur, évidemment. L'un des employés reconnaît le gendarme, qui surveille l'extérieur depuis la porte, et l'emprise de téléphone au commissariat de la porte Saint-Martin. Arrivés des inspecteurs. Arrêtés du gendarme. Mais fusillé avec l'un des trois autres. L'inspecteur Degeorges est blessé à l'abdomen, tout comme deux malfaiteurs qui, à leur tour, interpellés. Le quatrième a réussi à s'enfuir. Le prix est bon et permet l'élucidation d'anciennes affaires. Les

trois malfaiteurs arrêtés sont François Ferricau, Farid Bourouba et Rachid Bourouba. Le premier est le plus âgé : né en 1940 à Ajaccio, il est connu aux fichiers pour une attaque à main armée contre une agence du Crédit agricole, trafic de faux billets et infraction à la législation sur les armes. Les deux frères, Farid, né en 1965, et Rachid, né en 1963, bien plus jeunes, n'en sont pas moins connus pour infraction à la législation sur les stupéfiants, vol aggravé, vol et falsification de chèques. Dans un studio où s'était réfugié Rachid Bourouba, qui reconnaît avoir blessé l'inspecteur de police, une perquisition permet de découvrir des perruques, des fausses moustaches, des paires de menottes, une machine à écrire, une fausse carte de police et une fausse carte d'identité.

Déférés, tous trois seront inculpés par M^{me} Martine Rouleau, juge d'instruction à Paris. Mais les policiers sont mécontents : le quatrième, identifié dès le 8 août 1987, Mustapha Chahiafi, né en 1959, de nationalité marocaine, «abandonné connu» de leurs services, reste interpellable. Des surveillances seront organisées autour de ses proches, jusqu'à sa localisation, au début de juillet, à Grasse (Alpes-Maritimes). Quatre policiers de la BRB, aidés par six collègues de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Nice l'ont interpellé, le 21 juillet. Muni de faux papiers, il n'était pas armé.

Sur plainte de plusieurs commerçants algériens de Paris

L'Inspection générale des services ouvre une enquête sur les activités d'un brigadier de police

L'Inspection générale des services (IGS), «police des policiers» de la préfecture de police, parisienne, vient d'ouvrir une enquête sur les agissements du brigadier Jack Kalb, en fonction dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. Des commerçants algériens l'accusent de les accabler de procès-verbaux «abusifs» et, pour l'un d'eux, de s'être livré à des violences. Lounas Louailitène, trente-trois ans, et Abdelhadi Bouguettay, cinquante-deux ans, accompagnés d'un responsable du SOS-Racisme, ont été reçus, le jeudi 21 juillet, par M. Pierre Moutz, chef de cabinet du préfet de police, qui leur a confirmé l'ouverture d'une enquête de l'IGS.

Selon les deux commerçants, le brigadier a commencé à «casser le commerce» à son arrivée dans ce quartier populaire où il est affecté à une brigade de nuit, depuis dix-huit mois. «Il jouait le shérif dans les bars tenus par des Arabes. Ça commençait par moi vers minuit et demi», affirme M. Bouguettay. Au total, on était une quinzaine de commerçants à être ennuyés par lui. D'ailleurs, certains ont fini par vendre. M. Bouguettay, qui tient le bar Chez Michel, amène qu'il a refusé de payer des procès-verbaux injustifiés. Le 1^{er} juin dernier, il aurait été verbalisé cinq fois en un seul jour : «J'ai reçu un PV pour malpropreté de l'établissement. Il y avait des mégots par terre. Mais on n'a pas le droit de mettre des cen-

driers sur le comptoir et il n'est pas interdit de fumer!»

Les accusations de M. Louailitène sont plus graves. Gérard du bar La Cigogne, il accuse : «En octobre dernier, le brigadier Kalb m'a cassé un tabouret sur l'épaule. J'ai eu vingt-cinq points de suture et je suis toujours en incapacité de travail. Ma voiture était en double file et je suis donc allé la déplacer. Le brigadier Kalb m'a accusé d'ivresse sur la voie publique. Un de ses hommes m'a menotté. Je me suis retrouvé à quatre pattes. Le brigadier est monté sur mon dos et m'a frappé à coup de crasse de revolver. Il a continué à m'insulter avec un tabouret». M. Louailitène dit avoir engagé une procédure auprès de l'IGS en novembre 1987, procédure qui n'avait pas abouti.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

A quoi servent les démocrates-chrétiens ?

PRÈS l'histoire de la démocratie chrétienne en France, de François Georges Dreyfus, chez Albin Michel (Le Monde des 15 et 16 mai), voici celle de l'Internationale démocrate-chrétienne, que retracé Roberto Papini, professeur de sciences politiques à l'université de Trieste, secrétaire général de l'Institut international Jacques Maritain. L'horizon s'élargit avec cet ouvrage et est éclairé, mais en un seul des angles. S'il existe des partis démocrate-chrétiens en Nouvelle-Zélande, aux Philippines, en Indonésie, ce courant politique joue surtout un rôle en Europe - pas dans toute l'Europe - et en Amérique latine, sauf en Argentine, au Brésil et au Mexique. Lorsque l'on passe d'un continent à l'autre, il apparaît que le vaine de la démocratie chrétienne change aussi. L'auteur a donc choisi de présenter, après avoir répertorié les sources et rappelé les premiers pas de ce mouvement, son implantation en Europe, puis son action sur le continent américain.

Le grand dessein des démocrates-chrétiens d'Europe fut, après les horreurs de la guerre, de tracer les chemins de l'unité. La construction européenne leur doit beaucoup, on le sait. En retour, les instances déléguées de la CEE leur ont donné une armature transnationale à travers le groupe du Parti populaire européen, la deuxième en importance du parlement européen, après le groupe socialiste. En dépit de la concurrence pour le leadership du groupe (Giuliano ou allemand ?), celui-ci a plus d'homogénéité que d'autres, qui sont divisés sur la question des institutions européennes. Aussi son influence est-elle réelle et se reconnaît dans de nombreuses prises de position et décisions du parlement. L'auteur regrette que

temps, une approche politique disposant d'une base théorique solide ait fini d'instaurer un ordre nouveau : la société personnelle communautaire», estime Roberto Papini.

En conclusion de son étude, l'auteur souligne le déclin de l'idéologie, de la référence idéelle et la tendance à la sécularisation qui touchent la démocratie chrétienne. Celle-ci résiste toutefois à la fascination conservatrice pour rester elle-même. Il propose, avec mesure, une évaluation du bilan de la démocratie chrétienne et de ses potentialités. Elle a contribué de façon déterminante à la construction de la Communauté européenne et du Pacte andin, au développement des relations euro-africaines, à la naissance de l'Oslopolitik et au retour à la démocratie en Amérique latine. Ainsi se dessine le projet d'un mouvement de pensée transnational favorisant la recherche d'un nouvel ordre économique mondial, le développement de la démocratie et l'autodétermination des peuples et privilégiant la politique plutôt que le recours à la force.

On pourra compléter cette étude en se reportant au compte rendu d'un colloque : «Les démocrates-chrétiens et l'économie sociale de marché». Ce sera l'occasion de voir comment, face aux universitaires laïcs et aux acteurs économiques et politiques, parmi lesquels Raymond Barre, plusieurs commentateurs religieux traitent des rapports des idées chrétiennes avec le social et l'économique.

* L'Internationale démocrate-chrétienne, par Roberto Papini, Cerf, 238 p., 148 F.

* Les Démocrates-chrétiens et l'économie sociale de marché, Economica, 235 p., 75 F.

BIBLIOGRAPHIE

« Profession : répression », de Laurent Davenas

Les confidences d'un substitut

On a beau être « fils d'archevêque » (entendez fils de procureur général), on n'a pas forcément, dès l'enfance, joué du code pénal comme d'un hochet. Laurent Davenas ne se cache pas - en serait-il même un peu fier ? - d'avoir eu une scolarité médiocre, « perturbée par deux redoublements », d'avoir été apprenti mitron chez l'inventeur de la sauce Nantua avant de décrocher modestement le concours de l'École nationale de la magistrature et de devenir son premier condisciple...

« Monsieur le procureur » - « être intelligent mais cassard » - a, depuis, fait du chemin. S'il vient d'être nommé substitut général au tribunal de grande instance de Paris, il a dirigé pendant de longues années le huitième section du parquet de Paris, et SARMU judiciaire, selon ses termes, qui traite à chaud aussi bien le plus petit trafic de drogue que les grandes affaires criminelles. Jusqu'à la création récente de la quatorzième section dite antiterroriste, Laurent Davenas s'occupait aussi des affaires de terrorisme.

Prises d'otages, avec les affaires Lionel Cardon, ou de l'ambassade d'Irak et du consulat de Turquie, morts célèbres - Dalida, Romy Schneider, ou inconnues - démantèlement de l'Bot Chillon, attentats de septembre 1986 : la huitième section du parquet est un lieu d'observation privilégié de la délinquance et de la criminalité.

Curieusement, au fil de ces petites histoires de la justice quotidienne, Laurent Davenas ne semble ni bled ni « blindé ». Sa moustache rousse n'a aucun poids et n'égaye ce détail, son humour pince-sans-rire, on le connaît bien désormais. Le magistrat n'a jamais été un ennemi de la presse. On le lui a assez reproché en disant que, lors de ses déplacements criminels, « il cherche le micro avant le cadavre ». Cette ouverture du parquet vers l'extérieur a nécessité de communiquer. Il en fait presque une religion, dont son livre est la meilleure illustration.

« Poursuivre, pour quoi faire ? », s'interroge-t-il. « La répétition des situations, l'impos-

sibilité de déboucher sur une solution dignes, entraînent un sentiment d'impuissance. » Préféré de doute, se retrouvent mal dans le classique cliché droite-gauche. Laurent Davenas s'interroge sur une recherche, dit-il, « passionnée et subjective d'une justice idéale ». Mieux l'annonce (il faut lire le passage sur l'opulente poitrine de la greffière Bibiche !), et la réflexion, le livre de Laurent Davenas n'est ni un pamphlet ni une autobiographie. Juste un récit sans présentation d'un magistrat qui a, dit-il, « toujours cherché à rendre la justice, sans jamais faire répression en s'efforçant « d'accorder le droit et la raison ».

Les hasards des changements politiques n'ont pas facilité la tâche de ceux qui sont chargés de conduire l'action publique. De cela aussi Profession : répression témoigne, et ce n'est pas le moindre de ses mérites.

AGATHE LOGEART.

* Laurent Davenas, « avec la collaboration confidentielle » de Sylvie Figeu, Profession : répression, de la grande criminalité en terrorisme, éd. Acropole, 95 F.

Culture

AVIGNON 88

La route indienne de Catherine Clément

TOUS les après-midi au Verger, Catherine Clément mène les débats. Silhouette insolite : cheveux tirés, tunique indienne, car elle arrive de New-Delhi. Elle est l'épouse de notre ambassadeur en Inde, après avoir été journaliste, en particulier au *Matin*, où elle a eu la responsabilité du service culturel, avant de diriger l'Association française d'action artistique. L'an dernier, elle avait donné à elle-même, une fête d'au revoir.

Avignon est son premier « re-contact » avec le monde du spectacle. Pendant cette année d'absence, elle est venue deux fois, sans avoir le temps de voir quoi que ce soit. « Les pavés des rues, dit-elle, sont toujours là, et les gens, et pourtant... » Pourtant Catherine Clément nous regarde avec une sorte de léger étonnement. A présent habituée au grouillement des villes indiennes, il lui semble que la France est quasiment désertique : « Un pays sans enfants, ici les gens sont vieux. On se sent très bien au théâtre, dans le choix des thèmes, des textes. J'ai l'impression que les auteurs, les metteurs en scène sont obsédés par le déclin de la vie. Oui, la scène rend très bien compte du vieillissement démographique.

Ce qui m'a frappée, et lassée : cette propension à montrer le théâtre dans le théâtre. Et j'avais presque oublié l'extrême élaboration des formes. En Inde, existent les styles archaïques — épiques, la légende des dieux, avec des masques et des trucs fantastiques. Si bien que dans les campagnes, le poste est devenu comme un temple, entouré de fleurs et d'encens.

Pourquoi pas le *Ramayana* sur une chaîne française, en échange de *Georges Lavaudant*, qui va monter un spectacle avec des acteurs indiens, de Peter Brook et Jean-Claude Carrière, qui vont présenter le film sur le Mahabharata et organiser des ateliers de travail ?

point on en a besoin. Je peux seulement prendre RFI, très mal, entre 1 heure et 2 heures du matin. Alors, je lis les journaux, comme je ne les ai jamais lus, de la première à la dernière ligne.

Les exemplaires du *Monde* arrivent par paquets d'une semaine en une fois. Il y a le décalage géographique et de temps. Je lis les faits divers. Quand on est loin, leur signification est différente. D'autant que là-bas tout est énorme. Ils sont huit cents millions de plus que nous, tout est multiplié, le nombre de dingues, de crimes, d'accidents... Quand j'ai lu l'histoire de la gare de Lyon, j'ai eu l'impression d'une catastrophe. Puis trois jours après, là-bas, c'est un train entier qui est tombé dans un fleuve, il y a eu cinq cents morts.

Je regarde la télévision, elle est très bonne. Elle est nationale, avec de la publicité, qui, comme partout, traduit fidèlement l'imaginaire de la petite bourgeoisie. La télévision vit sur sa propre production, sans séries américaines. Dieu sait si je les aime, mais je ne suis pas frustrée. Ils passent de longues sagas, qui ne ressemblent ni à *Dallas* ni aux *novelas* brésiliennes. C'est par exemple l'histoire d'un instituteur dans un village, avec des péripéties très romanesques. Ils sont obligés de construire solidement des intrigues claires, parce que tout le monde ne parle pas la même langue. Le dimanche matin, on a vu le *Ramayana*, la légende des dieux, avec des masques et des trucs fantastiques. Si bien que dans les campagnes, le poste est devenu comme un temple, entouré de fleurs et d'encens.

Pourquoi pas le *Ramayana* sur une chaîne française, en échange de *Georges Lavaudant*, qui va monter un spectacle avec des acteurs indiens, de Peter Brook et Jean-Claude Carrière, qui vont présenter le film sur le Mahabharata et organiser des ateliers de travail ?

COLETTE GODARD.



« La vie mode d'emploi » et « W », de Georges Perec

Les machines paresseuses

Quand un travail radiophonique est présenté comme du théâtre, personne n'y trouve son compte. Perec valait pourtant mieux qu'un happening paresseux et qu'une lecture un peu terne.

On s'est passé les amoureux de Nathalie Sarraute, les passionnés de Robert Pinget, qui, ces deux dernières années, nous étonnaient, curieux toujours, enthousiastes souvent, à la découverte de ces deux auteurs, de ces deux ouvrages, après un minutieux travail d'adaptation, d'interprétation, de mise en scène ? Pourquoi ceux qui leur ont succédé cette année pour un hommage qui s'annonçait bien à l'un des écrivains les plus populaires, les plus lus, les plus demandés, n'ont-ils pas pris un peu plus au sérieux une tâche à laquelle ils se sont librement, volontairement, attelés ?

A l'hôtel de Saint-Laurent, René Farabet et Michaël Lonsdale nous

proposent deux parcours d'un peu moins de deux heures dans les dix-neuf pièces d'un bâtiment de trois étages pour un lecteur-puzzle de la *Vie mode d'emploi*. Certes, il y avait de quoi se perdre parmi les mille cinq cents personnages et les six cents pages de ce roman, mais Georges Perec, sans penser que cet ouvrage serait un jour « mis en espace », avait donné une clé qui aurait pu inspirer les promoteurs de cette adaptation : le nom du personnage central, Bartlebooth.

Ce joli mariage de Bartlebooth, le copiste de Melville, et Barnabooth, le voyageur imaginé par Valéry Larbaud, évoque à la fois l'extrême dénuement et l'extraordinaire richesse d'une vie, et cadre ainsi la recherche de Perec. Ici, on a choisi le dénuement qui confine à l'indigence quand, confronté à l'infinie abondance d'objets, de traces, qui habitent le livre, Michaël Lonsdale choisit le mur nu, le sol parfois couvert d'un tapis minuscule. On a cherché la facilité aussi quand, livre à la main, texte trop peu défriché, sept acteurs, d'ordinaire tous excellents, écorchent les mots, les déforment au

point qu'on se demande s'ils les ont bien compris (je pense à l'Alnu qui devient un curieux « alone », ou quelque chose d'approchant ; il y aurait d'autres exemples). A propos de son livre, Perec disait : « Je pense à la phrase de Groucho Marx : partir de rien pour arriver à peu près quelque chose. C'est le schéma idéal, perché de rien pour arriver à rien. » Mais il s'empresse d'ajouter qu'« entre-temps, une vie entière s'est écoulée, la vie conçue comme une œuvre d'art ». A l'hôtel de Saint-Laurent, on cherchait en vain la trace d'une œuvre d'art. A peine pourra-t-on se convaincre que les ingénieurs du son de François Culture, qui, sous les ordres d'une réalisatrice inconnue, interposent de soi-même leurs micros entre nous et les acteurs, auront pu saisir quelque matière à « faire de l'antenne ».

A quelques mètres de là, dans la chapelle des Cordeliers, Jean-Claude Grumberg, entouré de Catherine Faran et Maurice Bénichou, nous conviait à la lecture de l'ouvrage le plus sombre, et peut-être le plus belle, de Georges Perec, *W* ou le souvenir d'enfance. Deux cent vingt

pages d'un récit autobiographique doublé d'une fiction orwellienne — plus l'humour — décrivant les lois implacables d'une société installée sur une île, *W*, au large de la Terre de feu. Le puzzle d'une enfance morcelée, avec en parallèle la dénonciation des camps de concentration.

Est-ce l'incipit catégorique de l'endroit, la fatigue de professionnels engagés à plein dans le Festival ? Toujours est-il que Jean-Claude Grumberg, dont on sait l'art de lire une œuvre, d'habitude dans l'intimité de son bureau, ici en public, domine parfaitement son texte ; les émotions, les angoisses, les secrets d'un juif privé, par la folie du monde, de sa première enfance, sont donnés à entendre, justement, simplement. Cela suffira-t-il à convaincre le public de franchir le petit bras de la Sorque qui baigne les fondations de la chapelle ?

OLIVIER SCHMITT.

★ *La Vie mode d'emploi*, Hôtel de Saint-Laurent, à 19 heures et 22 heures, jusqu'au 25 juillet.
★ *W* ou le souvenir d'enfance, chapelle des Cordeliers, jusqu'au 25 juillet à 19 heures.

« La Rue où l'éléphant est tombé »

Champagne et tambours

La dérision de la dérision peut être drôle, tout au moins insolite au second degré du second degré.

Il s'agit cinq drôles de zigotos : quatre fromages blancs, de la Marna, et un café au lait, des flûtes. Ils portent une casquette à visière des Tours de France d'avant-guerre, et des casques de jockey : ça leur donne du nerf, ils se voient sprinter dans la dernière ligne droite, sur leur canasson ou sur leur bécanne. Mais ils se sont fait aussi des tronches de petits Français, débilités, binoculaires, des comiques de notes et banquets.

Sous l'œil mi-figue mi-raisin de l'auteur-metteur en scène, en falzar branché et santiags, gros havane entre les dents, qui ne quitte pas les lieux du crime, singeant en cela le Polonais Kantor, nos cinq ubuesques se livrent laborieusement, honteusement, à des gags foireux sur les tétés qui tombent en panne, les avions qui battent de l'aile.

Lorsque c'est vraiment trop nazes et que leur moniteur-surveillant est effondré sur sa chaise, ils essaient de le faire rire en se balançant des tartes à la crème en pleine poire ou en lui montrant qu'ils n'ont pas grand-chose dans leur slip, mais l'acteur est moins bon enfant que le public : ça ne le fait pas rire. Vraiment pas.

Du show frais du jour

Alors un grand rideau marron s'ouvre en deux, et nous voyons apparaître les costards de la soirée, ceux du Zaire. Musiciens, chanteurs, danseurs. Visages de statue, yeux de diamant noir, torses de champion de culturisme, en pantalons-bretelles d'une élégance fabuleuse. Ils font un vacarme à briser les crânes, et même les coups de tonnerre des trains de marchandises Carpentras-Palavas (concombres du pays, tomates du pays), qui déboulent toutes les cinq minutes dans le théâtre sis dans un dépôt de la gare de Villeneuve, sont convertis par l'enthousiasme des tambours, ouf.

C'est vraiment du show frais du jour, parce que ces vieux gags usés de café conc' et ces chants et tambours ancestraux de la brousse ressemblent ici, avant tout, comme deux gouttes de pepsi, aux variétés super-gratinges des télé-pauvres du Middle West. Impossible d'aller plus loin, dans la dérision de la dérision. « C'est comme on passe d'une

chaîne à l'autre », claquent les auteurs, dans le programme. But de l'entreprise : « S'adresser au plus de monde possible, de la façon la plus directe et la plus large ». *La Rue où l'éléphant est tombé*, spectacle écrit et mis en scène par Jean-Michel Bruyère, costumes (formidables) de Florence Drachler, musique (assourdissante) d'Etienne Jérel, chorégraphie (drôle et belle) de Joël Petrus, est main dans la main et flûte de champagne dans calabash d'eau de coco, par des artistes noirs de Kinshasa et des acteurs blancs de Reims. C'est le point chaud de ce Festival d'Avignon. Il n'est pas « in » Festival, ni « off » Festival. Il s'annonce carrément « off ». Du casse-baraque, ou, comme on dit sous les tropiques, du « pét-pét ». Pas de la tiane.

La salle est pleine d'intellectuels, toujours à l'affût d'un remuant.

MICHEL COURNOT.

Coup d'œil

L'École des beaux-arts fait relâche, mais pas les jeunes artistes d'Avignon. Cette année, ils ont décidé d'être présents pendant le Festival. L'Atelier public de recherche et de création artistique a convié six artistes français à afficher dans la rue, hors les murs, des œuvres originales. Les panneaux font trois mètres sur quatre. Le parcours commence à la gare et se poursuit jusqu'à la route de Tarascon, sur le parking d'un supermarché.

A deux pas de la place des Célestins, dans un quartier promis à la démolition, une autre association, Intime Conviction, a ouvert les portes d'un appartement délabré au décorateur de Bruno Boëglin, Christian Fanoillet. L'homme qui, avec de la terre et trois poutres de bois, un peu de peinture écaillée sur un mur, fabrique des *no man's land* d'où s'écroulent l'abandon, la solitude. Dans ce deux-pièces-cuisine misérable, Christian Fanoillet et la photographe Lorraine Pellegrini, elle aussi membre de la tribu de Boëglin, ont réalisé une installation dont ils développeront l'idée lors du prochain « Octobre des arts » lyonnais. Depuis un an, ils réalisent ensemble un journal. Ils y mêlent, en écho avec l'actualité, photographies, écriture et dessins de Fanoillet. Avignon est leur première ville-étape, au Sud, trois autres suivront.

O. O.

★ Du lundi au dimanche et de 17 h 30 à 19 h 30. Rue Dumens, Avignon, 1^{er} étage. Jusqu'au 31 juillet.

Films muets japonais

L'art du « benshi »

Le programme cinéma du festival confirme que les films muets ne l'ont jamais vraiment été. Seule une cinéphilie trop radicale a pu faire croire qu'existe une essence de l'art des images mouvantes excluant le son. Actuellement les musiciens qui participent à la redécouverte du patrimoine cinématographique refaçonnent notre vision.

Le plus étonnant du programme avignonnais a été la première représentation en Occident d'un choix de films muets japonais au cloître des Célestins, commentés au micro, à l'ancienne manière des *benshi* (commentateurs). Une dame assise en biais, de côté par rapport à l'écran. Sa voix se mêle à un arrangement musical d'époque, aux sonorités très européennes. Elle interprète les intertitres, carrement elle improvise, presque sans reprendre haleine, ici des propos d'enfants, là des grognements de vieillards, une douce voix musicale.

Dire que l'on comprend parfaitement ce qui se passe serait exagéré. Mais, comptez le ton, le rythme, la symphonie de la voix japonaise infiniment malléable. Des images banales sont soudain dotées de magie.

Nous aurions aimé, tant qu'à tenter cette expérience, pouvoir goûter un film des débuts de Mizoguchi, pour voir si cette technique ajoutait encore à la qualité intrinsèque du futur grand cinéaste des années 30-50.

LOUIS MARCORELLES.

OFF

Le bon vent du Théâtre du Galion

Rien a priori ne prédisposait le New-Yorkais Howard Buten, écrivain, mime, clown et docteur en psychologie, à tourner son regard vers La Roche-sur-Yon, cinquante mille habitants, au sud de Nantes. Pourtant, une photographie le montre souriant, un peu étonné, sur le quai de la gare, en 1982. Il était venu voir de près à quoi pouvait bien ressembler l'adaptation théâtrale de son roman *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué*, et ces Français qui, pour la première fois, s'intéressaient à son cas.

Entre lui et le Théâtre du Galion, codirigé par Pierre-Yves Mabry et le metteur en scène Alain Sabaud, est née ainsi une amitié. Et quand Howard Buten crée en France *Buffo*, l'histoire de ce petit clown, grand enfant silencieux, le Théâtre du Galion en assure la production et la diffusion. Y compris, cette année, dans le Off. Pas tant pour vendre *Buffo*, dont la tournée 1988-1989 est déjà bouclée, que pour faire, une

fois de plus, acte de présence, histoire de prendre un « bol d'air » : La Roche-sur-Yon, ville de Paris, c'est une véritable excursion. Paris, d'ailleurs, le Théâtre du Galion s'y rend régulièrement. On verra cette année au Théâtre du Ranelagh *Sur la grande route* et *Une noce*, de Teitelbov, dans la mise en scène d'Alain Sabaud.

Au regard de beaucoup d'autres, le Théâtre du Galion est donc une compagnie maitie. Elle assume sur le terrain le rôle d'un véritable centre dramatique régional : une centaine de représentations par an dans la ville, en Vendée et bien au-delà. Fondé à Nantes en 1974, le Galion répond, en 1993, à l'invitation de la municipalité de La Roche-sur-Yon, avec laquelle le lie une double convention. Convention artistique, assortie d'une subvention annuelle de 300 000 F, qui vient s'ajouter aux 50 000 F du département et aux 140 000 F de la direction du théâtre.

La ville met également à la disposition du Galion son théâtre municipal, une charmante salle à l'italienne de la fin du dix-neuvième siècle. Le Galion y dispose de bureaux, et a ouvert au public une bibliothèque théâtrale. Il veille à composer une saison ouverte. En 1987-1988, il invite tout aussi bien un *Offenbach* ou des *Nuits du rire* que *Les Eaux et Forêts*, de Marguerite Duras, mis en scène par Claude Yernin.

Si le temps de l'utopie des créations collectives est révolu pour Alain Sabaud (*La Sœur du soleil*, *Le Petit Soldat de paille*, spectacles connus des familles du Off), il croit toujours dur comme fer à la décentralisation. Le Galion produit chaque année un spectacle léger, qui tourne dans les villages du département.

ODILE QUIROT.

★ *Buffo*, de et par Howard Buten, au Mazzag, 22 heures.

LE VILLAGE SUISSE PARIS 150 ANTIQUAIRES 24 AVENUE DE SUFFREN 75015 PARIS OUVERT DE 10 H A 19 H LES JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LUNDI

LE MONDE IMMOBILIER Publicité Renseignements : 45-55-91-82 Poste 4138 - 4324

Culture Retrospective Couleurs ARTS La « Nouvelle Atlantide » Coup d'œil

Culture

Communication

ARTS

Rétrospective Léger à la Fondation Maeght

Couleur militante

(Suite de la première page.)

Et Léger, optimiste à tout crin, confiant, ouvert au monde nouveau, de plonger au cœur des avant-gardes du début de siècle. Incalculable, vraie force de la nature, il est parvenu là où se passe, là où l'on débat, là où l'on cherche la langue du vingtième siècle. Et il dialogue, et il prend position, apportant ses réponses toujours très personnelles aux questions que se posent les amis poètes, aux musiciens, aux architectes et aux cinéastes, pour mieux dégager la spécificité de son propre langage.

Après avoir cherché du côté de l'impressionnisme, des fauves, mais surtout de Seurat, un architecte comme lui, Léger est fortement marqué — comme bien d'autres — par la rétrospective Cézanne de 1907 à Paris. Il devient lui aussi cubiste. Mais son tempérament le pousse plus que les autres à affirmer les formes et les volumes en surface, à avoir du respect pour le physique et le concret.

« Sa *Couscous et le Pont de 1909* en témoignent dans l'exposition de Saint-Paul-de-Vence, où s'il n'est pas pour suivre les rebondissements de l'œuvre quelques tableaux majeurs comme *Nus dans la forêt* de 1910 (dont le musée d'Art Moderne n'allait tout de même pas se séparer l'année de son cinquantenaire), Jean-Louis est, le directeur de la fondation, à décrocher des prêts exceptionnels auprès de musées et de collectionneurs américains, allemands, suisses, scandinaves et, bien entendu, français, qui compensent largement les absences.

Ainsi pour la période qui suit l'étrange vision des nus et des arbres réduits à des formes cylindriques tirées des leçons de Cézanne, mais aussi très probablement de l'expressionnisme vert du Douanier Rousseau, le parcours offre un formidable ensemble de tableaux à base de fumée — d'arbustes, de fumées ou de locomotives, au choix — et de toits, d'aplats et de volumes, de droites et de courbes, de couleurs pures et dégradées, d'éléments descriptifs et de plans abstraits. Léger y cherche par la multiplication des contrastes l'équilibre dynamique de la composition. Contrairement à Braque et à Picasso, il ne fractionne pas les plans en transparence. Contrairement à Duchamp ou aux futu-

ristes, il ne cherche pas à traduire le mouvement réel, pas plus qu'il ne cherche celui de la lumière, comme Delaunay. Dans ces deux ou trois années qui précèdent la guerre, et qui aboutissent aux peintures quasi abstraites des *Constructivistes de formes*, de déduction en déduction, Léger met en place les grands principes de base de toute son œuvre à venir, y compris la définition de son « réalisme pictural » indépendant de toute qualité imitative, mais résultant de « l'ordonnance simultanée des trois grandes qualités plastiques : les lignes, les formes, les couleurs ». Il n'en démentira pas, et même les réaffirmera plus tard en parlant de « nouveau réalisme », en temps utile, au moment des grandes querelles partisans.

La période « mécanicenne »

Formidable Léger qui, bien que gazé, trouve en 1916 le moyen de revenir de la guerre avec une image forte en tête : celle de la culasse d'un 75 éclaboussé au soleil dont la beauté l'enchantait, et qui serait à l'origine de sa période « mécanicenne ». Et de se lancer dans les coupes de moteur, les enchevêtrements de pistons et de bielles, non sans avoir fait du mécanicien ouvrier une sorte de dieu égyptien, le buste en voie de robotisation, la tête moustachue de profil, un bras croisé cigarette en main, comme Loti dans le portrait peint par Rousseau, encore lui.

L'emprunte aussi à Delaunay ses disques pour les ramener sur terre, en faire des *Éléments mécaniques*, avant d'aller voir du côté du néo-plasticisme, dont il reconstruit les vertes libératrices de la couleur pure mais qu'il jugera finalement décoratif et meilleur compagnon de l'architecture que de la peinture de chevalet. Et lui de réintroduire la figure humaine en des « paysages animés ». Et de peindre des remarquables splendides de couleurs subtiles, et des femmes allongées qui ont des allures de remorqueur.

Tout intéressé Léger dans les années 20, période d'intense production. Et l'image de l'homme. Et les plans de couleurs en construction orthogonale. Et les objets « puristes » de Jeanneret, futur Le Corbusier. Et le cinéma, où il se singularise en inventant le « premier film sans sujet » — *Bal-*

lets mécaniques. Et, peut-être, même *Matisse*, tant on se demande parfois s'il n'a pas entrepris de reformer « l'esprit bourgeois en mettant de l'ordre dans les coussins des canapés en on plantant telle femme en bleu dans un intérieur « high tec », fort en couleurs comme toujours dans ces années-là.

Si Dada n'a pas vraiment tenu ce bouillonnement, dont l'esprit est beaucoup trop constructif, le surréalisme l'a touché et l'aidera à convoquer les objets dans l'espace, librement, une fois qu'il les aura désolidarisés de la table et décrochés des plans verticaux où il les avait d'abord bien rangés comme dans des vitrines. Au passage de plus de plus orangez des années 30, il lance donc, entre quelques triangles bien acérés, rubans, trousseaux de clés, parapluies, boîtes de sardines et fécules. Histoire de montrer que le figure humaine n'a pas plus d'importance que des clés ou des vélos, puisque tous sont des objets plastiques ?

La crise, la passe difficile

La crise, la passe difficile. Léger est revenu en 1929 au dessin minime et précis, « documentaire », de ciscaux, de vieux gants, ou de silex dont il a étudié les formes corrodées. L'inquiétude l'a pris, mais dans cet examen il a découvert l'arabesque libre, qui lui permettra de donner une nouvelle monumentalité à ses lignes iconiques, et de sortir de l'esthétique fonctionnaliste... *Adam et Eve* sur fond de nuages découpés comme des sculptures d'Arp annoncent des orages mais aussi un nouveau temps, celui du retour aux grands sujets.

La ville, la vie américaine, où Léger vit pendant la Seconde Guerre mondiale, auront encouragé ses recherches d'une nouvelle peinture, par « l'application implacable des contrastes les plus absolus ». Le visage au teint de plâtre encadré de long cheveux noirs, Nico apparaît dans *Chelsea Girls*, le film d'Andy Warhol, s'associe au Velvet Underground (les chansons : *Femme fatale* et *7th Avenue*), elle lance un premier album solo où elle chante des compositions de Jackson Browne, de Lou Reed et de John Cale. Deux autres albums (*The Marble Index* et *Desert Shore*) composés avec John Cale contribuent à mythifier l'image tragico-romantique du personnage, « prisonnier de la drogue, qui aime à flirter avec la folie ».

Nico participe encore au film de Philippe Garrel *La Cécilie Intérieure*, se produit régulièrement en France dans les années 70, successivement avec John Cale, Lou Reed, Eno, Kevin Ayers, et même avec le groupe Tangerine Dream à la cathédrale de Reims, en 1974.

Il y a un an, l'assaut d'un percussionniste et d'un clavériste, Nico dans un concert au Rex Club. Elle avait repris alors *My Funny Valentine* et *The End*, la chanson-confession de Jim Morrison, autre personnage légendaire du rock'n'roll avec qui elle avait un moment vécu.

ROCK

La mort de Nico

La chanteuse de rock Nico, de son vrai nom Christa Paffgen, est morte d'une hémorragie cérébrale le 18 juillet dernier à Ibiza, en Espagne. Elle était âgée de quarante-huit ans.

Andy Warhol avait fait de Nico l'épouse de sa fameuse « Factory ». Elle fut l'une des muses du rock des années 60.

Née le 16 octobre 1939 à Cologne, d'abord mannequin sur le Vieux Continent, Nico commença sa carrière de chanteuse à Londres en 1965, au moment où l'industrie du disque pousse à outrance la commercialisation de la nouvelle musique pop. C'est le temps des faiseurs mais aussi des figures héroïques ou ambiguës. Après avoir enregistré à Londres, sous la direction de Jimmy Page, deux chansons peu connues, Nico débarque à New-York et devient vite l'une des figures les plus flamboyantes de l'underground. Le visage au teint de plâtre encadré de long cheveux noirs, Nico apparaît dans *Chelsea Girls*, le film d'Andy Warhol, s'associe au Velvet Underground (les chansons : *Femme fatale* et *7th Avenue*), elle lance un premier album solo où elle chante des compositions de Jackson Browne, de Lou Reed et de John Cale. Deux autres albums (*The Marble Index* et *Desert Shore*) composés avec John Cale contribuent à mythifier l'image tragico-romantique du personnage, « prisonnier de la drogue, qui aime à flirter avec la folie ».

Nico participe encore au film de Philippe Garrel *La Cécilie Intérieure*, se produit régulièrement en France dans les années 70, successivement avec John Cale, Lou Reed, Eno, Kevin Ayers, et même avec le groupe Tangerine Dream à la cathédrale de Reims, en 1974.

Il y a un an, l'assaut d'un percussionniste et d'un clavériste, Nico dans un concert au Rex Club. Elle avait repris alors *My Funny Valentine* et *The End*, la chanson-confession de Jim Morrison, autre personnage légendaire du rock'n'roll avec qui elle avait un moment vécu.

JACQUES LONCHAMPT.

CLAUDE FLÉOUTER.

Jean-Claude Risset et Michel Redolfi à la Fondation Maeght

La « Nouvelle Atlantide »

Les Nuits de la Fondation Maeght, dirigées par Blaise Calame, poursuivent leur exploration des constellations et des continents musicaux.

Cet été, l'Italie, avec une grande création de Berio; les Etats-Unis, avec Charles Ives; Cuba, avec Leo Brouwer; l'Espagne, avec Cristóbal Halffter, manifestaient de vigoureuses personnalités, tandis que Jean-Claude Risset et Michel Redolfi, représentant la France, reprenaient à leur compte les stupéfiantes prophéties faites au début du dix-septième siècle par le chancelier et philosophe anglais Francis Bacon dans sa *Nouvelle Atlantide*.

Quoi de plus grisant, en effet, pour des chercheurs de musique électronique et informatique, que de trouver chez ce grand ascète la description d'un « continent utopique, lieu d'étonnantes expériences sonores » ?

« Harmonies et mélodies inconnues, quarts de ton et intervalles plus petits, instruments de musique aux sons purs et coulants modifiés, pour paraitre tremblotants, imitant les sons articulés, les cris d'amoureux et les chants d'oiseaux, machines permettant de faire entendre les sons les plus faibles ou les plus lointains, échecs artificiels, effets d'illusion pour tromper les sens. » Ce contemporain de la Grande Elizabeth, né près de cent ans avant Purcell, semble avoir balisé toutes les pistes de la recherche moderne !

Autour des textes les plus marquants de cet ouvrage, dits par deux récitants, Risset et Redolfi ont composé une musique qui, sans chercher à illustrer servilement les inventions de Bacon, se réfère à des catégories semblables. Dans le patio de la Fondation Maeght, on embarquait face à la mer, au loin. Depuis un moment, nous étions bercés par l'impressionnant ressac, diffusé par

les haut-parleurs. La tempête à son comble, violente et majestueuse, nous déposa sur le continent inconnu.

Une curieuse liturgie

Alors, sous la conduite d'un guide amène, nous nous proménâmes dans ces jardins sonores de la Nouvelle Atlantide. A vrai dire, pendant la première partie, nous entendîmes surtout un échantillonnage de séquences et de sons, souvent agréables et harmonieux, mais d'une composition lâche, avec, pour finir, une curieuse « liturgie » (chantée par le Chœur contemporain de Roland Hayrabedian), transposition vocale assez réussie d'une musique elle-même simulée par l'ordinateur...

Mais, dans la seconde partie, un peu plus courte (quarante et une minutes), les compositeurs semblèrent avoir trouvé leur souffle. Les idées musicales étaient superbes et denses, les développements prirent de l'ampleur : fantastique descente ininterrompue jusqu'au centre de la Terre (illustrant « ces expériences qui peuvent tromper les sens »), voyage interstellaire sur un vaisseau de haut bord, au milieu de multiples effets d'optique, de lumière et de sons, vent de désert, colonnes de feu, agglomérat de poussières scintillantes, de sons de cloche, de cris d'oiseaux... A la fin ne subsistaient que quelques bruits mélancoliques, solitaires, rêveurs : « La Grande Atlantide fut détruite par une vaste inondation. »

Mais la musique s'était égale au beau texte de Bacon et avait nourri notre imagination, tandis qu'autour de nous des jeux de projecteurs faisaient surgir, çà et là, une silhouette marchante ou immobile de Giacometti, l'élanement admirable d'un pin. Une étoile filante vint même adresser aux compositeurs le salut amical de Francis Bacon.

JACQUES LONCHAMPT.

Bataille entre M. Bass et le patron de presse Robert Maxwell

L'OPA sur la maison d'édition américaine Macmillan

Après Hayes, dont il aurait acquis 5 % du capital en Bourse, avant de tenter de s'intégrer aux actionnaires de la Société générale de Belgique qui détient pour sa part 5 % du capital du groupe britannique, le magnat de la presse britannique, M. Robert Maxwell, tourne les yeux vers les Etats-Unis. Sa cible n'est autre que l'éditeur américain Macmillan. Une cible attirante dans la mesure où cet éditeur de livres scolaires et de lettres d'information, qui possède en outre les écoles de langues Berlitz et Katherine Gibbs, a enregistré l'an dernier un bénéfice de 570 millions de francs pour un chiffre d'affaires évalué à 6 milliards de francs.

Par le biais d'une offre publique d'achat (OPA), le patron du groupe Maxwell Communication a proposé, jeudi 21 juillet, de racheter le groupe Macmillan sur la base de 80 dollars l'action, en estimant la maison d'édition américaine à 2,2 milliards de dollars (soit environ 13,5 milliards de francs). M. Maxwell est déjà présent sur le continent nord-américain avec une douzaine d'unités d'impression installées dans les Etats du Connecticut, de Delaware, du Minnesota, du Texas, de Virginie, etc., et avec deux maisons

d'édition, Pergamon Journals Inc. (New-York) et Webb Publishing Company (Saint-Paul). Il n'a cependant pas digéré l'échec de son OPA, l'été dernier, sur la maison d'édition Harcourt Brace Jovanovich (HBJ). Pour résister à l'attaque du bouillant patron britannique, HBJ avait utilisé la tactique du *poison pill* (capsule empoisonnée) qui consiste à verser des dividendes élevés aux actionnaires afin de les amener à résister à l'appel des acheteurs et, surtout, à séparer les branches d'activités.

L'OPA lancée par M. Maxwell sur Macmillan est compliquée par le fait qu'existe un autre candidat à l'achat de la maison d'édition américaine, le millionnaire texan Robert Bass. Ce dernier avait déjà gagné une bataille contre M. Maxwell en rachetant, en 1987, un éditeur de Tillamoc, Bell and Howell. Cette fois, M. Bass a proposé 75 dollars pour l'action de Macmillan. Le patron britannique a donc surenchérit. La Bourse s'attend à une lutte féroce pour le contrôle de l'entreprise. L'action a grimpé de 4,25 dollars, dès vendredi 22 juillet, au New-York Stock Exchange, et atteint aujourd'hui 82 dollars. Cela ne semble pas décou-

vrir M. Maxwell, désireux de développer son implantation aux Etats-Unis. « Je suis heureux, a-t-il noté, que Macmillan considère mon offre en même temps que celle de Robert Bass. » Cependant, a-t-il immédiatement ajouté, une de mes conditions est que le mouvement de restructuration actuel soit stoppé.

Pour prévenir l'offensive de M. Robert Bass, le patron de Macmillan, M. Edward Evans, avait, en effet, mis au point un plan de bataille inspiré de celui de HBJ : séparation de la société en deux entités (édition et information), augmentation du dividende versé aux actionnaires et participation accrue des managers au capital, dont ils détiendraient le tiers. Cette contre-attaque a pourtant été bloquée par la cour de l'Etat du Delaware qui la jugeait trop favorable aux managers. Lundi 18 juillet, M. Bass faisait ses premières propositions et, en milieu de soirée, M. Robert Maxwell lui controbait le pas. La bataille entre les deux rivaux risque d'occuper la scène boursière américaine pendant une bonne partie de l'été.

YVES-MARIE LABÉ.

Le conflit de l'imprimerie Jean Didier

La CGT appelle à une manifestation pour lundi

Le ton est monté à nouveau d'un cran entre le Livre CGT et M. Jean Didier, après la réponse de ce dernier au communiqué de M. Jean-Pierre Solson. Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a réagi sur un dossier aussi explosif. « Dans tous autres conflits, on aurait nommé depuis longtemps une commission ou un médiateur », note M. Roger Lacroix, secrétaire général du Livre CGT de France. Le syndicat a aussi fait part de son désaccord devant le pré de plus de 1 milliard de francs octroyé récemment à M. Didier par un consortium de banques, ce qui devrait lui permettre de construire une nouvelle imprimerie entièrement robotisée, en 1991, à Mary-sur-Marne.

Ce projet devrait remplacer certaines unités d'impression que possède M. Jean Didier, et notamment le site de Massy-Palaiseau. La lutte sans merci à laquelle se livre M. Didier et le syndicat du Livre CGT s'expliquent par le fait que l'entreprise de Massy-Palaiseau est condamnée par le tracé du TGV.

ment et le ministre des affaires sociales et de l'emploi ont réagi sur un dossier aussi explosif. « Dans tous autres conflits, on aurait nommé depuis longtemps une commission ou un médiateur », note M. Roger Lacroix, secrétaire général du Livre CGT de France. Le syndicat a aussi fait part de son désaccord devant le pré de plus de 1 milliard de francs octroyé récemment à M. Didier par un consortium de banques, ce qui devrait lui permettre de construire une nouvelle imprimerie entièrement robotisée, en 1991, à Mary-sur-Marne.

Ce projet devrait remplacer certaines unités d'impression que possède M. Jean Didier, et notamment le site de Massy-Palaiseau. La lutte sans merci à laquelle se livre M. Didier et le syndicat du Livre CGT s'expliquent par le fait que l'entreprise de Massy-Palaiseau est condamnée par le tracé du TGV.

M. Didier, ancien ouvrier du Livre devenu patron de cinq imprimeries qui fabriquent de nombreux périodiques (VSD, l'Evénement du jeudi, des cahiers du Figaro Madame et du Figaro TV, du Point, de l'Express, le Panorama du médecin, etc.), estime qu'il est engagé « dans une épreuve de force avec le Livre CGT ». Lundi 25 juillet, cette épreuve prendra une tout autre dimension. Le Livre a appelé ses adhérents à « escorter » les trois cent vingt salariés de l'imprimerie de Massy. « Il y aura deux mille à trois mille personnes pour nous empêcher d'entrer », a indiqué M. Didier. Le Livre CGT, quant à lui, met en cause « les nervis dont M. Jean Didier s'entoure » dans ses entreprises.

Y.-M. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DES ACTIONS HOLOPHANE PAR THORN EMI Plc

1725 F par action

Attention cette offre est valable jusqu'au 5 Août 1988
Consultez sans attendre votre banque ou intermédiaire financier

Une offre unique :

- La proposition de THORN EMI est la seule recevable.
- Le prix d'achat par action HOLOPHANE présentée à l'offre (hors coupon 1987) est de 1725 F, soit deux fois plus élevé que le dernier cours coté avant l'OPA et supérieur de 41 % à l'offre initiale.
- Aucune réduction des ordres ne sera opérée : THORN EMI achètera toutes les actions présentées à son offre et lui permettant d'obtenir au moins 50,01 % du capital.

Une alliance constructive :

- L'opération permet de constituer un ensemble qui prendra place parmi les tout premiers groupes de l'industrie de l'éclairage mondial.
- C'est pour HOLOPHANE une opportunité de développer ses gammes et ses implantations et de devenir avec l'appui de THORN EMI le pilier du développement de la branche éclairage du groupe en Europe continentale.
- L'offre de THORN EMI a été jugée très satisfaisante à l'unanimité du conseil d'administration HOLOPHANE.

Un partenaire dynamique :

- Le groupe THORN EMI a réalisé en 1987 :
- Un chiffre d'affaires consolidé de 33,6 milliards de francs (£ 3,2 milliards).
- Un bénéfice consolidé de 1,05 milliard de francs, avant impôts et éléments exceptionnels (£ 99,6 millions).

L'opération est présentée par LAZARD FRÈRES & Cie

Les notes d'information, ayant obtenu les visas COB n° 88-153 du 16 mai 1988 (Thorn EMI) et n° 88-161 du 24 mai 1988 (Holophane), ainsi que leurs modifications, sont tenues à la disposition du public chez les intermédiaires financiers ou peuvent être obtenues chez LAZARD FRÈRES & Cie, 121, bd Haussmann 75008 Paris, et au siège d'HOLOPHANE, 156, bd Haussmann 75008 Paris.

THORN EMI

Spectacles

théâtre

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70). Le Pasch du Huppert & Poiré : 20 h.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-39-43-22). Le Pasch du coup, le pasch du coup : 20 h.

BERRY (43-57-51-55). Pôles : 18 h 30. Trop, c'est trop : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (43-36-60-34). Si jamais le pasch : 18 h et 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Raviens dormis à l'Élysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (43-31-00-11). Voleurs ! Toiles : 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-32). Les Délices du baler : 20 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Bédouin : 20 h, dim. 18 h.

DAUNOU (43-61-69-14). Monsieur Chapelure : 21 h, dim. 15 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-dû de lair : 19 h 30 et 21 h 30.

FONTAINE (43-74-40-40). Concours de circonstance : 18 h et 21 h.

HUCHELOTTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Lepra : 20 h 30. Sinoeas Weil 1909-1943 : 21 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Focillon : 21 h 45.

LE PROLOGUE (43-75-35-15). Si on faisait le noir juste une minute : 18 h 30 et 21 h.

LUCERNAIRE FORUM (43-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Tito et Vincent. Le Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrousel des trois brocardiers : 18 h 30. Contes d'après Charles de La Fayette : 20 h. La Ronde : 21 h 30.

MATHEURINS (43-45-90-00). Les Mythes du comédien : 18 h et 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pjama pour six : 18 h 30 et 21 h 30.

MICHOÛRE (47-43-95-23). Ma cuisine de Vanuatu : 17 h 30 et 20 h 45.

MONTMARTRE (43-22-77-74). Le Secret : 18 h et 21 h 30.

MONTMARTRE (PETIT) (43-22-77-74). Le Journal d'un curé de campagne : 21 h.

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (43-35-75-23). Buffet chaud jardin : 16 h et 18 h, mer., ven., dim., lun. 16 h, jeu. 14 h et 15 h.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing : 18 h 30 et 21 h 30.

OEUVRE (48-74-42-52). Exercices de style : 17 h 30 et 20 h 45.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant : 20 h 30, dim. 15 h.

POCHE-MONTMARTRE (43-48-92-77). Salle L. Pour Fournier de Marie Solari : 21 h.

POTINÈRE (42-61-44-16). Fric-Frac : 20 h 30, dim. 15 h.

ROSAÏE THÉÂTRE (43-71-30-30). Dieu qu'on est tardieu : 18 h 30 et 20 h 30.

SANT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple : 20 h 45, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-87-89). Samedi 23-24 juillet : 21 h.

THÉÂTRE DE VERMOREL DU JARDIN SIAKESPEARE (42-40-05-32). L'Ue des esclaves : 13 h, dim. 15 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). Journal d'un bouffon : 20 h. Le Vol du bustin : 20 h. La Femme rouverte : 22 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Guilty, pièces en un acte : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit : 20 h 30, dim. 15 h.

Samedi 23 - Dimanche 24 juillet

EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE... EN JESS (Sov. v.a.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

LE FESTIN DE BARETTE (Dan. v.a.) : Chry Palais, 5 (43-54-07-76) ; 14 Juillet Paris, 6 (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-26-40) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67).

LES JEUX DE LA NUIT (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-64) ; UGC Ermitage, 5 (45-63-16-16).

FLAC OU ZOMBIE (A. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

FRANÇIS (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Biennale Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LES GENS DE DUBLIN (A. v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Gaumont Aléa, 11 (43-57-30-30) ; Kléopâtre, 12 (43-62-20-50) ; Normandie, 20 (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (43-36-83-93) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Faubourg St. Germain, 16 (43-26-60-74) ; Miramas, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Luce, 11 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).

HAIRSPRAY (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Sept Parisiens, 14 (43-20-32-19).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (43-33-42-56) ; Clichy, 6 (46-32-42-72) ; Pathé Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Biennale Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

JULIEN EN SEPTEMBRE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; Trois Parisiens, 14 (43-20-32-19).

LA LÉGENDE DU LAGON (Nouvelle Zélande, v.f.) : Sept Parisiens, 14 (43-20-32-19) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-41-33) ; Miramas, 14 (43-20-89-52).

LIASON FATALE (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LONGUE VIE A LA SIGNORA (It. v.a.) : Luce, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31).

MATABAÏ (Esp. v.a.) : Studio 43, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31).

MÈRE TERESA (Brit. v.a.) : Epi de Bois, 5 (43-37-37-47).

LA MÉRIDIENNE (Sah.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30).

MILAGRO (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Georges, 11 (43-22-77-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Miramas, 14 (43-20-89-52).

MR LUCKY (A. v.a.) : Action Écoles, 5 (43-25-72-07).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.a.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

NUIT DE FOLIE (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Miramas, 14 (43-20-89-52) ; Trois Parisiens, 14 (43-20-32-19).

LOUEUR AU NOIR (Fr.-Bel.) : UGC Odéon, 6 (43-36-83-93).

PANIC (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (42-97-53-74) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

POLICE ACADEMY 5 (A. v.a.) : Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01).

POWAGOSH (A. v.a.) : Epi de Bois, 5 (43-37-37-47).

LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (Fr. v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

PUBLICVOY (Fr.) : Clichy Beauport, 3 (43-26-84-65) ; Trois Parisiens, 14 (43-20-32-19).

LES PYRAMIDES BLEUES (Fr.-Mex.) : Studio 43, 9 (47-42-56-31).

LE QUATRIÈME FROYOCOLE (Brit. v.a.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

SANDY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit. v.a.) : Clichy, 6 (46-32-42-72) ; UGC Ermitage, 5 (45-63-16-16).

SEPTEMBRE (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-32).

LA SORCIÈRE (It.-Fr. v.a.) : Forum Horizon, 1 (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Ermitage, 5 (45-63-16-16).

THE KITCHEN TOTO (A. v.a.) : Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; Sept Parisiens, 14 (43-20-32-19).

TYPHOON CLUB (Jap. v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; L'Entrepreneur, 11 (43-54-07-76).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr. v.a.) : Luce, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31).

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit. v.a.) : UGC Odéon, 6 (43-36-83-93) ; v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-26-40).

UNE NUIT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (Fr.) : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : Latina, 5 (42-78-47-86).

LA VIE EST BELLE (Bel.-Suède) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) ; Studio 43, 9 (47-42-56-31).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (43-59-32-82) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-26-40) ; Pathé Wagram, 19 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ECLAIR DE LUNE (A. v.a.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-59-32-82).

EDDIE MURPHY SHOW (A. v.a.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-26-40).

EL DORADO (Esp. v.a.) : Latina, 5 (42-78-47-86).

EMMANUELLE 6 (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-56) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Maxéville, 9 (47-70-52-76) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

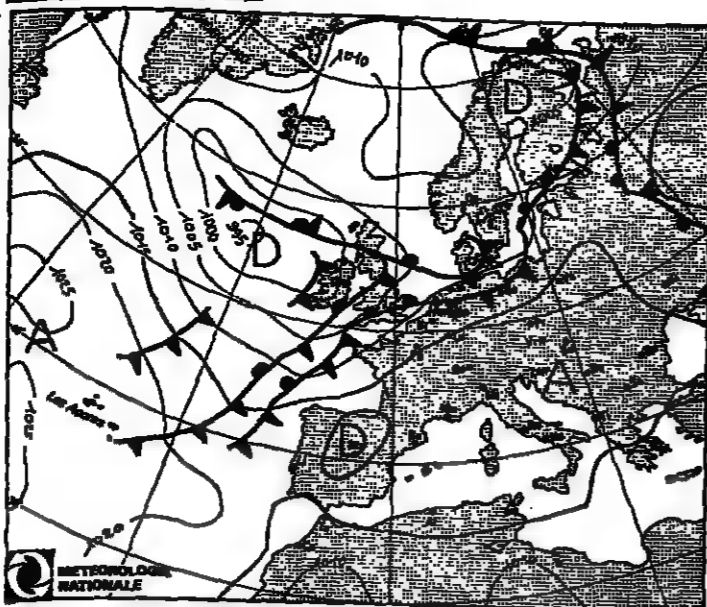
EMPIRE DU SOLEIL (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (Italo-que, v.a.) : Acropole (ex Studio Cajas), 5 (46-33-86-86).

LES ARISTOCRATES (A. v.f.) : Forum Horizon, 1 (42-97-53-74) ; Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 6 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistrall, 14 (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maillot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-9

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 23 JUILLET 1988 A 0 HEURE TU

Evolution probable de la situation en France entre le samedi 23 juillet à 0 heure et le dimanche 24 juillet à 24 heures.

La dépression situées au large de l'Irlande va se déplacer dans les prochaines 24 heures vers le nord de l'Espagne. Cela permettra à la perturbation qui lui est associée de traverser le pays.

Des nuages voilés à la limite du brouillard sont attendus sur les Pyrénées occidentales au Languedoc, au Centre, au Bassin parisien et au Nord. Elles seront généralement fortes. Plus à l'Est, les nuages seront plus épais, et parfois accompagnés d'orages. Le vent d'ouest deviendra modéré sur les côtes.

De l'ouest de l'Aquitaine aux Charentes, à la Touraine, à la Bretagne et à la Normandie, il y aura des pluies abondantes. Des averses tomberont en Bretagne.

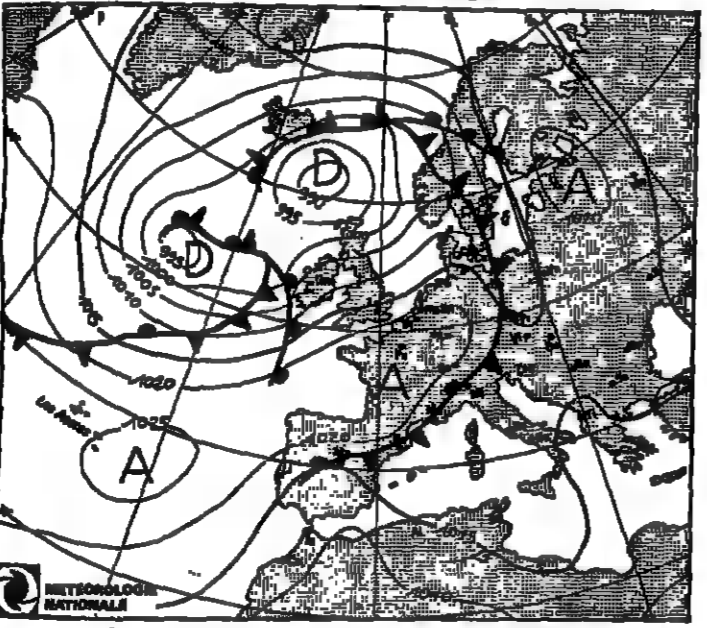
Les températures maximales varieront de 14 à 18 degrés en général, mais il fera entre 20 et 22 degrés près de la Méditerranée.

En cours de journée, la zone pluvieuse restera très active et balaiera les régions de la moitié est. On la retrouvera demain soir du pourtour méditerranéen et de la Corse au Massif central, aux Alpes, à la Bourgogne, à la Franche-Comté, à l'Alsace et à la Lorraine. Des orages parfois violents, avec de fortes rafales de vent, éclateront sur toutes ces régions. Mistral et tramontane se feront sentir.

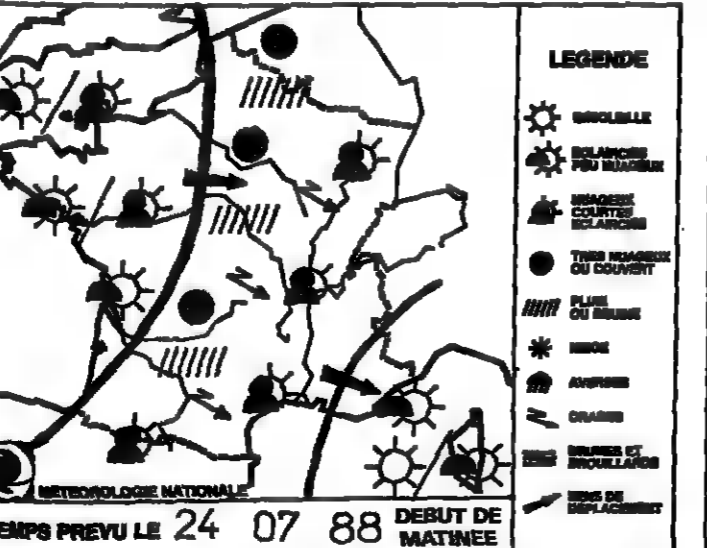
Après le passage de ces pluies, les éclaircies revivront des Pyrénées centrales à l'Auvergne, à la Champagne-Ardenne et du Pays basque aux Charentes et au Centre.

En revanche, sur les régions de Nord-Ouest, c'est-à-dire sur les pays de Loire, la Bretagne, la Normandie, l'Île-de-France, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais, les averses seront assez fréquentes et parfois accompagnées d'orages. Le vent d'ouest deviendra modéré sur les côtes.

Le jour sera chaud. Il fera de 20 à 22 degrés près de la Manche. Mais sur le reste du pays, le thermomètre variera de 25 à 26 degrés du nord au sud.



PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET A 0 HEURE TU



TEMPS PRÉVU LE 24 07 88 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 22-7-1988 à 6 heures TU et le 23-7-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LYONS	PARIS	BOULOGNE	STRASBOURG	LIÈGE	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	NEW-YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MIAMI	NEW YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BRASILIA	BOGOTA	LAHORE	DELHI	MUMBAI	CHENNAI	COCHIN	MANILLE	YOKOHAMA	TOKYO	OSAKA	KYOTO	SEOUL	BEIJING	TAIPEI	HONGKONG	SINGAPOUR	JAKARTA	MANILA	BAKOU	TEHRAN	CAIRO	ALGER	TUNIS	NAPLES	ROME	ATHENES	ISTANBUL	ATLANTA	MI
--------	-------	-------	-------	----------	------------	-------	-----------	-----------	------	-----------	----------	--------	--------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	-------	----------	-------------	----------	-----------	----------------	----------	--------	--------	-------	--------	---------	--------	---------	----------	-------	-------	-------	-------	---------	--------	----------	-----------	---------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	--------	------	---------	----------	---------	----

Economie

L'abaissement du taux de base des banques

Une mesure pour les PME

En ramenant à 9,25 %, le 22 juillet, leur taux de base, déjà abaissé de 10,10 % à 9,60 %, le 14 mai 1988, les banques ont cédé aux demandes incessantes de leur ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy, qui voulait absolument faire bénéficier les petites et moyennes entreprises de la baisse des taux d'intérêt à court terme. Entre le 28 mai et le 3 juillet, toujours à la demande insistante du ministre, la Banque de France avait diminué de 1/2 point son taux d'intervention revenu de 7 1/4 % à 6 3/4 % au plus bas depuis juillet 1979.

Malgré les établissements bancaires s'étaient refusés, jusqu'à présent, à répercuter cette diminution sur leur taux de base, ils mettaient en avant le fait qu'une telle mesure ne touche qu'une partie seulement de leurs ressources, celles qu'ils empruntent sur le marché interbancaire. Le coût d'une autre part appréciable de ces mêmes ressources, les comptes sur livret, devant

rester inchangés, puisqu'il est allé de la rémunération des livrets de caisse d'épargne, ramenée de 8 % à 4,50 % en mai 1988. Les banques, enfin, voulaient être sûres que les taux de l'argent à court terme allaient vraiment baisser, ce qu'ils n'ont fait que la semaine dernière, à moins de 7 %.

En attendant, l'abaissement des taux d'intervention de la Banque de France ne profitait qu'aux grandes entreprises, qui obtiennent des crédits bancaires à des taux voisins du marché (autour de 7 %), ou peuvent émettre des billets de trésorerie à ce même taux de 7 %. En revanche, les PME paient le prix fort pour leurs crédits en ajoutant au taux de base bancaire une série de commissions (TBB) une série de commissions (mouvement, plus fort découvert), plus une majoration variable en fonction de leur situation financière, le tout pouvant atteindre 12 % à 15 %. Certes, sous la pression de la concu-

rance, les PME les plus performantes obtiennent, malheureusement, des conditions bien meilleures, mais les banques se montrent réticentes, car, outre les risques que comportent les prêts aux PME, ces dernières, ainsi que les particuliers, constituent maintenant la principale clientèle des établissements, les grandes entreprises ayant repris leur liberté.

L'abaissement du taux de base bancaire (TBB) va donc alléger les charges des PME et aussi celles des particuliers, pour leurs prêts personnels, le plus souvent indexés sur le TBB. Relevons, toutefois, que cet abaissement de 0,35 % ne correspond qu'en partie à la diminution de 0,50 % du taux directeur de la Banque de France et que, en contrepartie, M. Bérégovoy envisage de supprimer une fraction de la taxe sur les encours de crédit, créée en 1979 et qui rapporte 1,4 milliard de francs.

FRANÇOIS RENARD.

TRANSPORTS

Nommé par M. Michel Delebarre

M. Jean Peyrelevede est chargé d'une mission de conciliation à Air Inter

Comme il en avait annoncé l'intention au début de la semaine, M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, a confié à une personnalité le soin d'essayer de trouver une solution dans l'intermittent conflit qui oppose la direction d'Air Inter aux syndicats de pilotes et de mécaniciens.

Il s'agit de M. Jean Peyrelevede, désigné officiellement le 22 juillet. Actuellement président de la banque Stern, M. Peyrelevede est aussi ingénieur en chef de l'aviation civile, et il a travaillé aux côtés de M. Delebarre au cabinet de M. Pierre Mauroy lorsque celui-ci était premier ministre.

M. Peyrelevede est chargé de mener rapidement à l'intention du ministre une mission d'information (...) et d'examiner des solutions

réalistes et constructives ». Le ministre des transports ajoute dans un communiqué : « Dans cette affaire, toutes les parties prenantes doivent être écoutées et comprises (...). Mais chacun doit comprendre que cette mission est une dernière occasion d'y parvenir de manière positive pour tous. »

« Le rétablissement normal du service public ira sans aucun doute dans ce sens », assure le ministre, qui rappelle que, « depuis trop longtemps, les grèves qui perturbent le fonctionnement d'Air Inter ont occasionné des difficultés dans les conséquences concernent directement les usagers, le développement des régions, l'aménagement du territoire et le fonctionnement du service public d'une partie du transport aérien ».

M. Peyrelevede reprend donc la mission de médiation que l'ancien ministre des transports, M. Jacques Douffiaques, avait confiée à M. Claude Aharhah, président de la Compagnie générale maritime (CGM), et qui s'était soldée par un échec. On sait que mécaniciens et pilotes d'Air Inter réclament le pilotage à trois de l'Airbus A-320, ce que refusent à la fois la direction et les pouvoirs publics. Une nouvelle

grève matinale (de 0 heure à 8 heures) est d'ailleurs prévue pour la semaine du 24 au 29 juillet.

Ce conflit envahit de plus en plus les relations entre pilotes d'Air Inter et pilotes d'Air France au sein même du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Le bureau d'Air Inter du SNPL stigmatise les « fanatismes de l'équipage à deux » à Air France. Le 22 juillet, l'intersyndicale des pilotes et mécaniciens d'Air Inter est même allée très loin, dans un communiqué, en déclarant : « Air Inter, où l'on fait annuellement deux fois et demi plus de décollages et d'atterrissages qu'à Air France, l'équipage à trois n'a jamais tué personne. L'équipage réduit à deux pilotes est soit dangereux, soit plus cher, au choix. Depuis Habsheim [l'accident de Mulhouse fin juin], ses partisans sur A-320 ont participé collectivement à une agression, au moins par imprudence. »

Enfin, les réunions prévues entre le cabinet du ministre des transports et de la mer et les syndicats de contrôleurs du trafic aérien ont commencé le 22 juillet et se poursuivront durant tout l'été.

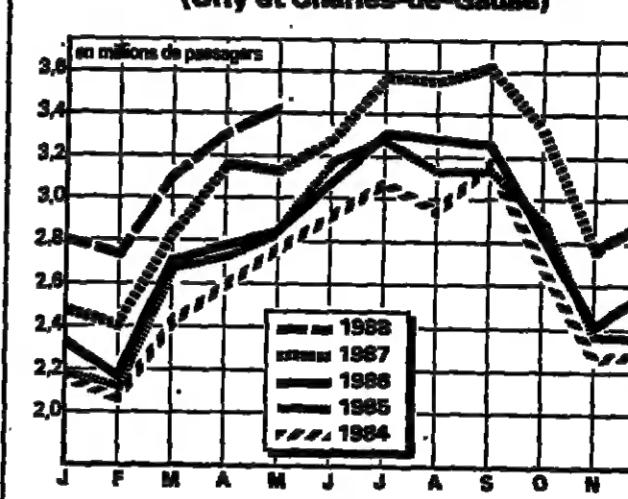
De Matignon à Stern via Suez

Né en 1939, ancien élève de l'École polytechnique, Jean Peyrelevede quitta l'aviation civile en 1973 pour entrer au Crédit lyonnais et y devenir directeur du département du commerce extérieur. Socialiste, comme M. Jean Douffiaques, président de cette banque de février 1982 à juillet 1986, il fut directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre, avant d'être désigné, en mars 1983, comme PDG de la Compagnie financière de Suez, en remplacement de M. Georges Plescoff, touché par la limite d'âge. D'un caractère réservé, peu soucieux de son apparence, sous sa veste, un étroit chandail, méfiant, ardeur de ne pas se faire et tétra-guider par quiconque, il eût appliqué à reconstruire les structures de l'empire Suez, mis à mal par la rationalisation qui l'avait privé de ses banques.

Trois ans après pour l'ensemble des cadres du groupe, M. Peyrelevede a été l'un des meilleurs présidents de Suez depuis vingt ans. Evincé en juillet 1986 au profit de M. de La Grèze, il ne réclame aucune compensation, restant son point d'honneur à se débrouiller tout seul, et prenant la place de Claude-François Broccollette à la présidence de la petite banque Stern, où il s'est pu à monter des « coups » financiers depuis deux ans.

F. R.

TRAFIC DES AÉROPORTS PARISIENS (Orly et Charles-de-Gaulle)



Ce graphique montre l'augmentation régulière et importante du trafic aérien de passagers au départ et à l'arrivée des aéroports parisiens. Une progression à la fois d'année en année et à l'intérieur des douze mois, qui culmine dans la période d'été.

Avec l'autorisation de la Commission de Bruxelles

Paris freine l'importation des téléviseurs japonais

(Suite de la première page.) En contrepartie, la part des producteurs français fondait de 59 % à 44 %, avec une concurrence commerciale qui a entraîné une chute de 20 % des prix. La pression des étrangers s'est accentuée sur les premiers mois de 1988 avec 269 000 postes importés. Le quota annuel de 82 000 postes venus directement du Japon, appliqué depuis 1982 par la France, est quant à lui consacré aux trois quarts à la France à donc pu arguer de la situation, et des menaces qu'elle fait peser sur les emplois de ce secteur — en 1987, les effectifs se sont réduits de 5 % — pour demander une mesure de protection, en dépitant le « détournement de trafic » opéré par les Japonais.

Ceux-ci, mais aussi d'autres producteurs asiatiques, comme les Sud-

Coréens, font entrer des produits dans des pays de la CEE, puis profitent de la mesure de protection commerciale pour introduire dans des Etats membres qui imposent certains contingents à leurs produits. La France fait partie de ces derniers. On se souvient de la célèbre « bataille de Poitiers » sur les magnétoscopes en 1962. La France avait, à l'époque, pour limiter les ventes dans l'Hexagone, obligé les importateurs à effectuer leurs formalités de douane dans cette ville, ralentissant du coup considérablement les délais de livraison. La Commission avait condamné l'attitude française.

Dans le secteur automobile, la France pratique également le système des quotas en limitant les ventes de voitures japonaises à 3 % du marché. Elle n'est d'ailleurs pas la seule à se protéger en ce domaine puisque l'Italie et la Grande-Bretagne ont aussi érigé des contingents.

En outre, les autorités françaises étudient la possibilité d'inclure dans le quota de 3 % les ventes de voitures que Nissan veut réaliser dans

l'Hexagone en exportant ses modèles fabriqués en Grande-Bretagne. Les groupes automobiles japonais désaccoutent en effet l'immense marché européen dans ces véhicules (au moins 60 %).

Même si elle n'est qu'une simple mesure commerciale de sauvegarde, destinée à protéger partiellement les fabricants européens de téléviseurs qui doivent mobiliser toutes leurs ressources financières pour préparer les produits de demain et conforter leurs positions mondiales face à la pression asiatique, la décision prise par Bruxelles en faveur de la France est significative. S'inscrivant dans la perspective du grand marché européen de 1993, elle préfigure une politique commerciale commune à l'égard des pays tiers qui souhaitent utiliser la pression des frontières des communautés à leur profit. Les Japonais sont passés maîtres en la matière et multiplient ainsi leurs implantations dans la CEE, comme ils l'ont fait aux Etats-Unis, pour consolider leurs positions européennes.

CLAIRE BLANDIN.

REPÈRES

Conjoncture En RFA, hausse des bénéfices des entreprises...

Les bénéfices nets des entreprises ouest-allemandes ont progressé de 60 % en quatre ans (1983-1988), indique le dernier rapport mensuel de la Bundesbank. Le ratio bénéfice net sur le chiffre d'affaires qui indique leur rentabilité, est ainsi passé de 4,1 % à 4,9 %. Alors que, durant ces quatre années, les prix des matières importées diminuent, les dépenses d'exploitation n'augmentent que de 9,3 %. La consolidation des fonds propres a été sensible. Calculés en pourcentage de la somme au bilan, les capitaux propres des sociétés ouest-allemandes ont atteint 19,1 % en 1986 contre 18,4 % en 1983.

... et des rentrées fiscales

Une conjoncture favorable a permis aux pouvoirs publics de bénéficier d'une hausse de 4,9 % des rentrées fiscales durant le premier semestre par rapport à la période correspondante de 1987, annonce le ministère des finances de la RFA. Les recettes tirées de la taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés ont progressé de 4,8 %, pour représenter 61,7 milliards de marks (208 milliards de francs), et les allègements fiscaux du début de l'année n'ont pas empêché les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu d'augmenter de 3,3 %, pour représenter 75,5 milliards.

Prix

Hausse de 0,3 % aux Etats-Unis en juin

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en juin aux Etats-Unis, contre 0,4 % en avril et en mai, ce qui porte le rythme annuel de l'inflation à 4,4 % pour les six premiers mois de l'année, comme en 1987. Cette modération de la hausse est due à une baisse des coûts de l'énergie, notamment du pétrole (-0,9 %), qui a compensé une flambée des prix des produits alimentaires (+0,7 %). Cette flambée ne s'explique que partiellement par la sécheresse dont souffre le Middle West, si l'on met à part l'augmentation spectaculaire du poulet (+5,4 %) et des œufs (+4,8 %), en relation directe avec l'absence de pluie. Hors énergie et alimentation, les prix de détail américains ont augmenté de 0,4 % en juin.

Acier

Progression en 1988 de la consommation

La consommation d'acier dans les 24 pays de l'OCDE devrait augmenter de 3,5 % en 1988, mais la production ne devrait croître que de 2,5 % environ, en raison de la baisse continue des échanges d'acier avec le reste du monde. Ces prévisions figurent dans la dernière enquête annuelle de l'OCDE confirmant que la demande progressera pour la deuxième année consécutive (+5 % en 1987), en raison d'une augmentation de l'utilisation de l'acier mais aussi de la formation de nouveaux stocks, qui constitue un risque pour l'évolution future du marché.

SOCIAL

Selon une étude du CERC

Les jeunes sont doublement pénalisés par le chômage et le niveau de salaire

L'augmentation du chômage des jeunes n'a pas seulement pour effet de limiter gravement les possibilités d'emploi pour les moins de vingt-cinq ans. Elle a également pesé sur l'évolution des salaires, orientés à la baisse.

Publié par le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), le 4 juin 1988), une étude démontre que les jeunes doivent attendre plus longtemps avant de trouver un emploi mais, lorsqu'ils en ont un, sont, en comparaison de leurs aînés, moins bien rémunérés que par le passé. En moyenne, les jeunes de dix-huit à vingt ans gagnent 19 % de plus que le SMIC en 1973. Ils en étaient à 3 % de mieux en 1983. Les jeunes âgés de vingt et un à vingt-cinq ans gagnent en moyenne 58 % de plus que le SMIC en 1973, et 35 % seulement en 1985. A temps complet, et toutes qualifications confondues, les jeunes de dix-huit à vingt ans avaient un salaire moyen égal à 70 % de celui des ouvriers en 1973, à 66 % en 1985. Les jeunes de vingt et un à vingt-cinq ans gagnaient en moyenne 93 % du salaire ouvrier en 1973, 88 % en 1985.

Plusieurs phénomènes expliquent cette baisse relative qui a encore dû s'accroître depuis, mais le CERC la met d'abord en relation avec le développement, au cours de la dernière période, des mesures d'inertie sociale et professionnelle qui constituent des situations de « quasi-emploi » (TUC, SIVP, contrats de la formation en alternance et apprentissage).

Or ces formules au statut particulier fonctionnent avec des rémunérations la plupart du temps inférieures au SMIC et rassemblent 650 000 jeunes.

Sur 100 jeunes de seize à vingt-quatre ans, 48 sont scolarisés, 7 autres sont inactifs ou au service militaire et 45 sont donc considérés comme actifs. Sur 100 actifs, 25 sont chômeurs, 44 ont un contrat

de travail à durée indéterminée, 4 sont non-salarisés et 8 ont un emploi précaire (interim, saisonnier, contrats à durée déterminée, vacataires, etc.). Restent 19 % des jeunes actifs qui occupent ces fameux « quasi-emplois » en plein essor, dont l'objectif devrait être une fonction de formation et d'initiation à la vie professionnelle.

En fait, ces dispositifs se sont progressivement éloignés de leur raison d'être, en partie à cause de l'importance qu'ils ont pris. Près de 300 000 contrats d'adaptation ont été signés entre l'été 1986 et l'été 1987, 330 000 stages SIVP ont été organisés en 1987 et 360 000 jeunes ont été recrutés en TUC. Les SIVP notamment n'ont pas été utilisés pour recruter les moins qualifiés, et le CERC observe qu'« une proportion non négligeable a le niveau bac ».

Les « quasi-emplois » se concentrent dans les commerces de détail, les industries agricoles et alimentaires, les hôtels-café-restaurants, le commerce et la réparation automobile, c'est-à-dire dans les secteurs qui consacrent le moins de temps et d'argent à la formation continue de leurs salariés et où la part des emplois précaires est la plus élevée. « Aussi, souligne le CERC, le risque que ces stages se réduisent à l'utilisation à bon compte des jeunes pour des travaux saisonniers ou des postes d'activité n'est-il pas absent. En réalité, « les formes les plus récentes de quasi-emploi ne s'adressent pas, dans les faits, spécialement aux jeunes sans qualification et ne constituent pas non plus des filières d'insertion dans la vie professionnelle ». TUC, SIVP et autres seraient plutôt des remèdes à l'inactivité et au chômage. L'autre conséquence est la baisse du niveau de salaire entraînée par le recours à une main-d'œuvre à bas marché. Il y a parfois lieu des intentions d'une politique à ses conséquences concrètes.

A. L.

EN BREF

● Important contrat pour Degrémont au Nigeria. — La société Degrémont filiale du groupe Lyonnais des eaux vient de remporter le contrat de la construction d'une usine d'eau potable à Lagos (6 millions d'habitants), la capitale du Nigeria. La station d'Adyan produira 320 000 mètres cubes d'eau par jour. Les travaux dureront trente mois. Le montant total du contrat s'élève à 700 millions de francs et le génie civil sera assuré par Bouygues.

● Estern Airlines va supprimer 4 000 emplois. — Eastern Airlines, la grande compagnie aérienne américaine filiale de Texas Air, en graves difficultés financières, a dévoilé le 22 juillet un plan de restructuration prévoyant la suppression de 4 000 emplois, soit environ 12 % de ses effectifs. Le président du groupe aérien, M. Phil Baker, a expliqué que « cette décision traduirait la poursuite des efforts entrepris par Eastern depuis un an pour réduire l'ampleur de ses pertes ». Ces mesures prévoient l'abandon de vols en direction de 14 villes situées pour la plupart dans l'ouest des Etats-Unis. Eastern, dont le siège social est à Miami (Floride), a déjà licencié 3 500 personnes en novembre dernier. (AFP)

● Remplacement du PDG d'Honeywell-Bull. — M. Roland D. Pampel (cinquante-trois ans) a été nommé directeur général (président et chef exécutif officer) de Honeywell-Bull Inc., en remplacement de M. Jérôme J. Meyer. M. Pampel, qui prendra ses fonctions le 25 juillet, était auparavant directeur général de Apollo Computer Inc.

gurée ?



Des dégâts considérables...

PROVENUS...

IVAL

Texte partiellement visible sous le titre IVAL.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

« A U début du mois de juillet, tout le monde était d'humeur massade. Or nous avons enregistré durant les six mois écoulés l'une des plus fortes hausses de la Bourse. Dans les premiers jours de juillet, les mêmes personnes débordaient d'optimisme. Voyez ce qui est arrivé... Cette réflexion décalquée d'un gérant de portefeuille reflète la perplexité et l'abattement qui a gagné de nombreux intervenants au fil des séances. De fait, la semaine écoulée n'est pas de celles à fournir des indications évidentes sur l'évolution future du marché. Certes, elle s'est caractérisée par un ralentissement très net du record des valeurs (-1,12% contre -4% déjà la semaine précédente), mais aussi par le retour dès mardi 19 juillet de l'indice CAC en dessous de son niveau de 19 octobre. Au soir du krach, nous avons plongé de 9,7%, ce baromètre affichait 349,9, les rendit plus dubitatifs. La semaine a aussi été marquée, jeudi 21, par la fin du mois boursier de juillet. La liquidation a été équilibrée et même, de justesse, légèrement positive (+0,53%). Sur les sept premiers mois de l'année, cinq ont donc enregistré des progrès sensibles (le record a été atteint en février avec 18,43% de hausse) et deux se sont soldés par des pertes : janvier (-9,41%) et mars (-3,61%). Ainsi, à la fin de juillet, les valeurs ont gagné en moyenne plus de 30% depuis le début de l'année. La performance demeure très appréciable, et certains jugent le ralentissement observé comme nécessaire et salutaire, surtout s'il a pu être maîtrisé, comme ce fut le cas cette semaine. Lundi 18 juillet, la séance avait un goût de lendemain de fête amer pour les boursiers. Alors que la publication du déficit commercial américain de mai n'avait provoqué aucune réaction le vendredi précédent, les sentiments étaient tout autres. L'indice perdait alors 1,63% en raison de la fulgurante ascension du dollar, des rumeurs de tensions inflationnistes un peu partout dans le monde et, donc, des craintes d'une remontée des taux d'intérêt. La Banque d'Angleterre donnait le ton en relevant les siens en début d'après-midi. L'appréhension augmentait le lendemain au vu de la recrudescence de Wall Street et du plongeon de la Bourse de Tokyo. L'indice, après avoir baissé de plus de 2% en séance, finissait l'écart à 1,25%. Mercredi 20 juillet, chan-

Circonspection

gement de ton. La frayeur causée par la chute de la place nipponne la veille s'estompa, et les intervenants étaient rassurés par les banques centrales, qui contenaient la hausse de la monnaie américaine. Les investisseurs reprirent confiance, et l'indice gagnait 0,85%. La consolidation se poursuivait jeudi, la journée se terminant sur une avance de 0,56%. La dernière séance de la semaine, qui était également la première du terme d'août, révélait encore une fois, s'il en faut, la circonspection des intervenants. Habituellement, au début d'un nouveau terme, ils procèdent à une série d'investissements. Il n'en fut apparemment rien, et même l'annonce d'une baisse des taux de base bancaires n'a pas provoqué d'effets. Pas même un petit coup de pouce à la hausse. « Sans doute parce que la décision apparaît comme politique », entendait-on alors. Ce fut une séance pour rien avec un score quasi nul (+0,01%).

700 millions de provisions

Les opérateurs ont accueilli avec intérêt le nouveau taux de report. En cette fin de mois de juillet, il a fortement progressé, passant de 6 3/4 à 8%. Il traduit un net renforcement du montant des achats à découvert. Selon certains, il aurait même progressé d'environ 20%. Les montants exacts seront connus aux premiers jours d'août, lors de la publication de la position de place.

Des événements de la semaine, on retiendra surtout les importantes transactions autour d'Enrotonnel, particulièrement recherchées par des étrangers, notamment américains. Sur le front des OPA, Enrotonnel confirmait son retrait dans sa tentative de prise de contrôle d'Holplause, laissant les mains libres à son concurrent également britannique, Thorn Emi. La Société des Bourses françaises publiait les résultats provisoires du rachat de Télécom par Schneider. Plus d'un million de titres ont été présentés à l'offre. Mais, en raison de la complexité des travaux « de vérification et de régularisation des dossiers, le règlement des sommes dues aux actionnaires vendeurs ne devrait intervenir que dans le courant de la première quinzaine d'octobre 1988 ».

Semaine du 18 au 22 juillet

La période a été propice à l'annonce de prises de participations. M. Gilbert Salomon, président de la Socopa, a indiqué qu'il avait acquis 42% supplémentaires du capital d'Optorg à la suite d'une cession de Suez, de l'UAP et de l'UEL. L'opération a pour objectif de renforcer le dispositif de cette société de négoce en Afrique et en France en constituant un troisième pôle tourné vers l'agro-alimentaire. Dans le cadre de leurs accords signés en mai dernier et qui se sont traduits par un renforcement de leurs participations dans la société de services informatiques Sémeca, Cap Géométrique et le néerlandais Volmac ont décidé de procéder à des échanges de participations. Comme prévu, Volmac détient à présent 5% du numéro un européen du service informatique. La société financière Dussénil Leblé a franchi le seuil des 5% dans le capital des Galeries Lafayette dont elle possède 6,63% des parts. Cette part serait temporairement, une partie des titres négociés étant destinés à être cédés. Les Montiselles du Miss ont entré à hauteur de 19,2% chez le leader de matériel informatique CompuTel, et le Crédit mutuel-Artois-Picardie détient 6,5% du courtier Finacom.

Enfin, les dirigeants des sociétés de Bourse ont, après mardi 19, le montant exact des pertes du fonds de garantie de l'ex-Chambre syndicale sur le MATIF. Il s'élève à 613,7 millions et non à 500 millions comme l'avait annoncé M. Xavier Dupont lors de sa révélation. Par ailleurs, ils ont eu la douloureuse surprise d'apprendre que leur instance professionnelle, la Société des Bourses françaises, constituait 700 millions de francs de nouvelles provisions pour les autres sinistrés. Sans qu'il leur en soit dit davantage, il leur a simplement été indiqué que cela concernait dix ex-chargés. L'augmentation de capital et la reconstitution du fonds de garantie dépasseront le milliard annoncé à la fin du mois de juin et avoisineront les 1,3 milliard.

Beaucoup de dirigeants de sociétés de Bourse rechignent devant la forte contribution demandée (10 à 20 millions de francs par charge), qui risque de perturber leur développement. A côté de cette gêne financière, c'est une fois encore l'image de la place parisienne qui subit un préjudice à l'étranger. « Pourquoi ne pas avoir tout révélé d'un bloc ? », s'interrogent les investisseurs, et « pourquoi combler de temps en temps sa coupe de la coupe des pertes ? ». Rien de tel pour alimenter les rumeurs multiples et pour discréditer tout un marché.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Net recul

Inquiète de la hausse des taux d'intérêt malgré la chute du dollar et d'une inflation ne donnant aucun signe de reprise, Wall Street a brutalement viré à la baisse dans un marché calme. L'indice Dow Jones se retrouvait vendredi à son niveau le plus bas depuis le 6 juin après être tombé sous la barre des 2 100 points. Il terminait la semaine en retrait de 68,45 points (-3,2%) par rapport au cours du 15 juillet. Malgré la publication d'indicateurs économiques pour le moins encourageants (ceux des prix de gros et de détail), les milieux financiers s'interrogent sur la réaction mitigée du New-York Stock Exchange à ces bonnes nouvelles. Selon certains analystes, les intervenants présents ont réagi en retrait devant la hausse générale des taux dans le monde.

Indice Dow Jones du 22 juillet : 2 060,99 (contre 2 129,44).

Table with columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Lists various stocks like Alcoa, ATT, Boeing, etc.

LONDRES

Médiocre

La Bourse londonienne a connu une évolution médiocre durant la semaine, essentiellement en raison des préoccupations croissantes du marché devant l'accoutumance des producteurs inflationnistes en Grande-Bretagne et de la crainte d'un nouveau resserrement de la politique monétaire. La hausse largement anticipée des taux lundi a déprimé la place. De nombreux opérateurs estimaient que ce relèvement ne serait pas l'effacement d'un bilan des monnaies durant les autres séances qui venait également la publication d'indices économiques préoccupants, notamment celui des prêts bancaires de juin. Sur le front des OPA, British Commonwealth lançait une offre d'achat sur la firme informaticienne Atlantic Computers. Opération amicale, à l'inverse de celle de l'australien Goodman Fielder sur le groupe agro-alimentaire Rank Hovis.

Indice FT 100 : 1 844,8 (contre 1 861,5) ; FT 30 : 1 479,9 (contre 1 497,5) ; Fonds d'Etat : 87,83 (contre 87,52) et mises d'or : 214,7 (contre 223,7).

Table with columns: Cours, Hausse %, Cours, Baisse %. Lists various stocks like Boscman, Bover, etc.

FRANCFORT

Baisse

La remontée des taux d'intérêt et la hausse du dollar ont paralysé de nouveau le marché des valeurs, où les investisseurs ont préféré s'abstenir. Dans tous les secteurs, les baisses ont dominé. Indice de la Commerzbank du 22 juillet : 1 454,8 (contre 1 494,8).

Table with columns: Cours, Hausse %, Cours, Baisse %. Lists various stocks like AEG, BASF, Bayer, etc.

TOKYO

Hésitant

La Bourse de Tokyo a enregistré une baisse de 2,2% durant la semaine dans un marché calme. Le volume des transactions a été en effet modéré avec 1,04 milliard de titres échangés en moyenne quotidiennement, contre 1,85 milliard précédemment. Samedi, la place nipponne enregistrait une légère remontée.

Table with columns: Cours, Hausse %, Cours, Baisse %. Lists various stocks like Aki, Bridgeston, Canon, etc.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with columns: 18 juillet, 19 juillet, 20 juillet, 21 juillet, 22 juillet. Rows for RM, Comptant, R. et obl., Actions, Total.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

Table with columns: Français, Étrangères. Rows for Ind. gén., Ind. CAC 40.

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1987)

Table with columns: Tendances, Ind. gén., Ind. CAC 40.

MATIF

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 22 juillet 1988

Table with columns: Cours, Échéances (Sept. 88, Déc. 88, Mars 89, Juin 89). Rows for Premier, + base, + base, Dérivé, Compenation.

BONS DU TRÉSOR

Table with columns: Bénéfice, Plus, Plus, Compenation, Variation (jour/jour) en pts. Rows for Sept 88, Déc. 88, Mars 89, Juin 89.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %. Lists various stocks like Enrotonnel, Ceino, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Or fin (livre en barre), Or fin (livre en lingot), etc. Lists various gold prices.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Table with columns: Nombre de titres, Val. en cap. (F). Lists various stocks like Enrotonnel, Michelin B, etc.

● Suez cède sa participation dans Delmas-Vieljeux. - La Compagnie financière de Suez a annoncé, le 22 juillet, qu'elle avait cédé la participation de 10% qu'elle détenait dans le capital de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux, holding de la société maritime Delmas-Vieljeux. Ces titres ont été cédés à des intérêts proches du groupe familial Delmas-Vieljeux. Dans un communiqué, Suez précise que cette décision a été prise « à la suite de l'annonce des modifications à intervenir dans le capital » de Delmas-Vieljeux. Le 7 juillet, en effet, le groupe maritime et la Compagnie du Midi avaient annoncé la conclusion d'une alliance, par laquelle le Midi portait sa participation dans Delmas-Vieljeux à 33,4%.

● Renault prêt à fournir un pot catalytique pour les petites voitures. - La Régie Renault serait prête à fournir un pot catalytique adapté aux petites voitures pour un prix unitaire de 2 500 F si les normes antipollution envisagées fin juin à Luxembourg devaient entrer en vigueur fin 1992.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

New Issue July 20, 1988



Saint-Gobain Nederland B.V. Sas van Gent, The Netherlands

DM 200,000,000 5 3/4% Bonds of 1988/1993

unconditionally and irrevocably guaranteed by Compagnie de Saint-Gobain Courbevoie, France

Offering Price: 101 1/4% Interest: 5 3/4% p.a., payable annually in arrears on July 20

Table listing banks: Deutsche Bank, CSFB-Effektenbank, Banque Bruxelles Lambert S.A., Banque Indosuez, Bayerische Vereinsbank, BNP S.A. & Co. (Deutschland) oHG, Commerzbank, Creditanstalt-Bankverein, Dresdner Bank, Société Générale - Elsassische Bank & Co.

Cet avis paraît à titre d'information seulement.

SOUS L'INFLUENCE

Le marché international des matières premières... sous l'influence de la hausse des taux d'intérêt et de la chute du dollar...

La recherche de... les investisseurs cherchent à se protéger contre l'inflation et la hausse des taux...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Le marché des matières premières... la hausse des prix des matières premières...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Le marché des matières premières... la hausse des prix des matières premières...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Le marché des matières premières... la hausse des prix des matières premières...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Le marché des matières premières... la hausse des prix des matières premières...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Le marché des matières premières... la hausse des prix des matières premières...

Les obligations à trois ans... les investisseurs se tournent vers les obligations à court terme...

Crédits, changes, grands marchés

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le marché américain a été dominé par les opérations de refinancement de la dette fédérale. Les rendements des obligations ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année. Le dollar a gagné face au franc et au mark.

LONDRES

Le marché britannique a été dominé par les opérations de refinancement de la dette publique. Les rendements des obligations ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année. Le livre sterling a gagné face au franc et au mark.

FRANCOFORT

Le marché allemand a été dominé par les opérations de refinancement de la dette fédérale. Les rendements des obligations ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année. Le mark a gagné face au franc et au dollar.

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Sous l'influence des cours de change

Si les rendements des obligations allemandes ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année lundi 18 juillet avant de s'en détacher quelque peu par la suite, c'est bien en fonction de l'influence déterminante des cours de change sur les prix des obligations. La réaction du dollar aux interventions des banques centrales qui s'est produite à partir de mardi a été particulièrement mise à profit par la Banque européenne d'investissement (BEI). Cet organisme se révèle cette année le débiteur le plus important du marché international des capitaux. En fonction des prêts qu'il accorde, il tend à emprunter principalement en devises de la Communauté. Il s'appuie ainsi à solliciter à la fin de l'été ou à l'automne les secteurs de l'écoulo et de la peseta.

Lancé mardi dernier à Francfort, sa dernière émission euro-obligataire d'un montant de 800 millions de deutschemarks a rencontré l'assentiment général des investisseurs. La transaction BEI est en deux tranches. L'une, de 500 millions de deutschemarks à cinq ans, procure un rendement brut de 5,47 % sur la

base d'un coupon de 5,50 %. L'autre, de 300 millions à huit ans, rapporte 6,27 % pour un taux d'intérêt facial de 6,25 %. L'opération est dirigée par la Deutsche Bank.

C'est à New-York qu'a vu le jour la seule véritable grande émission internationale de la semaine en dollars des Etats-Unis. Le débiteur est une société japonaise de choix, Nippon Telegraph Telephone (NTT) dont les obligations sont cotées AAA/Aaa par les agences spécialisées américaines. Son emprunt à dix ans est d'un demi-milliard de dollars et les titres, émis à 99,50 % du nominal, portent intérêt au taux de 9,50 %. Au lancement, leur rendement était de 47 points de base seulement au-dessus des fonds d'Etat correspondants. Les commissions pour les banques se montent au total à 0,65 %. Très bien reçue, l'opération était placée sous la conduite de Goldman Sachs. Le produit de l'emprunt est destiné à être échangé contre des fonds en yen au terme d'une transaction de swap à deux étapes comprenant un passage en dollars à taux flottants.

Et si les affaires d'été ont été déclinées, la réouverture du compartiment des euro-obligations libellées dans la monnaie européenne et tracé leur contour. On sait que l'Italie émet régulièrement sur son marché national des titres connus sous les initiales de CTE (certificati di Tesoro in ECU). Le versement des intérêts que produisent ces certificats est soumis à une retenue à la source de 12,5 %. Lundi mardi, l'émission de juillet est considérable. Elle porte sur 1 milliard d'ECU ; sa rémunération brute est de 8,75 % l'an.

Pour celles des eurobanques spécialisées dans le marché des swaps, de telles transactions sont une manne. Tout indique, en effet, que les autorités de la Péninsule n'arrivent pas à reprendre d'une main ce qu'elles accordent de l'autre. Cela est une conséquence de l'existence de conventions de double imposition passées avec d'autres pays. Suivant un schéma maintenant bien au point (le Monde daté 3-4 juillet), il est possible de tirer parti du sarcoïde d'intérêt que Rome doit verser aux investisseurs. Ce surcoût correspond à la ponction que ses services fiscaux exercent lorsque sera directement prélevé l'impôt anticipé de 12,5 % sur les coupons. Il se mesure aux rendements offerts sur l'euromarché où aucune taxe ne vient grever à la source les revenus des placements de capitaux. En gros, on chiffre à une bonne quarantaine de points de base le bénéfice qu'il est possible de réaliser sur ces opérations d'Etat. C'est une situation très confortable qui génère des positions de swaps. Ces derniers sont utilisés pour relancer l'activité primaire sur l'euromarché.

A la recherche de fonds en yen

Norges Kommunalbank, qui se présente sous la garantie du royaume de Norvège, était également à la recherche de fonds en yen. Cet organisme les a obtenus en passant par le marché allemand. Un placement privé de 190 millions de deutschemarks a été organisé par la Westdeutsche Landesbank Girozentrale. Emises à 100,25 %, les notes portent intérêt à 5,125 % l'an, et la durée de l'opération est de quatre ans et deux mois précisément. Ce point a son importance car il explique le caractère privé de l'opération. La banque centrale allemande exige en effet que tout emprunt international en marks destiné à être offert en souscription publique ait une vie d'au moins cinq ans.

En fait, l'opération avait pour but de refinancer un emprunt de type «remouillé», c'est-à-dire une émission publique lancée en yen à Tokyo pour le compte d'un débiteur étranger. Un swap à deux volets a été à cette fin organisé par Kidder Peabody et Citicorp. La solution retenue est, à l'évidence, beaucoup plus avantageuse que n'aurait été un accès direct au marché du yen. Deux établissements publics français (la BFCF et la SNCF), à la recherche de yens pour refinancer des opérations saisonnières en cours jusqu'au 20 août et au 17 septembre, pourraient toutefois être contraints à faire appel directement à ce marché. Cela pour des raisons qui semblent de nature purement comptable, afin d'éviter de faire état d'une variation de change.

Un des rares compartiments du marché international des capitaux à être libre de toute attache géographique ou politique est celui de l'eurodollar australien. Seul nouvel emprunteur français de la semaine passée sur l'euromarché, la Compagnie bancaire s'y est adressée pour la première fois. Elle a confié son émission au Crédit commercial de France qui a ainsi l'occasion de faire valoir les capacités de swaps développées à Sidney à l'intérieur de son groupe. La Compagnie bancaire se retrouve en fin de compte avec des fonds en dollars des Etats-Unis à taux flottants, à quelque 30 points de base en dessous du Libor. L'emprunt lui-même, tel qu'il est apparu sur le marché, porte sur 50 millions de dollars australiens, et les obligations à trois ans, émises à 101,375 % du nominal, sont munies de coupons annuels de 13,125 %, soit un rendement brut à échéance de 12,35 %. Ces conditions sont sèches, moins cependant que celles d'un emprunt parallèle pour le compte de la banque hollandaise Nederlandse Middenstandsbank (NMB) qui, pour la même durée, offre un rendement inférieur de six points de base. Bien contrôlée par le CCF, l'émission Compagnie bancaire se traitait vendredi matin, comme celle de NMB d'ailleurs, en des décaissements de l'ordre des commissions totales qui se montent à 1,50 %. C'est auprès des investisseurs privés que devraient se placer ces titres, et la date du règlement, le 7 septembre, tient compte du ralen-

tiement des affaires d'été au printemps. En situant à cinq ans la durée de sa nouvelle série de certificats en ECU, le Trésor italien a tout à la fois déclenché la réouverture du compartiment des euro-obligations libellées dans la monnaie européenne et tracé leur contour. On sait que l'Italie émet régulièrement sur son marché national des titres connus sous les initiales de CTE (certificati di Tesoro in ECU). Le versement des intérêts que produisent ces certificats est soumis à une retenue à la source de 12,5 %. Lundi mardi, l'émission de juillet est considérable. Elle porte sur 1 milliard d'ECU ; sa rémunération brute est de 8,75 % l'an.

Dans ces conditions, sont apparues deux nouvelles euro-emissions à cinq ans, assorties de coupon de 8 %. L'une, de 75 millions, dirigée par l'européenne londonienne de l'Union de banques suisses, est pour le compte de Pirelli. Sur la base de son prix d'émission, elle procure un rendement brut à échéance de 7,56 %. L'autre, dont le montant n'est pas encore fixé, mais qui pourrait aller jusqu'à 100 millions, est pour la banque viennoise Genossenschaftliche Zentralbank ; son rendement brut est de 7,53 % ; elle est placée sous la direction de Morgan Stanley International. On estime que les deux emprunteurs ont finalement à leur disposition des fonds en dollars à Libor moins 27 points de base. En l'absence des dentistes belges et de leurs patients qui faisaient le pont à l'occasion de leur fête nationale, l'accueil initial réservé à ces deux émissions a été fort tiède.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVICES ET L'OR

Vif repli du dollar

Trop vite, trop fort, trop tôt ! Tel était le verdict des opérateurs sages à la fin de la semaine dernière, qui expriment leur sentiment sur la hausse brutale du dollar. Ils pariaient sur des ventes bénéficiaires rapides et sur des interventions des banques centrales. Effectivement, ils ont eu les deux, de sorte que à la fin de la période sous revue, les cours étaient revenus à leurs niveaux du 8 juillet, quinze jours auparavant, soit environ 5,16 F et 1.8270 DM, sauf à Tokyo, où le billet vert est retombé plus bas qu'il n'était, soit 130,75 yens contre près de 132 yens.

Entre-temps, c'est-à-dire au début de cette semaine, la devise américaine avait littéralement «flambé», flirtant 6,39 F, 1,89 DM et 135,50 yens, au plus haut depuis dix-huit mois à Paris, onze mois à Francfort et huit mois à Tokyo. Partout, les opérateurs jettent la hausse du dollar, le voyant s'envoler à 1,92 DM. Mardi, néanmoins, les banques centrales, la Bundesbank d'abord, les autres ensuite, y com-

pris la Banque de France, entreprenant de casser le mouvement et y réussissant d'autant mieux que beaucoup de ces opérateurs s'étaient chargés de dollars achetés à découvert, prenant des positions «longues», suivant le jargon des spécialistes, et se trouvaient vulnérables en cas de retournement. C'est ce qui se produisit.

Rien n'est joué pour autant sur les marchés. Certains voient le dollar revenir à 1,80 DM ou même à 1,75 DM pour se retrouver à 2 DM en fin d'année. On rappelle toutefois que, l'an dernier, au début du mois d'août, le billet vert avait piqué un petit galop, remontant jusqu'à 1,89 DM et près de 6,30 F, pour reculer lourdement après. Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Le déficit commercial américain diminue, mais l'inflation courue comme un feu sous la ceinture aux Etats-Unis, et la mauvaise tenue de Wall Street prouvent que la confiance, là-bas, reste fragile.

En Europe, le livre sterling, dopé par la hausse des taux britan-

niques, s'est réorienté vigoureusement à la hausse, passant de 3,1150 DM à près de 3,18 DM et dépassant 10,70 F à Paris. Ce faisant, elle a attiré les capitaux internationaux aux dépens du dollar. Le franc français est resté imperturbable dans ces remous, avec un cours du mark à Paris restant accroché solidement à 3,37 F malgré les baisses de taux décidées. Cela prouve, une fois de plus, que tout, dans ce domaine, est une question de confiance, et, pour l'instant, la France est considérée comme fiable à l'étranger.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	18 J.	19 J.	20 J.	21 J.	22 J.	18 J. (semaine précédente)
New-York	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350	1,7350
Paris	5,1600	5,1600	5,1600	5,1600	5,1600	5,1600
Zurich	2,5810	2,5810	2,5810	2,5810	2,5810	2,5810
Frankfurt	3,1150	3,1150	3,1150	3,1150	3,1150	3,1150
Bonn	66,3430	66,3430	66,3430	66,3430	66,3430	66,3430
Amsterdam	2,5130	2,5130	2,5130	2,5130	2,5130	2,5130
Stockholm	224,24	224,24	224,24	224,24	224,24	224,24
Tokyo	130,75	130,75	130,75	130,75	130,75	130,75

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 juillet, 4,7095 F contre 4,6780 F le vendredi 15 juillet.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Renchérissement général, sauf en France

A la veille du week-end, les banques françaises ont pris une décision attendue, celle de diminuer leur taux de base, ramené de 9,60 % à 9,25 %. Voici ce taux de base, revenu à son taux de juillet 1979, après avoir culminé à 17 % de 15 ans au 30 juin 1981 et régressé régulièrement depuis. Sa dernière diminution datait du 14 mai 1986, date à laquelle le taux de base avait été abaissé de 10,10 % à 9,60 %, le Crédit lyonnais prenant, seul, l'initiative de le ramener à 9,45 % le 18 septembre 1986. Depuis vingt ans, le point le plus bas avait été noté à 6 % au premier trimestre 1972.

Cette diminution n'aura pas constitué une surprise, puisque, entre le 26 mai et le 8 juillet, la Banque de France, à la demande insistante de M. Pierre Bérégovoy, avait abaissé son taux d'intervention d'un quart de point à deux reprises, le ramenant de 7 1/4 % à 6 3/4 %, au plus bas depuis le 15 mai 1979, date à laquelle, effectivement, le taux de base des banques se situe aux environs de 9,25 %. Depuis le 8 juillet, M. Bérégovoy se faisait insistant auprès des établissements bancaires, réclamant un allègement des frais financiers pesant sur les petites et moyennes entreprises. Ces dernières, on le sait, paient leur découvert bancaire sur un taux de base qui varie en fonction de leur situation financière, à un niveau qui, après l'ajout de commissions diverses, peut osciller entre 1 % et 15 %. Les grandes entreprises, au contraire, peuvent obtenir soit des crédits bancaires au taux du marché monétaire (spot), aux environs de 7 % à 7,50 % à l'heure actuelle, soit des MOF, c'est-à-dire des lignes de crédit à options multiples, à des taux assez bas, soit des billets de trésorerie (60 milliards de francs d'accours) toujours au voisinage des taux du marché monétaire.

Aux objections du ministre, les banques répondaient que le loyer de l'argent sur le marché interbancaire, qui étalonne le coût d'une bonne partie de leurs ressources, se maintient au-dessus de 7 %. Cette semaine, ce loyer est enfin revenu au-dessous de 7 % et, surtout, M. Bérégovoy a reçu les représentants de l'Association française des banques, jeudi 21 juillet au fin de matinée. On sait mal ce qu'il se soit dit, mais on peut aisément le deviner et constater que, le lendemain, la baisse était annoncée avec un ensemble troublant.

Donc, les taux d'intérêt diminuent en France, et ils sont bien les seuls dans le monde où ils montent tout ! Le Grand-Bretagne ouvrira le bal dimanche, et le sixième relèvement en six semaines du taux directeur de la Banque d'Angleterre, porté de 10 % à 10,50 % (il était encore à 7,50 % au début de juin

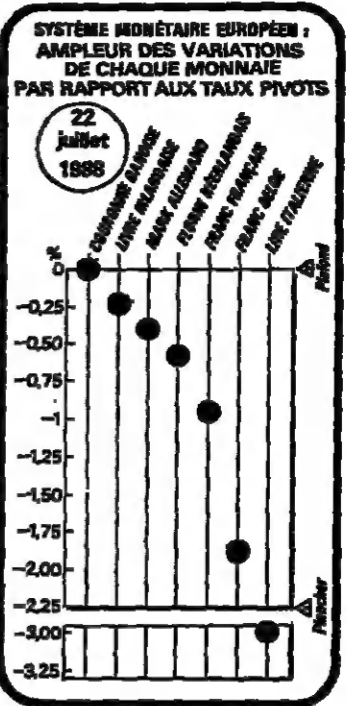
dernier). On ne voit pas pourquoi ce taux directeur cesserait d'être relevé tous les huit ou quinze jours, puisque le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, au nom du libéralisme, entend manier ferme des taux pour lutter contre une surchauffe indésirable en Grande-Bretagne, notamment dans l'immobilier, où les prix flambent : 9 % pour le seul deuxième trimestre. La limite n'est pas encore atteinte, puisque, selon M. Christopher Johnson, de la Lloyd's Bank, « jusqu'à 12 %, le relèvement des taux permet de passer sur l'inflation : au-delà, c'est l'expansion que M. Lawson risque de juguler ».

Il y a donc encore un peu de hausse des taux dans l'air et la City attend bientôt 11 %. Le lendemain, mardi, c'était l'Español qui avait entraîné dans la danse, en relevant son taux de pension pour la troisième fois en un mois le portant de 3,75 % à 4 %, contre 3,25 % à la veille du 21 juin dernier. Ce comportement, on le sait, est dû aux appréhensions de la banque centrale devant la baisse du mark par rapport au dollar, jugée inflationniste puisqu'elle renchérit les produits importés, notamment les matières premières, et aussi devant le gonflement trop rapide de la masse monétaire, qui continue à croître, en rythme annuel, à 7,4 % en mai et à 7,8 % pour le premier semestre 1988, bien au-dessous des objectifs fixés (3 % à 6 %).

« Un cavalier seul »

Ces relèvements de taux, et les interventions massives de la Bundesbank pour faire baisser le dollar ont irrité la Rue de Rivoli, où M. Bérégovoy a accusé la Banque centrale allemande de « faire cavalier seul » et de ne prévenir la France pour ses interventions que « quelques heures ou quelques jours auparavant », au mépris d'une indispensable concertation. Pas du tout, a répliqué d'une manière sèche et inhabituelle, M. Karl Otto Pöhl, président de la Bundesbank, pour qui les interventions ont été « concertées » et « conformes aux accords de concertation internationale conclus au Louvre en février 1987 et reconfirmés tout récemment à Toronto ». A la veille du week-end, M. Bérégovoy semblait vouloir calmer le jeu, en déclarant que « depuis le début de la semaine, la concertation était redevenue effective ».

En fait, ce qui est visé à Paris, c'est la politique allemande de relèvement des taux, en fait de « retour à la normale », suivant les milieux financiers de Francfort, au moment même où la France abaisse les siens. On mesure, à ce sujet, les difficultés



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Bataille dans les champs de maïs

« Bien que les Etats-Unis annoncent une baisse de production de maïs de 26 %, les effets de la sécheresse américaine sur le marché français ne peuvent être comparés à ceux constatés sur le marché du soja, importé en Europe, libre de tout droit estimés, le 21 juillet dans un communiqué, l'AGPM (Association générale des producteurs de maïs). Les 105 millions de tonnes de maïs qui sont encore en stock aux Etats-Unis devraient largement compenser les pertes de récoltes. Le marché va-t-il être confronté, malgré la sécheresse américaine, à un « trop-plein » ? C'était l'avis dominant, ces jours derniers, sur les marchés aux grains, tandis que les cours du maïs reculaient à 312,5 cents par boisseau de 25,4 kilos, abaissés par des pluies pour le moins inattendues dans les zones de récolte. Les services météo des Etats-Unis n'avaient-ils pas annoncé, la semaine dernière, que l'Amérique devait se préparer à trente jours secs (voir notre rubrique des 17-18 juillet) ?

Cette « heureuse surprise » n'est pas faite pour apaiser le conflit qui charbonne depuis plus d'un an entre la CEE et les Etats-Unis à propos du maïs. Furieux de la perte de débouché extériorisé qu'occasionnait pour eux l'intégration de l'Espagne dans la Communauté, les Américains avaient obtenu, en janvier 1987, de pouvoir exporter tous les ans vers Madrid 2,3 millions de tonnes de maïs et de sorgho, jusqu'en 1990.

Or, à l'issue du premier semestre 1988, l'Espagne n'a pas acheté le premier sac de maïs américain alors qu'elle aurait dû prendre livraison de la totalité de la marchandise avant la fin de 1987. Le délai de grâce obtenu par la CEE jusqu'en juin dernier ne lui a pas permis de pallier la carence espagnole. Eclipsé par le problème de la sécheresse, le contentieux reprend corps aujourd'hui, à mesure que les excédents américains de maïs semblent resurgir. Dans une lettre récente adressée à la Commission européenne, le secrétaire américain à l'Agriculture, M. Richard Lyng, aurait fait savoir que Washington n'accorderait plus de délai de grâce. La situation est d'autant plus tendue que l'Espagne s'attend, malgré les récoltes intérieures, à une récolte record de céréales (près de 21,5 millions de tonnes, contre 19,8 millions l'an passé). Selon des experts de la CEE, la péninsule ibérique n'aura pas besoin de céréales fourragères étrangères (pour l'alimentation du bétail) avant le début de l'au prochain.

An moment où la hache de guerre pourrait être détrempée entre le « maïs jaune » français et le « maïs vert » américain, on apprend en fin de semaine la découverte d'une variété de maïs « révolutionnaire » par une équipe d'agronomes mexicains. Selon un rapport du National Research Council américain, ces chercheurs ont mis au point un grain contenant deux fois plus de pro-

teins que le maïs ordinaire. De l'avis des spécialistes, cette nouvelle variété baptisée QPM (quality protein maize), possède en outre un haut rendement en production, un taux d'humidité normal, une durée et une apparence traditionnelles. Le Conseil national de la recherche américaine estime que la QPM « sera cultivée à l'échelle mondiale avant la fin du siècle », et changera l'ordinaire des 200 millions de personnes qui se nourrissent de maïs dans le monde, en particulier en Amérique latine et en Afrique.

E. F.

PRODUITS	COURS DU 22-7
Café (g. (Londres))	1 275 (+ 15) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 499 (- 15) Livres/tonne
Nickel (Londres)	14 198 (+ 100) Dollars/tonne
Soja (Chicago)	1 990 (- 250) Francs/tonne
Café (Londres)	1 820 (- 27) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 537 (- 22) Dollars/tonne
MIF (Chicago)	384 (- 3,5) Cents/boisseau
MIF (Chicago)	312 (- 31) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	254 (- 35,2) Dollars/tonne

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'un semaine sur l'autre.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les deux commissaires britanniques à Bruxelles sont écartés par M ^{rs} Thatcher.	5 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. - Point de vue : « Les chrétiens et le centre », par Georges Hourdin.	6 La fête de l'Aid-el-Kabir à Marseille. - SPORTS : le Tour de France cycliste. 7 La visite de M. Arpaillange à la Santé. - Livres politiques, par André Laurens.	8 Le 42 ^e Festival d'Avignon. 9 Jean-Claude Risset et Michel Redolfi à la Fondation Maeght. - Communication : l'OPSA sur la maison d'édition américaine Macmillan.	13 La baisse du taux de base bancaire. - M. Jean Peyrelevade est chargé d'une mission de conciliation à Air Inter. - Une étude du CERC sur le chômage des jeunes. 14 Revue des valeurs. 15 Crédit, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Adm. grandes écoles ... 11 Carnet 6 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10	● Jouez avec le Monde...JEU ● La messagerie internationale DIA 36-15 tapez LM ● Le mini-journal de la rédaction JOUR ● Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

L'attaque du « City-of-Poros »

La Grèce relance la polémique sur le rôle de Laurent Vigneron

Le refus du gouvernement grec de mettre définitivement hors de cause le jeune touriste français Laurent Vigneron dans la tuerie du City-of-Poros, dont il a été lui-même victime, suscite une nouvelle polémique entre Paris et Athènes. Le porte-parole du gouvernement grec a officiellement rejeté, vendredi 22 juillet, les protestations du ministre français des affaires étrangères, qui avait fait savoir la veille son irritation en déclarant dans un communiqué que « la France ne peut rester indifférente au maintien d'accusations à l'égard de Français victimes de l'odieux attentat ».

Onze jours après la tuerie, les obsèques de Laurent Vigneron et de sa fiancée Annie Audejard ont été célébrées vendredi à Meub-sur-Yèvre dans le Cher, en présence de M^{me} Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. La tuerie avait fait trois victimes françaises. Trente-quatre des quatre-vingt blessés étaient également français.

« Toute protestation française est prématurée », a affirmé le porte-parole du gouvernement grec. M. Costopoulos, en estimant qu'il n'est pas possible de lever actuellement les accusations portées contre Laurent Vigneron, qui aurait selon certains témoignages participé à la tuerie. « L'enquête n'est pas terminée, a-t-il ajouté, et les résultats n'ont pas encore été remis aux autorités judiciaires, seules compétentes pour évaluer les éléments de l'enquête. (...) Le gouvernement grec ne désire ni ne peut intervenir à ce stade de la procédure ».

CHYPRE

Un sommet intercommunautaire aura lieu à New-York le 24 août

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a annoncé vendredi 22 juillet à New-York la tenue, le 24 août, au siège des Nations unies à New-York, d'un sommet intercommunautaire chypriote, réunissant le président de Chypre, M. George Vassiliou, et le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Deanktash. L'annonce de M. Perez de Cuellar met fin à l'incertitude qui régnait sur la tenue de ce sommet, initialement prévu pour le début juillet à Genève.

Quatorze ans après l'intervention de l'armée turque dans la partie nord de Chypre, consacrant la division de l'île en deux zones, grecque et turque, les efforts se multiplient pour trouver un règlement définitif du problème chypriote. La recon-

struction de la Paz de l'extradition du roi de la cocaine ». — L'administration de Washington est entrée en contact avec les autorités de La Paz en vue de l'extradition du roi de la cocaine bolivien, Roberto Suarez Gomez, qui vient d'être arrêté dans son pays et est également recherché aux Etats-Unis. M. Suarez Gomez a été arrêté le 22 juillet au département d'Etat américain. Roberto Suarez doit purger une peine de douze ans de prison en Bolivie, mais devrait également comparaître devant les tribunaux américains à Roanoke (Virginie) et Miami (Floride) pour trafic de cocaïne.

● MALAWI : Appel de fonds du HCR. — Le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) a lancé, le vendredi 22 juillet, un appel en faveur de quelque 700 000 réfugiés africains recueillis par l'Éthiopie et le Malawi. Son porte-parole a indiqué que 42 millions de dollars étaient nécessaires pour leur venir en aide. Sur cette somme, aux quelque 100 000 Somalis arrivés en Éthiopie depuis le 10 juin, afin d'échapper aux combats qui opposent les troupes gouvernementales et les rebelles du Mouvement national somalien (MNS), (Reuter.)

URSS : sanctions contre les grévistes

L'agitation arménienne semble marquer le pas

Après le refus opposé au début de la semaine par le président du Comité d'État suprême au sujet du Haut-Karabakh, le Kremlin tente maintenant de décapiter le mouvement de protestation arménien. Déjà, la presse avait multiplié les attaques personnelles contre les dirigeants du Comité Karabakh, mais, désormais, les pressions sont exercées à un niveau subalterne, plus proche de la base.

Un responsable de la direction du parquet de l'URSS a annoncé, vendredi 22 juillet, que plusieurs chefs d'entreprise du Haut-Karabakh encourent des poursuites pénales ou des mesures disciplinaires pour ne pas faire fonctionner leurs usines. La menace pourrait aussi viser les habitants de la République d'Arménie au cas où s'y produiraient de nouveaux arrêts de travail — dans la région du Haut-Karabakh (enclavée en Azerbaïdjan), la grève est presque totale depuis le mois de mai. Cette offensive est lancée par le Kremlin au moment où la mobilisation arménienne paraît donner ses premiers signes d'essoufflement.

Un mouvement de grève de vingt-quatre heures lancé par le Comité Karabakh a entraîné vendredi le fermeture de nombreuses usines d'Erevan, la capitale de l'Arménie, à l'indiqué un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères à Erevan. Mais il a précisé que les transports publics fonctionnaient normalement. L'arrêt de travail faisait suite à deux semaines de grève générale dans la République du 4 au 17 juillet.

La visite de M. Nakasone en Union soviétique

M. Gorbatchev regrette que les relations avec Tokyo demeurent « figées »

Moscou (AFP). — Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a exprimé, vendredi 22 juillet, en recevant l'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone, son regret que les relations entre le Japon et l'URSS soient restées « figées » ces trois dernières années et aient même « parfois reculé ».

M. Gorbatchev, cité par l'agence Tass, a notamment estimé que les relations entre Moscou et Tokyo ne correspondaient pas à ce qu'elles pourraient être entre « deux États voisins de cette importance », aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique. « De toute évidence, a poursuivi M. Gorbatchev, cela est lié dans une certaine mesure aux conceptions persistantes selon lesquelles l'Union soviétique serait plus intéressée par l'amélioration des relations » avec Tokyo que le Japon lui-même. « S'il faut effectivement établir une politique » sur ces conceptions, les relations entre l'URSS et le Japon n'avanceraient pas, a encore affirmé le dirigeant soviétique.

L'ancien premier ministre japonais a déclaré, de son côté, que la « question territoriale » des quatre îles au nord d'Hokkaido, occupées par l'URSS depuis la fin de la guerre et revendiquées par le Japon, avait été évoquée « en détail » avec le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, mais que la « discussion n'avait pas débouché sur un accord commun ». Au cours de quarante minutes, M. Gorbatchev a évoqué l'offre formulée en 1956 par l'URSS de restituer à Tokyo deux de ces quatre îles. Cette proposition ne sera pas considérée comme satisfaisante à Tokyo, déclare-t-on de source japonaise informée, tout en estimant positif que le numéro un soviétique ait accepté de parler de ce contentieux territorial alors que généralement les officiels et les médias de Moscou présentent cette question comme « dépassée ».

Interviewé vendredi soir par la télévision soviétique, M. Nakasone, qui était arrivé mercredi à Moscou, s'est prononcé, d'autre part, pour le développement des relations entre les deux pays « à différents niveaux ». Il a ajouté que Moscou et Tokyo devraient signer un accord de paix, afin de mettre formellement fin aux hostilités de la seconde guerre mondiale.

Selon Tass, M. Gorbatchev a présenté, de son côté, les plans de développement prévus pour l'Étranger-Orient soviétique que pour la Sibirie. Ces plans, a-t-il précisé, prévoient un développement rapide pour ces régions par rapport aux autres parties du pays. Il a indiqué à cet égard que Moscou songerait à faire de Vladivostok, port situé sur les rives du Pacifique et qui fait face au Japon, une « ville ouverte » (aux étrangers) « dans un avenir proche ».

M. Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, effectuera une visite officielle à Tokyo avant la fin de l'année et M. Gorbatchev pourrait se rendre au Japon l'année prochaine, indique-t-on également de source japonaise informée. Sur ce point, l'agence Tass a laissé entendre qu'une future visite de M. Gorbatchev au Japon « n'était pas exclue », ainsi qu'une visite du premier ministre japonais en URSS. M. Nakasone doit se rendre samedi dans les républiques baltes d'URSS pour sa dernière journée de visite en Union soviétique.

Les Etats-Unis prennent des sanctions commerciales contre le Brésil

Le président Reagan, après une longue enquête, a décidé d'appliquer des sanctions commerciales au Brésil, portant sur environ 200 millions de dollars, en raison du refus brésilien de protéger les brevets de sociétés pharmaceutiques américaines. Ces dernières s'étaient plaintes, il y a un an, de la « concurrence déloyale » des sociétés pharmaceutiques brésiliennes qui, selon elles, copient les médicaments américains sans payer de droits de licence.

Le Brésil a réagi vivement, se réservant d'appeler au GATT, en soulignant que sa législation est en parfait accord avec la législation internationale, qui laisse à chaque pays le droit de décider de la protection des brevets pharmaceutiques. Depuis 1969, ces brevets ne sont plus protégés au Brésil, ce qui aurait coûté 100 à 150 millions de dollars par an aux firmes américaines.

TUNISIE

Grâce présidentielle pour 932 prisonniers

TUNISIE de notre correspondant

Le président Ben Ali a gracié, le vendredi 22 juillet, 932 condamnés, dont 180 pour raisons politiques, à l'occasion de la célébration, dimanche, de la fête de l'Aïd al-Hida, et de la commémoration, lundi, du trente et unième anniversaire de la proclamation de la République.

La plupart des personnes impliquées dans des affaires politiques de toutes obédiences — dont certaines remontent aux premières années de l'indépendance — qui bénéficient de cette mesure, ont déjà recouvré, depuis lundi, la liberté, mais leur situation juridique n'était pas totalement clarifiée. C'est désormais chose faite.

La grâce présidentielle concerne aussi certains des condamnés du procès du Mouvement de l'automne dernier. Sur les 45 d'entre eux qui étaient incarcérés, vingt et un, croit-on savoir, ont été libérés. Ceux qui demeurent emprisonnés auraient été plus ou moins directement dans des actions terroristes (attentats du 3 août 1987 dans des hôtels et viotrilages). Restent aussi détenus les quelque 150 membres du groupe armé islamique arrêtés en novembre et en instance de jugement. D'autre part, 1075 autres condamnés politiques et de droit

commun, dont 60 syndicalistes, ont été réhabilités dans leurs droits. L'agence Tunis Afrique Presse écrit que la décision du chef de l'Etat, dont la Ligue tunisienne des droits de l'homme s'est aussitôt félicitée, « équivaut à une amnistie générale en vue de renforcer l'entente entre tous les Tunisiens, de réaliser la réconciliation nationale et de concrétiser l'orientation suivie par ce pays depuis le changement du 7 novembre ».

Plus de 6 000 personnes, condamnées politiques et de droit commun, ont déjà bénéficié de mesures de grâce en diverses occasions, depuis l'accession au pouvoir de M. Ben Ali.

Condamnation de M. Skiri

D'autre part, la chambre criminelle de la cour de Tunis a condamné, le vendredi 22 juillet, l'ancien ministre M. Mansour Skiri, qui fut aussi directeur du cabinet de l'ex-président Bourguiba, à cinq ans de travaux forcés, à 780 dollars (le dinar vaut environ 7,40 F) et à 8 699 dinars de dommages-intérêts pour détournement de deniers publics. Le procès s'était ouvert le 7 juillet (Le Monde du 7 juillet). M. Skiri devra encore comparaître devant le tribunal de première instance pour infraction à la législation douanière.

MICHEL DEURÉ.

BIRMANIE

Les autorités proclament la loi martiale à Prome

A la veille de l'ouverture, le samedi 23 juillet, d'un congrès extraordinaire du parti unique (Parti du programme socialiste), le gouvernement a proclamé la loi martiale à Prome, ville située à 270 km au nord-ouest de Rangoun, à la suite de six jours d'émeutes et de pillages. Le radio et la télévision ont indiqué, vendredi, que la situation y était devenue « incontrôlable » et que l'administration de la ville, qui compte 170 000 habitants, avait été confiée au ministère de la défense, lequel a nommé le colonel Aye Kyaw, chef d'état-major adjoint, administrateur de la loi martiale.

Les troubles ont commencé à Prome, ville natale du président Ne Win, le 16 juillet. Selon les milieux autorisés, ils opposent des bouddhistes, majoritaires, à des musulmans, d'origine indienne et très lar-

gement minoritaires, propriétaires de petites échoppes et de maisons de thé. Vendredi, des manifestations violentes ainsi que des pillages de maisons de thé se sont multipliés, a affirmé l'agence officielle de presse NAB, ajoutant que des immeubles ont été incendiés. La police a tiré en l'air pour disperser la foule, sans faire apparemment de victimes.

Les émeutes dans les principales villes de Birmanie ont fait, selon des chiffres officiels, cinquante-deux morts depuis mars. Selon des diplomates occidentaux, ce bilan s'élèverait à deux cents morts. Le parti unique se réunit pour se restructurer et adopter des réformes économiques pour tenter de mettre fin à un marasme à l'origine des troubles de ces derniers mois (Le Monde du 21 juillet). (AFP Reuter.)

Chantiers navals

M. Jean-Pierre Soisson propose une solution pour les salariés âgés

Une solution aux problèmes sociaux provoqués par la fermeture des chantiers navals de La Ciotat et de La Seyne le 31 juillet a été proposée par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (Le Monde du 20 juillet).

Dans un communiqué rendu public le 22 juillet, le ministre du travail indique qu'un nouveau dispositif a été imaginé, « utilisant la formule du congé de conversion », pour venir en aide aux salariés licenciés âgés de cinquante à cinquante-trois ans. Le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, les conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Var, ont donné leur accord de principe à ce projet qui sera élaboré dans les prochains jours, en liaison avec les représentants des salariés. Normalement, les bénéficiaires pourront « effectuer leur choix avant le 31 juillet 1988, date d'expiration de l'accord de branche ».

Le président plan s'était révélé difficile à mettre en œuvre et avait fait l'objet « de réserves de la part des salariés qui ont craint que sa pérennité ne soit pas assurée », rappelle le ministre. Le nouveau dispositif « respecte les objectifs initiaux de reclassement ou de garantie de ressources jusqu'à l'âge de la retraite » et devra apporter aux salariés « toutes garanties de stabilité et de pérennité ».

M. Jean-Pierre Soisson envisage de proposer le même montage à la région Nord-Pas-de-Calais et au département du Nord, en faveur, cette fois, des salariés de la Normed de Dunquerque.

La construction de six frégates à Saint-Nazaire

Vive réaction de la CFDT des arsenaux

La Fédération des établissements et arsenaux de l'Etat (CFDT) proteste contre la décision du gouvernement de confier aux chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, la construction de six frégates légères pour la marine nationale (Le Monde du 21 juillet).

« Force est de constater qu'une fois de plus, les organisations syndicales représentatives du ministère de la défense sont exclues de toute information, alors qu'une telle décision peut avoir de lourdes conséquences sur l'emploi dans les arsenaux, et notamment à Lorient qui a déjà subi une diminution de ses effectifs de deux cents ouvriers en deux ans, le ministère ayant, dans le même temps, supprimé six mille trois cent quarante-neuf emplois », indique un communiqué.

La CFDT des arsenaux ajoute : « Le ministre de la défense qui n'a pas encore reçu les organisations syndicales aurait-il choisi de ne communiquer que par médias interposés ? La réalisation de ces frégates dont le financement n'est pas prévu dans le cadre de la loi de programmation militaire : - Va-t-elle se faire par le biais d'un financement privé ? - Ne va-t-elle pas remettre en cause la construction d'autres bâtiments et l'emploi dans les établissements de la défense ? »

Le numéro du « Monde » daté 23 juillet 1988 a été tiré à 506 975 exemplaires

A B C E F G H

Constat
Wéchee
Birmanie

ANNÉE

390147004500 07288

Marchés

Malgré le pessimisme...

AVANT L'ÉTRANGER...

M0147 07288 450 F

390147004500 07288

A L'ÉTRANGER...

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

PROXIMITÉ COMPÉTITIVES

25 années d'expérience

R.M. Levy, 10 rue de la République
75014 Paris, M^{me} A. — Tél. : 45-46-57-40

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites : MSI LM